

Le Sommet de Cotonou

**Sixième Conférence
des chefs d'État et de
gouvernement des pays ayant
le français en partage**

Cotonou, Bénin

du 2 au 4 décembre 1995

Cahier d'information



CANADA

CAI EA 95C57 EXF DOCS
Conference of Heads of State and
Cotonou Summit 43275030

| DATE DUE | |
|------------------------|--|
| DATE DE RETOUR | |
| MAR 13 1991 | |
| | |
| | |

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 2000473 4



Le Sommet de Cotonou

**Sixième Conférence
des chefs d'État et de
gouvernement des pays ayant
le français en partage**

Cotonou, Bénin

du 2 au 4 décembre 1995

Cahier d'information



Affaires étrangères et
Commerce extérieur Canada

Foreign Affairs and
International Trade Canada

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Biographies

Le Premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 7

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet 8

Renseignements généraux

Contexte historique 11

Les Sommets de la Francophonie 13

Quelques exemples d'institutions francophones 15

Vingt-cinquième anniversaire de l'Agence de coopération
culturelle et technique 18

Quelques exemples de réalisations depuis le Sommet de Maurice 19

Aperçu des objectifs du Canada 24

Prévention des conflits et la Francophonie 25

Réflexion sur l'autoroute de l'information et la Francophonie 27

Contributions canadiennes aux institutions de la Francophonie 29

Programme canadien d'aide publique au développement aux pays et
institutions de la Francophonie 30

Aide publique au développement (APD) du Canada aux pays
de la Francophonie (1993-1994) 38

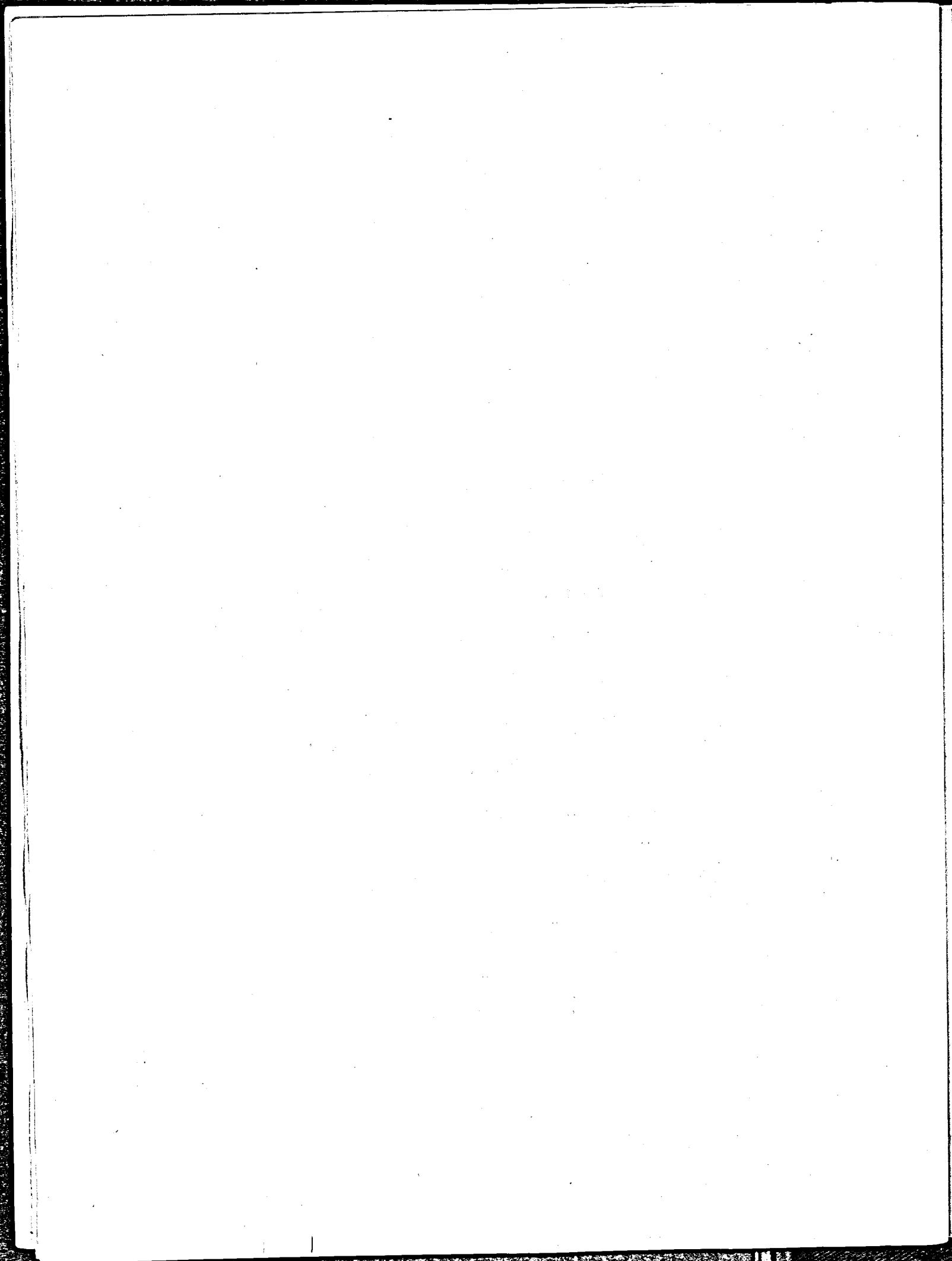
Le Monde de la Francophonie 40

Partenaires du Canada au sein de la Francophonie

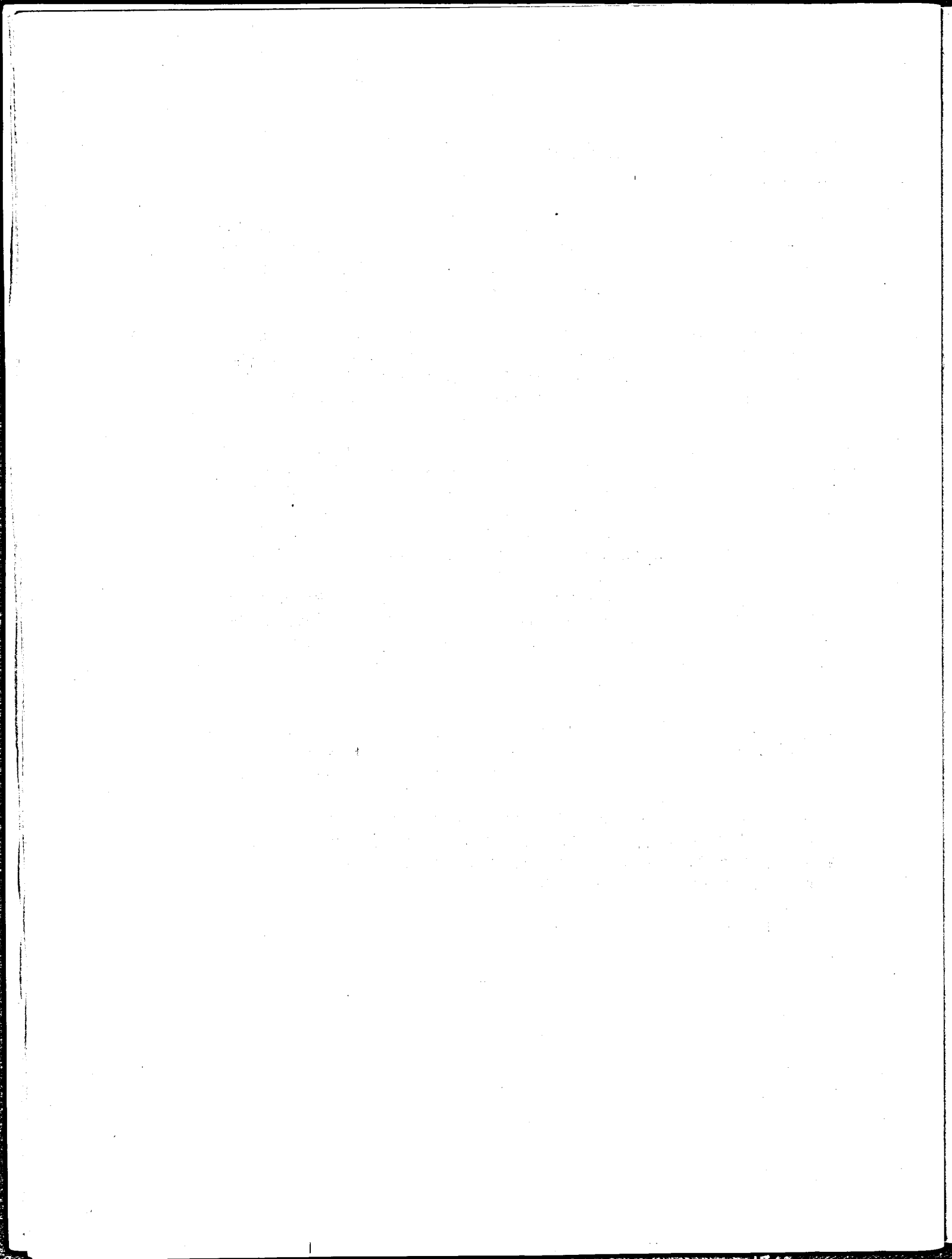
Fiches documentaires en ordre alphabétique 45

Calendrier des principaux événements depuis le Sommet de Maurice 91

Déclaration de Maurice 93



Biographies



Le Premier ministre du Canada

M. Jean Chrétien

M. Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et il a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du Premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres les Affaires indiennes et du Nord, l'Industrie et le Commerce, les Finances, la Justice, l'Énergie, les Mines et les Ressources. Il a été Président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976; il a été nommé Vice-premier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures en juin 1984.

En septembre 1984, en tant que membre de l'Opposition, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986 pour retourner à la pratique du droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw de 1986 à 1990. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corporation.

Quatre ans plus tard, M. Chrétien est revenu à la politique. Le 23 juin 1990, il a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle, il est devenu officiellement chef de l'Opposition en décembre 1990.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice le 25 octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième Premier ministre du Canada le 4 novembre 1993.

M. Chrétien a épousé Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957 et ils ont trois enfants.

**Le ministre des Affaires étrangères
M. André Ouellet**

M. Ouellet est né le 6 avril 1939 à Saint-Pascal, au Québec. Il est diplômé de l'Université d'Ottawa et diplômé en droit de l'Université de Sherbrooke.

Député à la Chambre des communes depuis 1967, où il représente le comté de Papineau-Saint-Michel, il a occupé plusieurs postes au sein du Cabinet.

M. Ouellet a été ministre des Postes, président du Conseil privé et leader du gouvernement à la Chambre, ministre de la Consommation et des Corporations, ministre d'État aux Affaires urbaines, ministre des Travaux publics, ministre du Travail et ministre d'État au Développement économique régional.

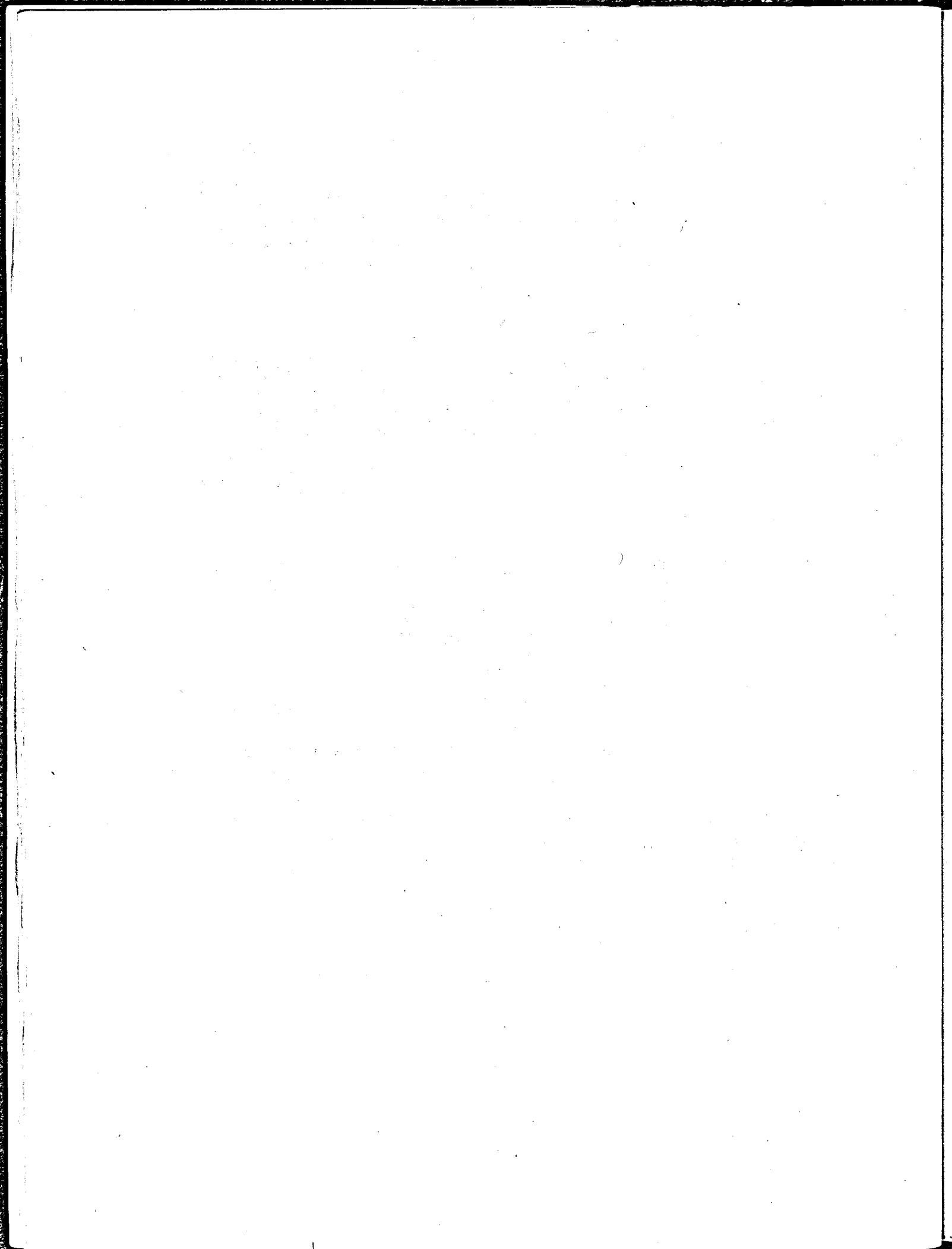
Il a également été ministre responsable de diverses sociétés d'État, dont la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Commission du système métrique et le Conseil des normes du Canada.

M. Ouellet a été nommé porte-parole officiel de l'Opposition pour les transports en 1985, pour les affaires extérieures en 1988 et pour les relations fédérales-provinciales en 1990. Entre 1990 et 1992, il a siégé au sein d'une commission d'enquête et de deux comités parlementaires chargés de revoir la Constitution, soit la Commission Bélanger-Campeau et les Comités Beaudoin-Edwards et Beaudoin-Dobbie.

Il a par ailleurs été président du Caucus libéral du Québec en 1968, organisateur politique en chef du Parti libéral fédéral au Québec de 1977 à 1984 et coprésident du Comité de la campagne nationale libérale en 1992.

M. Ouellet a épousé Édith Pagé en 1965 et ils ont quatre enfants.

Renseignements généraux



Contexte historique

La Francophonie est la communauté des peuples parlant, à divers degrés, le français. On peut aussi la considérer comme un ensemble institutionnel composé d'organisations et d'associations, aussi bien gouvernementales que privées, engagées dans la poursuite du dialogue et de la coopération et ayant la langue française comme instrument de communication.

L'engagement du Canada

Conscient de l'importance du fait français sur son territoire, ainsi que de sa dimension internationale, le Canada s'est associé très tôt à la Francophonie et a participé activement à la création et au développement de ses nombreuses institutions. C'est ainsi qu'en 1970, il fut l'un des membres fondateurs de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) à Niamey, au Niger, et qu'il y joue depuis un rôle influent et efficace. C'est d'ailleurs un journaliste québécois, M. Jean-Marc Léger, qui fut le premier Secrétaire général de l'Agence.

Le gouvernement canadien a rapidement intégré la Francophonie à sa politique étrangère et il s'est montré constamment soucieux d'associer à son action les provinces à majorité ou à minorité substantielle francophone, pour le bénéfice de tous les Canadiens.

Les institutions

Au fil des ans, la communauté francophone s'est dotée de diverses structures et de mécanismes d'échanges, de concertation et de gestion. La présence canadienne y est toujours forte et active. L'ACCT est l'élément central de la Francophonie. Elle a pour objectif de rapprocher les peuples d'expression française par le biais de la coopération en matière d'éducation, de culture, de sciences et de technologie. Elle entend créer une nouvelle solidarité Nord-Sud et faire connaître les diverses cultures francophones. Son Secrétaire général actuel est un Canadien du Québec, M. Jean-Louis Roy.

Afin de contribuer au développement socioéconomique des pays membres, deux conférences ministérielles permanentes fondées dans les années 60 s'occupent de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Les Jeux de la Francophonie, accompagnés de manifestations culturelles importantes, se tiennent environ tous les quatre ans; les troisièmes doivent avoir lieu en Afrique en 1997. Par ailleurs, bon nombre d'organisations paragouvernementales ou privées à vocation professionnelle ou éducationnelle reçoivent du gouvernement canadien des subventions annuelles ou ponctuelles, ou du personnel temporaire.

Les sommets

Depuis 1986, la Francophonie a connu un regain d'énergie grâce aux réunions régulières des chefs d'État et de gouvernement des pays membres. Ces sommets sont l'occasion d'amorcer un dialogue ouvert sur les questions internationales qui préoccupent les États participants; de plus, ils permettent de mobiliser les ressources nécessaires aux activités prioritaires.

Au quatrième de ces sommets tenu à Chaillot à l'automne 1991, le Canada s'est distingué en proposant la création d'une unité des droits de la personne et en insistant sur le bien-fondé de lier l'aide internationale au respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux.

La participation provinciale

Le gouvernement fédéral s'est efforcé de trouver une solution originale pour que les provinces puissent participer aux activités de la Francophonie. Le statut de gouvernement participant a donc été octroyé au Québec et au Nouveau-Brunswick, ce qui permet une contribution active et distincte des trois gouvernements à l'ACCT. L'Ontario et le Manitoba, de leur côté, s'associent à la délégation du Canada.

Il peut même arriver, à l'occasion, qu'un ministre provincial parlant au nom du Canada dirige la délégation canadienne, comme ce fut le cas aux conférences ministérielles sur l'éducation ou à celles sur la jeunesse et les sports. Cet esprit d'ouverture a également rendu la présence du Québec et du Nouveau-Brunswick aux sommets possible; ils ont une participation pleine et entière dans le volet coopération alors que le Canada donne le ton en ce qui concerne les volets politique et économique, où le Québec et le Nouveau-Brunswick ont un statut « d'observateur intéressé ».

Le Canada, partie intégrante de la Francophonie

Le Canada joue un rôle clé au sein de la Francophonie, rôle qui témoigne de son engagement à promouvoir le fait français, tant au pays que sur la scène internationale. Aussi favorise-t-il le rapprochement et la solidarité entre les pays ayant le français en partage, et ce, dans l'intérêt pour tous les Canadiens.

Les Sommets de la Francophonie

C'est en 1986 que le président de la République française, M. François Mitterrand, a invité à Paris, pour la première fois, les chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français. Par la suite, ont eu lieu des conférences bisannuelles, qu'on appelle conférences au sommet puisque les pays participants y sont représentés au plus haut niveau.

Sommet de Paris

du 17 au 19 février 1986

Quarante et un pays et gouvernements étaient représentés à ce premier Sommet de la Francophonie qui s'est tenu au Château de Versailles. Cette conférence devait permettre aux participants d'établir des objectifs basés sur la solidarité. Il y avait longtemps qu'on espérait ce genre de rencontres entre les chefs des pays où l'on parle le français.

Sommet de Québec

du 2 au 4 septembre 1987

Quarante pays et gouvernements ont répondu à l'invitation conjointe du Canada, du Québec et du Nouveau-Brunswick. Ce deuxième sommet a permis aux représentants des peuples qui composent la grande famille francophone de se mieux connaître et de mettre en commun leurs expériences dans nombre de domaines d'activité.

Sommet de Dakar

du 24 au 26 mai 1989

Réuni dans la capitale du Sénégal, à l'invitation du président Abdou Diouf, le Sommet de Dakar a rassemblé les chefs d'État et de gouvernement de 41 pays. Les participants ont accordé la priorité à l'important secteur de l'éducation et de la formation dans les pays francophones.

Sommet de Chaillot

du 19 au 21 novembre 1991

Quatrième rencontre des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, le Sommet de Chaillot aura été, selon son hôte, le président Mitterrand, celui « de la maturité et de l'élargissement ». Près de 50 pays et gouvernements se sont donné de nouvelles institutions et ont confirmé l'Agence de coopération culturelle et technique dans son rôle d'opérateur principal et de Secrétariat de tous les organismes de la Francophonie.

Sommet de Maurice
du 16 au 18 octobre 1993

À cette cinquième rencontre, les chefs d'État et de gouvernement de la communauté francophone ont décidé de changer l'appellation des sommets et de les rebaptiser « conférences des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage ». Au Sommet de Maurice, deux pays se sont joints à la Francophonie, la Roumanie et la Bulgarie. On y a reconnu l'économie comme l'un des éléments indissociables de la culture des peuples et défini les paramètres d'une coopération économique entre les pays membres de la Francophonie.

Quelques exemples d'institutions francophones

Au fil des ans, la communauté francophone s'est dotée de diverses structures et de mécanismes d'échanges, de concertation et de gestion. La présence canadienne y est toujours forte et active.

Conférences ministérielles permanentes

La Conférence des ministres de l'Éducation nationale (CONFEMEN)

Fondée en 1960, la CONFEMEN a pour objectif d'intégrer le système d'enseignement au développement économique et social des pays membres ainsi qu'à mettre en commun les diverses expériences réalisées en ce sens, notamment, à l'aide de programmes d'action. La délégation canadienne aux réunions de la CONFEMEN comprend habituellement des représentants de quatre provinces — le Québec, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et le Manitoba.

Le Canada est aussi en liaison permanente avec le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), un organe spécialisé de la CONFEMEN, établi à Ouagadougou (Burkina Faso).

La Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports (CONFESJES)

Née en 1969 de la volonté commune des pays de la Francophonie de réaliser une politique de promotion et de protection de la jeunesse, la CONFESJES comprend, à l'heure actuelle, 26 pays. Depuis quelques années, la CONFESJES a centré son important programme d'action annuel sur la formation de moniteurs et d'animateurs. La délégation canadienne comprend des représentants du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba.

En septembre 1987, les chefs d'État et de gouvernement réunis à Québec pour le deuxième Sommet de la Francophonie ont lancé les Jeux de la Francophonie et en ont confié la responsabilité à la CONFESJES. Celle-ci a mis sur pied le Comité international des Jeux de la Francophonie et l'a chargé d'organiser les Jeux à tous les quatre ans.

Les premiers Jeux, organisés en peu de temps pour une manifestation de cette envergure, ont eu lieu au Maroc à l'été 1989 et ont obtenu un succès appréciable. En effet, des délégations comprenant artistes et sportifs de 39 pays s'y sont inscrits. La quarantaine de records sportifs et les oeuvres d'art originales et intéressantes qui y furent exposées témoignaient d'une francophonie dynamique, riche de talents et prometteuse.

Les deuxièmes Jeux se sont déroulés en France à l'été 1994. Bien qu'ayant été reportés d'un an, ils ont été une réussite : plus de 2 700 sportifs et artistes de 45 délégations ont participé à des compétitions sportives (21 records ont été établis) et à des concours culturels. Les prochains Jeux auront lieu en Afrique en 1997.

Organisations non gouvernementales

La plupart des associations de la Francophonie se sont formées soit en fonction de buts communs ou selon la vocation professionnelle. La grande diversité de ces organisations et la multitude de leurs programmes et activités donnent à la Francophonie une dimension importante qui lui permet de faire preuve d'un grand dynamisme et de déborder largement le secteur gouvernemental.

C'est pourquoi le gouvernement fédéral accorde son appui à un certain nombre de ces associations fondées parfois par des Canadiens ou qui comptent aujourd'hui encore plusieurs Canadiens. Cet appui se manifeste sous forme soit de subventions annuelles ou ponctuelles (congrès, colloques, séminaires) ou par du personnel temporaire fourni par le Bureau du coordonnateur fédéral pour la Francophonie.

Au moment où la coopération entre les peuples et les cultures est en plein essor, les organisations non gouvernementales internationales prennent une importance croissante. De telles contributions se veulent donc un encouragement tangible aux divers groupes de Canadiens qui participent activement aux affaires internationales.

L'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF)

L'AIPLF a été constituée au Luxembourg en 1967 à l'initiative de pays, dont le Canada, soucieux d'étendre le rayonnement de la Francophonie. Trente-six parlements sont aujourd'hui représentés au sein de l'AIPLF. Le Québec, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario constituent des sections autonomes au même titre que la section canadienne. L'AIPLF a été présidée par un Canadien, de sa fondation à 1990.

Cette institution vise à renforcer la solidarité que l'usage de la langue française crée entre les parlementaires qui la composent et à établir ainsi un véritable échange culturel. À cette fin, ses membres étudient des questions culturelles, économiques et sociales d'intérêt commun.

L'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF)

Fondée à l'initiative du journaliste québécois Jean-Marc Léger, l'AUPELF, qui regroupe la plupart des institutions universitaires de la Francophonie, a son siège social à Montréal. Elle favorise les échanges et la concertation et contribue au développement de l'enseignement, de la recherche et de la gestion universitaire. Grâce au soutien des gouvernements, dont celui du Canada, elle a créé le Fonds international de coopération universitaire (FICU).

Au Sommet de Québec, l'AUPELF s'est vu confier la mise en place de l'Université des réseaux d'expression française (UREF). Cette université qui n'a pas à proprement parler d'assise physique vise le « maillage des capacités de recherche » et l'interconnectivité des universitaires du monde francophone.

L'AUPELF-UREF, qui se définit comme l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche, est sans doute la seule institution dans le monde francophone en mesure de proposer une réponse scientifique aux grands défis de la modernité scientifique.

Les chefs d'État et de gouvernement réunis à l'île Maurice en octobre 1993 étaient bien conscients de la situation précaire du milieu scientifique francophone et de la recherche en français, tant et sinon plus dans les pays du Sud que dans les pays du Nord. Le Sommet a donc mis sur pied le Fonds francophone de la recherche destiné à relancer la recherche et à combler les lacunes des pays francophones.

Le gouvernement canadien a renouvelé son appui à l'AUPELF-UREF au Sommet de Maurice et il a bon espoir que ce programme pourra faire progresser la recherche scientifique en français.

Le monde associatif

La vie associative de la Francophonie repose sur les associations professionnelles regroupées à l'échelle internationale dans des organismes tels que l'Institut de droit d'expression française (IDEF), l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPLF), l'Association mondiale des médecins francophones (AMMF), le Richelieu international, le Conseil international des radios-télévisions de langue française (CIRTEF), l'Association internationale des maires francophones (AIMF), la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF).

Ces différents réseaux (conférences, organismes, associations) forment ensemble un instrument majeur de concertation au sein du Conseil consultatif de l'ACCT.

Vingt-cinquième anniversaire de l'Agence de coopération culturelle et technique

L'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), créée à Niamey, au Niger, le 20 mars 1970, célèbre cette année son 25^e anniversaire. Le traité de Niamey consacrait ainsi l'union de 21 pays ayant le français en partage. L'objectif de l'ACCT est d'aider les pays francophones à bâtir ensemble un monde meilleur et plus solidaire.

Cet organisme, plus communément appelé l'Agence, qui regroupe aujourd'hui 44 pays et gouvernements (dont le Canada comme membre et le Québec et le Nouveau-Brunswick à titre de gouvernements participants), vise à créer entre ses membres des liens de coopération mutuelle dans des domaines comme le développement durable. Au cours des ans, l'Agence est devenue l'opérateur principal de la Francophonie multilatérale.

Sans se substituer aux divers modes de coopération qui existent déjà, l'Agence se veut l'instrument d'une nouvelle solidarité entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Par ailleurs, elle aide les pays membres à promouvoir et à diffuser leurs cultures et favorise une meilleure compréhension entre les peuples.

Le Secrétaire général actuel de l'ACCT est un Canadien du Québec, M. Jean-Louis Roy. Élu pour quatre ans en décembre 1989, son mandat a été renouvelé lors de la Conférence ministérielle de Bamako, au Mali, en décembre 1993.

De nombreuses fêtes et expositions, dans tous les pays membres, et particulièrement en France où l'ACCT a son siège social, ont souligné le 25^e anniversaire de l'Agence et rendu hommage à la Francophonie mondiale. Au Canada, le 20 mars dernier, à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie, le ministre canadien des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a dévoilé la maquette du timbre émis pour souligner cet anniversaire. Il était accompagné de M. Roy et du Président de la Société canadienne des Postes, M. Georges Clermont.

Quelques exemples de réalisations depuis le Sommet de Maurice

Agriculture

Appui au développement des petites et moyennes entreprises (PME) en agroalimentaire

Cette initiative, qui est appuyée par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada, vise à mettre à la disposition des PME du Sud les services techniques du Centre de recherches et de développement sur les aliments de Saint-Hyacinthe pour la production et la commercialisation de denrées locales.

Contrôle de la qualité des produits agroalimentaires

Ce projet, mené en collaboration avec l'Association des manufacturiers de produits alimentaires du Québec, vise à appuyer les efforts des entreprises du Sud dans la mise en place de systèmes efficaces de contrôle de la qualité. L'amélioration de la qualité des produits agroalimentaires de ces entreprises favorisera leur acceptation sur les marchés domestiques et étrangers.

Communication

TV5

TV5 est la chaîne internationale de télévision de langue française à laquelle participent les gouvernements du Canada, du Québec, de la France, de la Suisse, de la Belgique et de plusieurs pays africains. Cette chaîne diffuse pratiquement à l'échelle de la planète. Elle permet à 47 millions de foyers en Europe, en Afrique, en Amérique du Nord, en Amérique latine et dans les Caraïbes d'avoir accès à une programmation française qui mise essentiellement sur l'information, la culture et le divertissement. TV5 étudie actuellement la possibilité de diffuser en Asie et aux États-Unis.

Environ 20 p. 100 de la programmation de TV5 Europe, TV5 Afrique et TV5 Amérique latine est consacré aux émissions canadiennes. Au Canada, les six millions d'abonnés de TV5 Québec — Canada reçoivent, pour leur part, une programmation composée à 85 p. 100 d'émissions provenant de partenaires européens et africains. TV5 est donc un instrument essentiel de coopération multilatérale et un véhicule de communication privilégié entre les peuples ayant le français en partage.

Marché des arts du spectacle africain (MASA)

Le Canada, par l'intermédiaire du ministère du Patrimoine canadien, participe à plusieurs projets sur la culture et les communications au sein de la Francophonie. L'action de Patrimoine Canada vise essentiellement à appuyer les grands programmes de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Le Ministère a, par exemple, encouragé la participation d'acheteurs canadiens au Marché des arts du spectacle africain (MASA), organisé par l'ACCT en 1993 et 1995. Tenu en Côte d'Ivoire, le MASA a attiré de nombreux acheteurs canadiens qui ont pu évaluer le potentiel d'exportation du secteur culturel africain.

Droits de la personne et développement démocratique

Le Canada a proposé, au Sommet de Chaillot, l'établissement du Programme de promotion des droits de la personne et du développement démocratique. Ce programme avait pour objet de traduire en réalité la Déclaration de Chaillot sur la démocratie et le développement par un train de mesures prises dans trois volets essentiels connexes : documentation et information, appui au processus électoral et séances de perfectionnement destinées à des catégories d'intervenants importants dans le développement de la démocratie.

Documentation et information

Dans le volet Documentation et information, la Banque internationale d'information sur les États francophones (BIEF) a procédé à une recherche bibliographique et à l'identification des titres équivalents en français des documents sur les droits de l'Homme recensés (environ 10 000) à partir des bases de données de l'ONU et des catalogues des dépôts légaux des bibliothèques canadiennes. Cette bibliographie sera bientôt publiée par l'ONU et sera également disponible sur CD-ROM. De plus, dans un répertoire que la BIEF est en voie de mettre sur CD-ROM, on retrouvera une bibliographie spécifique sur les droits de la personne dans les pays ayant le français en partage.

Appui au processus électoral

Dans le volet Appui au processus électoral, la Francophonie, dans le respect des principes directeurs dont elle s'est dotée en octobre 1992, a répondu à de nombreuses requêtes de pays pour la délégation de missions préparatoires et d'observation d'élections proprement dites. En fait, depuis le Sommet de Maurice en octobre 1993, sept pays francophones ont bénéficié de telles missions : les Comores, la Guinée équatoriale, le Gabon (deux missions), le Togo, le Bénin, le Niger et la Guinée.

Perfectionnement

Pour ce qui est du volet Perfectionnement, des sessions ont été organisées pour des intervenants du domaine de la démocratie : parlementaires, journalistes, organisations non gouvernementales (ONG), forces policières et syndicats.

Il s'agissait de poursuivre les actions amorcées au lendemain du Sommet de Chaillot (novembre 1991) par des sessions de perfectionnement de plusieurs semaines (trois à cinq). Les maîtres d'oeuvre étaient : la section canadienne de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française pour les parlementaires, la Société Radio Canada pour les journalistes, la Fondation canadienne des droits de la personne pour les ONG, le Centre international de prévention de la criminalité pour les forces policières et de l'ordre, et la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec pour les syndicats.

Les objectifs étaient d'offrir des occasions de perfectionnement à des intervenants importants en démocratie, d'aborder les questions relatives à l'exercice de leur profession, de créer des réseaux et d'encourager la mise sur pied dans leurs pays de programmes de formation spéciaux qui permettraient de poursuivre le programme de perfectionnement et de tirer le maximum de ses retombées.

Réseau de centres d'aide et de consultation juridiques pour les femmes des pays de la Francophonie

Au Sommet de Chaillot, le Canada a également lancé le projet d'un Réseau de centres d'aide et de consultation juridiques pour les femmes des pays de la Francophonie. Mis en oeuvre par le ministère de la Justice du Canada, ce Réseau a pour objectif d'aider les femmes à accéder à l'égalité juridique et sociale. Aux trois premiers centres établis au Bénin et au Cameroun, se sont ajoutés des centres dans cinq autres pays. Le Réseau a été fort bien accueilli au Forum des organisations non gouvernementales, à la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes tenue à Beijing en septembre dernier.

Dans la majorité des cas, les centres fonctionnent adéquatement et ils aident les femmes à atteindre une « réelle » situation d'égalité juridique et sociale par le biais de conférences auprès de groupes de citoyens, de publications, d'outils de vulgarisation du processus juridique, de consultations juridiques, de représentations devant les tribunaux, de visites dans les établissements pénitentiaires et de dénonciations des situations de violence.

Des fonds engagés par le Canada, une contribution de la Suisse et le soutien de l'ACCT aident le Réseau à se développer et à s'équiper.

Conférence des ministres de la Justice de la Francophonie

La Conférence des ministres de la Justice de la Francophonie, qui s'est déroulée du 30 octobre au 1^{er} novembre 1995 au Caire, constitue un événement important pour l'avenir de la coopération juridique et judiciaire dans les pays ayant le français en partage. Les ministres de la Justice ont adopté deux documents majeurs, *La Déclaration du Caire* et le *Plan d'action*, qui permettent de connaître les orientations que prendra la coopération juridique et judiciaire dans les prochaines années.

Éducation et formation

Séminaire international sur la formation à distance, Conakry (Guinée), du 18 au 22 septembre 1995

Depuis la proposition du Centre international francophone de formation à distance (CIFIAD) présentée au Sommet de Québec en 1987, la formation à distance a fini par devenir une réalité dans les pays ayant le français en partage et elle fait maintenant partie intégrante de l'éducation et de la formation dans ces pays. Sans elle, et sans l'appui du CIFIAD, le défi que pose l'éducation et la formation dans ces pays ne pourrait être relevé, les voies traditionnelles ne suffisant plus.

Enfin, la création, au cours du Séminaire de Conakry, d'une Association africaine francophone de formation à distance (ASAFFAD) démontre l'importance de ce genre de formation en Francophonie.

Banque internationale d'information sur les États francophones

La création de la Banque internationale d'information sur les États francophones (BIEF), appuyée par le Canada au premier Sommet de la Francophonie (Paris 1986), est depuis 1991, un programme décentralisé de l'ACCT, dont l'administration et la gestion relèvent de Patrimoine Canada. Développée comme base de données bibliographiques recensant les documents sur tous les États membres de la Francophonie, la BIEF s'est rapidement élargie pour devenir un réseau de mise en commun et de partage de ressources humaines, documentaires et technologiques axé sur la communication, la liaison et le transfert de l'information et de la documentation. La Banque intervient dans l'élaboration, la modernisation et la consolidation des politiques et des systèmes nationaux d'information et de documentation dans les pays du Sud et de l'Est. Elle contribue au perfectionnement du personnel professionnel et technique en matière de technologie de pointe et elle participe à l'organisation et à la préservation du patrimoine documentaire et des mémoires corporatives nationales.

Programme de coéditions, de coproductions et de partenariats Nord-Sud

Ce programme a permis, sous l'égide de l'Association nationale des éditeurs de livres, d'effectuer les démarches exploratoires nécessaires à la réalisation de coéditions, de coproductions et de partenariats entre les éditeurs du Sud et du Nord.

Environnement

Réseau francophone de gestionnaires d'écosystèmes fluviaux et lacustres

Ce projet, réalisé par le Centre Saint-Laurent d'Environnement Canada, vise à faciliter les échanges d'information et d'expérience entre les organismes et les gestionnaires chargés de la gestion des écosystèmes fluviaux et lacustres des États membres de l'ACCT. Il a mis en place des programmes de formation répondant aux besoins des gestionnaires travaillant au sein d'organisations nationales, régionales et internationales.

Aperçu des objectifs du Canada

Contexte

À ses sommets précédents, notamment ceux de Dakar en 1989 et de Chaillot en 1991, la Francophonie s'est engagée résolument sur la voie de la promotion de la démocratie, du renforcement de l'état de droit et de la défense des droits de la personne. Elle souhaitait prendre un virage politique, à l'image d'autres forums tels que l'Organisation des États américains ou le Commonwealth.

Afin de s'ajuster à cette nouvelle réalité, elle a procédé à une importante refonte de ses institutions et confié à son Conseil permanent la gestion courante de ses activités. Elle a donné en même temps au président de ce conseil le rôle de porte-parole et d'animateur, de concert avec le Secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

La Francophonie, dont les sommets datent de 1986, s'est donnée un important programme de coopération dans divers domaines, notamment l'éducation et la formation, la culture et la langue, les communications, le développement durable, la coopération juridique et judiciaire, la promotion économique. Elle compte à ce jour d'importantes réalisations grâce à son opérateur principal, l'ACCT, à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) et son Université des réseaux d'expression française (UREF), spécialisées en enseignement supérieur et en recherche, de même qu'au réseau de télévision internationale TV5 et à l'Université d'Alexandrie.

Objectifs

À Cotonou, sous l'impulsion du Canada, la Francophonie approfondira son action politique et s'engagera à prévenir les conflits. Sans créer de mécanisme particulier d'intervention puisque cela existe ailleurs, notamment aux Nations Unies et à l'Organisation de l'unité africaine, elle tentera de compléter l'action d'autres partenaires et de trouver des solutions pacifiques aux crises et conflits touchant ses membres. Cela pourrait se traduire par des missions de bons offices et une programmation spéciale visant à appuyer les institutions démocratiques des pays en difficulté.

Le Sommet de Cotonou approfondira aussi la réforme institutionnelle engagée à Chaillot en adoptant le principe d'un secrétaire général de la Francophonie élu qui donnerait une voix politique véritable à la Communauté francophone.

Afin d'accroître le rayonnement du monde francophone, le Sommet de Cotonou étendra la diffusion de TV5 à l'Asie et aux États-Unis, adhérera à l'infrastructure électronique, poursuivra son important programme d'enseignement supérieur et de recherche scientifique et adoptera une programmation ambitieuse dans les domaines de la culture et de la langue, de la formation et du développement.

Prévention des conflits et la Francophonie

Approche canadienne

À la réunion ministérielle de Ouagadougou (Burkina Faso) en décembre 1994, le Canada avait convié la Francophonie à une rencontre internationale sur la prévention des conflits.

On a pu constater, à la rencontre qui s'est tenue à Ottawa en septembre dernier, que la Francophonie s'employait déjà à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix et ce, par l'intermédiaire des programmes de l'Agence de coopération culturelle et technique et de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française. Au nombre des activités dans ce domaine figurent en priorité la promotion des pratiques démocratiques et l'affermissement de l'état de droit.

Les récentes crises au Rwanda et au Burundi, entre autres, ont mis de nouveau en lumière l'importance pour la Francophonie de renforcer la capacité de ses organismes politiques à réagir rapidement dans les grands dossiers internationaux, afin de prévenir les conflits ou de les résoudre. Il ne s'agit pas toutefois de développer des mécanismes parallèles à ceux existants au sein d'autres organismes, mais plutôt d'inciter le mouvement francophone à s'engager davantage à combattre les facteurs d'instabilité.

À l'issue du Sommet, le Canada souhaite que la Déclaration de Cotonou réaffirme les positions adoptées à Chaillot et à Maurice sur l'indissolubilité de la démocratie, de l'état de droit et des droits fondamentaux, et qu'elle affirme l'importance de la stabilité et de la paix comme conditions essentielles au développement durable. En outre, le Canada encouragera le Conseil permanent de la Francophonie à imposer davantage ses vues dans les domaines de la sécurité et de la prévention des conflits par la mise en oeuvre d'activités d'envergure modeste mais centrées sur la prévention et la résolution de situations spécifiques. Il invitera également les pays membres de la Francophonie à accorder leur soutien à l'Organisation de l'unité africaine et aux autres organisations régionales en vue de résoudre des situations conflictuelles qui menacent le continent africain.

Par suite des engagements qu'il a pris au Sommet de Maurice et compte tenu des délibérations de la rencontre d'Ottawa, le Canada a collaboré à la rédaction d'une résolution sur la prévention des conflits et la sécurité internationale. Aussi propose-t-il la mise sur pied d'activités pour appuyer la Déclaration de Cotonou et cette résolution.

Le Canada propose également, compte tenu de la situation qui persiste au Burundi, la création d'un groupe informel chargé de stimuler la concertation et la recherche de solutions pacifiques aux problèmes auxquels ce pays est confronté. Il suggère donc la création de tables rondes sur la sécurité

régionale, ce qui permettrait aux pays intéressés de discuter des conditions propices à la stabilité sur leur propre territoire et dans les pays francophones limitrophes. Des questions comme la protection des minorités, les migrations économiques transfrontalières, la démilitarisation, le développement social et le commerce des armes légères pourraient être abordées. À long terme, ces tables rondes pourraient aboutir à des arrangements régionaux définis par les États participants.

Réflexion sur l'autoroute de l'information et la Francophonie

Le terme *autoroute de l'information* ou *inforoute* est une métaphore qui englobe une variété de renseignements et de services de même qu'un nouveau mode de communication. L'inforoute est caractérisée par la convergence des technologies, la multidirectionnalité des échanges et l'universalité de l'accès. Elle est en train d'orienter le développement des technologies et des industries de l'information et des communications, perçues comme la base même de la nouvelle économie mondiale.

La convergence des communications et de l'informatique transformera la vie sur tous les plans : éducation, santé, travail, affaires, divertissements. L'inforoute qui élimine la distance et l'isolement peut constituer un instrument de développement pour l'individu et la société. C'est pourquoi, lors du Sommet de février 1995 sur la Société de l'information, les ministres du G7 ont insisté sur la nécessité de favoriser l'enrichissement culturel de tous leurs citoyens au moyen de l'inforoute, en encourageant « l'universalité, un prix abordable, l'équité ainsi que le libre accès à une diversité de contenus [...] en matière de communications ».

Au sein de la Francophonie, l'importance de disposer d'un outil de liaison servant à échanger de l'information et des connaissances en français a souvent été soulignée. On a pris conscience de l'urgence d'agir pour que le français soit sur les réseaux électroniques une langue de la technologie, du travail, de la formation, de l'information professionnelle, scientifique et technique.

Plusieurs principes sous-tendent l'établissement d'un espace francophone ouvert sur le monde, entre autres, le respect de la pluralité de l'expérience humaine et de la diversité de ses manifestations; la démocratisation de l'accès à l'information qui conduira les sociétés et les citoyens à devenir des participants actifs et non de simples consommateurs des produits d'information; l'accélération du développement — accès à l'éducation supérieure, au commerce, aux produits culturels, etc.

Compte tenu des enjeux que constitue le développement des inforoutes pour la Francophonie, le Canada juge important d'intervenir sur plusieurs fronts. Il faudrait donc :

- asseoir fermement la présence francophone sur l'inforoute;
- offrir à l'échelle mondiale une fenêtre sur la Francophonie;

- resserrer les liens entre les francophones et entre les institutions francophones; consolider les réseaux francophones existants tout en leur permettant de garder leur identité et leur mission propre; multiplier les points d'information dans tous les pays francophones; établir une structure éclatée et légère en renforçant les liens des réseaux locaux avec les réseaux régionaux et internationaux;
- réaliser, diffuser et faire la promotion de l'information en français dans le domaine de la culture, de l'éducation, de la santé, etc. en se servant des ressources mondiales; créer des logiciels et des services en français et les diffuser auprès des communautés du Nord et du Sud;
- appuyer le développement et l'aide aux entreprises dans le domaine de l'information par des échanges, des actions de formation et de la recherche-développement;
- donner accès au plus grand nombre en oeuvrant à la réduction des tarifs.

On pourra, à ces fins, recourir aux investissements considérables faits dans le monde entier à l'heure actuelle.

Le Canada trouve souhaitable d'établir des liens avec d'autres communautés linguistiques pour que, non seulement le français, mais également les langues nationales puissent prendre pied sur les inforoutes et s'épanouir. Si d'autres communautés font des efforts en ce sens, la multiplication des contenus aura beaucoup plus de chances de briser le monopole de l'anglais.

Par ailleurs, sur le plan diplomatique, le français a aussi intérêt à s'affirmer. Plusieurs pays où on le parle un peu souhaitent établir des relations avec des pays francophones par le moyen des inforoutes afin de diversifier leurs liens; c'est le cas entre autres, du Viet Nam et d'autres pays de l'Asie du Sud-Est ou de certains pays d'Europe orientale.

Contributions canadiennes aux institutions de la Francophonie

(en dollars CAN)

| | 1993-1994 | 1994-1995 | Estimation 1995-1996 | Suivi des sommets précédents |
|---|-------------------|-------------------|-------------------------|--|
| Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) | | | | |
| • Statutaire | 9 200 000 | 10 500 000 | 11 355 000 | |
| • Sommets | 6 000 000 | 6 000 000 | 5 650 000 | |
| • Programme spécial de développement (PSD) | 1 650 000 | 1 650 000 | 1 480 000 | |
| • Enfance | 2 000 000 | | | |
| • Fonds d'appoint | 500 000 | 500 000 | 300 000 | |
| Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports (CONFESJES) | | | | |
| • Fonctionnement * | 40 000 | 49 000 | 50 000 | |
| • Programme de bourses canadiennes | 500 000 | 500 000 | 412 000 | |
| • Projets | 225 000 | 200 000 | 188 000 | |
| • Coopérants - conseillers techniques | 100 000 | 100 000 | 100 000 | |
| Conférence des ministres de l'Éducation nationale (CONFEMEN) | | | | |
| • Fonctionnement | 26 000 | 22 000 | 25 000 | |
| • Programme | 160 000 | 100 000 | 300 000 | |
| Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF)* | | | | |
| • Fonctionnement | 180 000 | 200 000 | 200 000 | |
| • Université des réseaux d'expression française (UREF) | 900 000 | 900 000 | 700 000 | |
| • Fonds international de coopération universitaire (FICU) | 650 000 | 610 000 | 520 000 | |
| Fonds de promotion* | 360 000 | 372 000 | 342 000 | |
| Sommets | 1 750 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | |
| Jeux de la Francophonie* | 425 000 | | 2 300 000 | |
| TV5* | 2 668 000 | 2 771 000 | 3 264 000 | |
| Bourses de la Francophonie | 8 280 000 | 6 800 000 | 7 000 000 | Sommet de Paris (1986) |
| Institut international de recherches scientifiques pour le développement en Afrique (Adiopodoumé, Côte d'Ivoire) (IIRSDA) | 700 000 | | | Sommet de Québec (1987) Bilatéral |
| Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (Abidjan) (CIREs) | 970 000 | 262 000 | 222 000 | Sommet de Québec (1987) Bilatéral |
| Conseil international pour la recherche en agroforesterie, programme en Afrique de l'Ouest (CIRAF-SALWA) | 1 000 000 | 950 000 | 800 000 | Sommet de Dakar (1989) Multilatéral |
| Programme d'immunisation | 2 550 000 | 2 346 000 | 1 810 000 | Sommet de Dakar (1989) Partenariat |
| Programme de renforcement institutionnel en matière de transfert technologique en Afrique francophone (PRIMTAF) | 1 900 000 | 4 600 000 | 4 800 000 | Sommet de Dakar (1989) Bilatéral |
| Total | 42 734 000 | 41 432 000 | 43 818 000 | |

* Contributions autres que l'APD. À noter que d'autres ministères prennent en charge des projets (qui ne font pas partie de l'APD) de la Francophonie, tels que la Banque internationale d'information sur les États francophones, TV5 et le Réseau énergie.

Programme canadien d'aide publique au développement aux pays et institutions de la Francophonie

Le Programme canadien d'aide publique au développement (APD) dont bénéficient les pays en développement membres de la Francophonie prend diverses formes : aide bilatérale (de gouvernement à gouvernement), aide multilatérale (par l'intermédiaire du système onusien, des institutions financières internationales et des institutions de la Francophonie), et appui aux initiatives des organisations non gouvernementales ou des entreprises canadiennes dans les pays de la Francophonie.

Le programme d'aide au développement, géré principalement par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), a pour objectif de soutenir le développement durable dans les pays en développement afin de réduire la pauvreté et de rendre le monde plus sûr, plus juste et plus prospère. À cette fin, l'APD canadienne concentre les ressources disponibles dans six domaines prioritaires : la satisfaction des besoins humains fondamentaux; la participation des femmes au développement durable; les services d'infrastructure; les droits de la personne, la démocratie et le bon gouvernement; le développement du secteur privé; la protection de l'environnement.

Aide bilatérale à l'Afrique et au Moyen-Orient

La réduction de la pauvreté et la promotion de la paix et de la sécurité sont les deux thèmes principaux de l'action de l'ACDI en Afrique et au Moyen-Orient. Pour lutter contre la pauvreté, ses programmes dans cette région portent sur la sécurité alimentaire et l'agriculture, la pauvreté et l'équité entre les hommes et les femmes, la satisfaction des besoins humains fondamentaux, et le développement du secteur privé et de l'infrastructure. En ce qui concerne la promotion de la paix et de la sécurité, l'ACDI met l'accent sur la démocratisation et le respect des droits de la personne, la prévention des conflits, la protection de l'environnement, la réduction des dépenses militaires et une meilleure complémentarité entre l'assistance humanitaire et le développement durable.

Afrique du Nord et Moyen-Orient

Les pays de cette région qui participent à la Francophonie sont l'Égypte, le Liban, le Maroc et la Tunisie.

En Égypte, le programme de l'ACDI porte sur la promotion de la gestion durable des ressources naturelles et l'appui aux réformes économiques et sociales.

À titre d'exemple, citons la contribution de 13,9 millions \$ (1993-1999) accordée à un projet de protection et de mise en valeur du Nil, qui aidera l'Égypte à combler les pertes économiques engendrées par la pollution des eaux et la dégradation du lit et des rives du Nil. Le projet, réalisé par la firme SNC-Lavalin, permet au ministère égyptien des Travaux publics et des Ressources hydrauliques de faire de la recherche stratégique. Il servira aussi à mettre sur pied un laboratoire central et un programme d'inspection et de gestion sécuritaires et à soutenir l'Institut de la recherche sur le Nil.

Le Fonds d'initiatives des femmes (8 millions \$ en 1991-1998) vise à améliorer la situation socioéconomique des femmes entrepreneures de Haute-Égypte en leur facilitant l'accès au crédit bancaire et à l'assistance en matière de gestion et d'adaptation technologique. Après trois ans, 200 femmes ont pu créer 150 entreprises employant 350 travailleuses. Le projet est réalisé par la Fondation pour la formation internationale, une organisation non gouvernementale canadienne.

Au Liban, les activités de l'ACDI, dont un projet de réforme de l'administration publique et un projet de réforme du système fiscal, appuient le rôle essentiel du gouvernement dans le processus de reconstruction du pays. Les décaissements bilatéraux pour le Liban s'élèvent à près de 1,5 million \$ par an.

Au Maghreb, l'ACDI met l'accent sur le développement du secteur privé et le renforcement institutionnel.

Au Maroc, par exemple, l'ACDI, forte des compétences canadiennes, met en oeuvre des projets dans les secteurs de l'eau, de l'environnement et de l'infrastructure. Ceux-ci représentent des investissements de 25 millions \$ (1994-1996). L'eau, ressource rare au Maroc, fait l'objet d'investissements importants de la part du Canada. L'Office national de l'eau potable est le principal partenaire de l'ACDI pour l'exécution de plusieurs projets dans ce secteur, notamment pour la construction d'une station d'épuration et de recyclage des eaux usées, qui est menée de concert avec la firme canadienne ADS.

En Tunisie, une contribution de 15 millions \$ (1995-2000) de l'ACDI, versée au Programme de renforcement institutionnel Canada - Tunisie, permettra le renforcement des institutions d'éducation de façon à ce que la formation soit mieux adaptée au marché de l'emploi et à la dynamique des industries. Le projet a été confié à l'Association des universités et collèges du Canada et à l'Association des collèges communautaires du Canada.

Afrique de l'Ouest

L'ACDI a des programmes d'aide au développement dans huit des onze pays de l'Afrique de l'Ouest qui sont membres de la Francophonie, soit le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal.

L'ACDI vise à y réduire la pauvreté en appuyant les changements socioéconomiques de nature à créer un équilibre plus harmonieux entre la population, l'économie et l'environnement. Les domaines prioritaires de ses programmes sont le développement du secteur privé et des infrastructures urbaines et régionales, la satisfaction de certains besoins fondamentaux (tels que l'éducation, l'eau potable et la santé), les communications sociales et la gestion des ressources naturelles. Dans ce dernier secteur, l'ACDI s'intéresse particulièrement aux ressources halieutiques, aux grands écosystèmes fluviaux et à la mise en oeuvre de la convention sur la désertification.

Les projets favorisent également la participation des femmes au processus de développement, la stabilisation du rythme de croissance de la population, la coopération régionale ainsi que la protection de l'environnement.

L'ACDI versera, entre autres, 2,1 millions \$ (1994-1999) au Projet femmes et activités économiques au Bénin afin d'accroître la productivité des micro-entreprises dirigées par des groupes de femmes. La planification et l'exécution du projet, né à la suite du Sommet de Chaillot, relèvent du ministère des Affaires intergouvernementales du Nouveau-Brunswick.

Un projet d'appui au développement de la démocratie et à la promotion des droits de la personne en Afrique francophone, projet doté d'un budget de 6 millions \$ (1993-1996), a débuté en 1993. Il est géré par le Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI).

Le Centre de coopération internationale en santé et développement de l'Université Laval s'est vu confier par l'ACDI la responsabilité d'un projet de 25,5 millions \$ (1995-2001) dans sept pays de la Francophonie en Afrique de l'Ouest; son objectif est de réduire l'incidence du VIH.

L'ACDI versera 18 millions \$ (1995-2001) à l'organisme canadien Solidarité Canada - Sahel pour aider des organisations non gouvernementales à établir des plans nationaux de lutte contre la désertification au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

La société General Motors du Canada fournira sous peu cinq locomotives à l'axe ferroviaire Dakar-Bamako. En plus de donner au Mali un débouché sur la mer et d'accroître le commerce régional, le projet, d'une valeur de 12 millions \$ (1995-1998), offrira une formation aux employés du réseau ferroviaire et facilitera l'harmonisation des réseaux malien et sénégalais.

Afrique centrale

L'Afrique centrale compte sept pays membres de la Francophonie : le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, le Tchad, le Congo et le Zaïre. Le Canada est présent principalement au Gabon et au Cameroun.

Au Gabon, l'ACDI, en collaboration avec le cégep de Saint-Jean, met l'accent sur la coopération technique dans les domaines de l'éducation et de la formation, ainsi que de la coopération économique dans le secteur de l'électrification rurale et ce, grâce à la ligne de crédit ACDI/SEE (Société pour l'expansion des exportations).

Au Cameroun, l'appui au secteur privé, l'appui au secteur forêt/environnement, de même que l'appui au développement démocratique, aux droits de la personne et au bon gouvernement sont les priorités de l'ACDI. Un fonds de 4 millions \$ (1995-2000) pour des activités de soutien au renforcement de la démocratie et à la création d'un environnement propice au respect des droits de la personne est administré par un comité composé de représentants du Canada, de l'administration camerounaise et de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés.

Afrique de l'Est

Le Burundi, les Comores, Djibouti, Madagascar, Maurice, le Rwanda et les Seychelles sont les pays membres de la Francophonie en Afrique de l'Est. Le Canada intervient principalement au Rwanda.

Le Canada appuie les efforts de reconstruction du Rwanda. Outre l'aide humanitaire d'urgence destinée principalement aux réfugiés et aux personnes déplacées, l'aide canadienne a permis de remettre en état le système électrique de la capitale, Kigali. Les projets en cours, d'une valeur totale de 21 millions \$ (1995-1998), visent surtout la réhabilitation sociale, particulièrement l'assistance aux femmes et aux enfants, et la réforme du système judiciaire. À titre d'exemple, l'ACDI contribue au financement d'un projet de formation du personnel judiciaire au Rwanda, projet de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

Programme panafricain

L'ACDI appuie également, par l'entremise de son programme panafricain, des projets destinés à l'ensemble de l'Afrique francophone. Par exemple, elle finance le Programme de renforcement institutionnel en matière technologique en Afrique francophone (PRIMTAF), annoncé au Sommet de Dakar en 1989. Ce programme de 25 millions \$ (1989-1996) fait appel à des collègues et universités canadiennes pour renforcer des institutions de même niveau dans treize pays membres de la Francophonie qui ne bénéficient pas de l'APD canadienne.

Aide bilatérale à l'Asie

Viet Nam

Entre 1990 et 1994, le Canada a versé au Viet Nam plus de 45 millions \$ d'aide au développement, principalement sous la forme d'assistance humanitaire et alimentaire, mais aussi sous forme de soutien aux entreprises et aux institutions canadiennes établies au Viet Nam.

L'ACDI a adopté une stratégie d'aide au Viet Nam en octobre 1994. Établi d'un commun accord avec les autorités vietnamiennes, le programme bilatéral porte sur l'économie, l'administration publique, la justice, les infrastructures, les finances, les télécommunications, l'environnement et le développement des ressources humaines. Il s'intéresse aussi aux initiatives visant à alléger la pauvreté, à promouvoir une croissance équitable et des approches participatives. L'ACDI encourage également les organisations et entreprises canadiennes à établir et entretenir des liens au Viet Nam dans leur domaine.

Cambodge

Depuis 1990, l'aide au développement accordée au Cambodge s'élève à plus de 34 millions \$. L'aide bilatérale de l'ACDI se traduit par un programme de 8 millions \$ (1991-1997) administré par des organisations non gouvernementales. Il se consacre aux secteurs prioritaires que sont la santé, l'éducation et l'agriculture. Un fonds canadien de 400 000 \$ a également été mis sur pied pour subventionner des petits projets émanant de la collectivité. La majeure partie de l'aide canadienne est acheminée sous forme d'aide alimentaire et humanitaire et inclut les contributions de l'ACDI au programme des Nations Unies qui soutient les opérations du Centre d'action cambodgien pour le déminage.

Laos

De 1990 à 1994, le Canada a accordé au Laos quelque 6 millions \$ d'aide au développement, principalement sous la forme d'assistance humanitaire et alimentaire. Un fonds canadien de 200 000 \$ subventionne des petits projets qui offrent une aide de nature technique, économique, pédagogique, culturelle et sociale et qui sont gérés par des groupes locaux. L'ACDI encourage aussi le Laos à participer à ses projets régionaux.

Aide bilatérale aux pays des Antilles et des Amériques

D'octobre 1991 à octobre 1994, le Canada a suspendu toute aide à Haïti, à l'exception de l'aide humanitaire (aide alimentaire et médicaments) pour laquelle il a versé environ 30 millions \$.

Les objectifs de l'ACDI en Haïti, aux fins desquels elle a mis en oeuvre cinq programmes, sont la réduction de la pauvreté et la consolidation du processus démocratique.

L'ACDI appuie concrètement les efforts de reconstruction en offrant des outils aux paysans, en reconstruisant des écoles, des centres de santé, des routes secondaires, des canaux d'irrigation, travaux qui emploient une grande main-d'oeuvre. De plus, l'ACDI achemine et distribue de l'aide alimentaire qui sert de monnaie d'échange pour relancer la production agricole. Enfin, elle fournit l'assistance technique nécessaire à la remise en état des infrastructures énergétiques.

Dès le retour du Président Aristide et d'un gouvernement constitutionnel, le Canada a lancé un programme bilatéral important devant aider à ramener la démocratie en Haïti. Les projets porteront sur la formation des policiers et des magistrats et la réorganisation des tribunaux. Une autre forme d'appui au développement de la société civile consistera en aide aux petites coopératives paysannes, aux associations de défense des droits de la personne et aux petites ONG locales.

Programme de coopération avec l'Europe centrale et l'Europe de l'Est

Les pays membres de la Francophonie en Europe centrale et en Europe de l'Est sont la Roumanie et la Bulgarie. Le programme de coopération de l'ACDI appuie le passage de ces pays à l'économie de marché et à la démocratie et favorise l'établissement de liens durables avec le Canada en matière de commerce et d'investissement.

En Roumanie, l'ACDI met l'accent sur la démocratisation, le développement du secteur privé et des institutions financières ainsi que sur la saine gestion des finances publiques et du secteur énergétique. Elle a notamment versé 2,8 millions \$ pour l'établissement d'un programme de maîtrise en administration des affaires et 1,2 million \$ pour la création de la Commission des valeurs mobilières et de la Bourse de Bucarest.

Programme de bourses de la Francophonie

Ce programme vise à encourager les études universitaires selon les priorités des pays bénéficiaires et les priorités du Programme canadien d'aide au développement.

Doté en 1995-1996 d'un budget de 7 millions \$, le programme permet d'accueillir quelque 275 boursiers et boursières, dont 240 sont inscrits dans des établissements d'enseignement au Québec. Les autres fréquentent l'une ou l'autre des sept universités offrant des cours en français à l'extérieur du Québec.

Les boursiers sont choisis parmi des étudiants et des étudiantes qui ont présenté une demande à leur gouvernement. Ils peuvent suivre des cours de premier cycle (si le pays d'origine ne donne pas de formation dans le domaine choisi et si ces études sont indispensables au développement du pays), de deuxième ou de troisième cycle.

Les principaux domaines d'études sont les suivants : foresterie, agriculture, sciences appliquées, génie, administration, éducation, sciences sociales et économie. Le ministère de l'Éducation du Québec gère le programme et assure le secrétariat du Comité de sélection. À l'extérieur du Québec, l'administration du programme relève de l'Association des universités et collèges du Canada.

Participation du Canada aux institutions de la Francophonie

Le Canada a participé activement à la création et au développement des nombreuses institutions de la Francophonie dont plusieurs reçoivent un appui direct de l'ACDI.

L'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT)

L'ACDI contribue au Programme spécial de développement (PSD) de l'ACCT, créé en 1975 à l'initiative du Canada. Le PSD offre des programmes modestes, ponctuels et à court terme dans les secteurs de l'assistance technique, de la formation et du perfectionnement, et des études techniques. Il consacre plus de 50 p. 100 de son budget au développement de la petite et moyenne entreprise.

La Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports (CONFESJES)

L'ACDI s'intéresse surtout au volet jeunesse de la Conférence, le sport étant subventionné par le biais de la formation supérieure des professeurs de sport. Depuis sa création en 1969, la CONFESJES appuie le développement socioéducatif et les activités physiques et sportives. À titre d'exemple, depuis 1988, la CONFESJES a soutenu la participation des jeunes au développement socioéconomique de leur pays par la promotion de l'esprit d'entreprise et la création de micro-projets et de micro-entreprises.

L'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF)

L'ACDI contribue au Fonds international de coopération universitaire (FICU) de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française. Le FICU appuie le développement de l'enseignement, de la recherche et de la gestion universitaire. Il aide les institutions d'enseignement supérieur en finançant des colloques, des projets de recherche et des activités. Il appuie également des opérations d'urgence au profit des institutions membres en Asie du Sud-Est, en Europe centrale et orientale, et au Liban.

La Conférence des ministres de l'Éducation nationale (CONFEMEN)

La CONFEMEN a pour objectif d'intégrer le système d'enseignement au développement économique et social du pays. Elle favorise la concertation, la réflexion et l'échange d'information sur l'éducation. Elle contribue à l'élaboration et à l'évaluation des politiques dans ce domaine et s'intéresse surtout à l'éducation de base.

Aide publique au développement (APD) du Canada aux pays de la Francophonie (1993-1994)

| | Somme partielle pays à pays ¹ | Somme partielle multilatérale ² | Total |
|-------------------------|---|---|-------|
| (en millions de \$ CAN) | | | |
| Bénin | 4,42 | 13,07 | 17,49 |
| Burkina Faso | 13,25 | 12,27 | 25,52 |
| Burundi | 7,12 | 11,19 | 18,31 |
| Cambodge | 6,11 | 6,37 | 12,48 |
| Cameroun | 16,80 | 0,68 | 17,48 |
| Cap-Vert | 0,37 | 1,76 | 2,13 |
| Centrafrique | 0,30 | 1,52 | 1,82 |
| Comores | 0,10 | 0,15 | 0,25 |
| Congo | 0,25 | 0,14 | 0,39 |
| Côte d'Ivoire | 6,17 | 0,74 | 6,91 |
| Djibouti | 0,25 | 2,85 | 3,10 |
| Dominique | 2,03 | 1,05 | 3,08 |
| Égypte | 29,77 | 3,38 | 33,15 |
| Gabon | 3,93 | 0,11 | 4,04 |
| Guinée | 11,89 | 15,19 | 27,08 |
| Guinée-Bissau | 0,38 | 0,87 | 1,25 |
| Guinée équatoriale | 0,10 | 2,40 | 2,50 |
| Haïti | 19,06 | 1,29 | 20,35 |
| Laos | 0,81 | 10,69 | 11,50 |
| Liban | 2,20 | 2,65 | 4,85 |
| Madagascar | 0,99 | 8,36 | 9,35 |
| Mali | 28,79 | 8,86 | 37,65 |
| Maroc | 11,78 | 11,87 | 23,65 |
| Maurice (île) | 0,37 | 0,45 | 0,82 |
| Mauritanie | 0,85 | 8,56 | 9,41 |
| Niger | 6,93 | 2,18 | 9,11 |
| Rwanda | 12,61 | 8,32 | 20,93 |
| Sainte-Lucie | 8,23 | 1,59 | 9,82 |
| Sao Tomé et Príncipe | 0,10 | 1,13 | 1,23 |
| Sénégal | 23,73 | 9,43 | 33,16 |
| Seychelles | 0,12 | 0,48 | 0,60 |
| Tchad | 0,63 | 7,41 | 8,04 |
| Togo | 0,85 | 2,27 | 3,12 |
| Tunisie | 0,43 | 1,90 | 2,33 |
| Vanuatu | — | 0,35 | 0,35 |

| | | | |
|-------------------------------|----------|----------|----------|
| Viet Nam | 11,44 | 7,14 | 18,58 |
| Zaire | 2,51 | 4,17 | 6,68 |
| Programmes régionaux | 33,89 | — | 33,89 |
| Bourses de la Francophonie | 8,28 | 0,50 | 8,78 |
| <hr/> | | | |
| Total | 277,84 | 173,34 | 451,18 |
| <hr/> | | | |
| Total de l'APD canadienne | 2 031,75 | 1 046,35 | 3 078,10 |
| Pourcentage à la Francophonie | 13,67 | 16,58 | 14,66 |
| <hr/> | | | |

¹ Cette catégorie comprend tous les canaux d'assistance, dont l'aide bilatérale, l'appui aux organisations non gouvernementales canadiennes (ONG) et aux organisations internationales non gouvernementales (OING), le programme d'assistance humanitaire, la coopération institutionnelle, le programme de coopération industrielle et le Fonds canadien d'initiatives locales.

² Les transferts multilatéraux d'APD canadienne, selon les pays, effectués par les institutions financières internationales et les organismes multilatéraux, ont été calculés à partir d'un coefficient. Celui-ci est établi selon les décaissements faits dans chacun des pays par chaque institution et appliqué ensuite à l'APD canadienne versée pour la même période à cette même institution.

Le Monde de la Francophonie

Membres

Belgique (Communauté française de)
Bénin
Bulgarie
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Cameroun
Canada
Centrafrique
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
Djibouti
Dominique
France
Gabon
Guinée
Guinée équatoriale
Haïti
Laos
Liban
Luxembourg
Madagascar
Mali
Maurice (île)
Monaco
Niger
Roumanie
Rwanda
Sénégal
Seychelles
Tchad
Togo
Tunisie
Vanuatu
Viet Nam
Zaïre

Capitale

Bruxelles
Porto-Novo
Sofia
Ouagadougou
Bujumbura
Phnom Penh
Yaoundé
Ottawa
Bangui
Moroni
Brazzaville
Yamoussoukro
Djibouti
Roseau
Paris
Libreville
Conakry
Malabo
Port-au-Prince
Vientiane
Beyrouth
Luxembourg
Antananarivo
Bamako
Port-Louis
Monaco
Niamey
Bucarest
Kigali
Dakar
Victoria
N'Djamena
Lomé
Tunis
Port-Vila
Hanoï
Kinshasa

États associés

Égypte
Guinée-Bissau
Maroc
Mauritanie
Sainte-Lucie
Moldavie
Sao Tomé et Príncipe

Le Caire
Bissau
Rabat
Nouakchott
Castries
Chisinau
Sao Tomé

Gouvernements

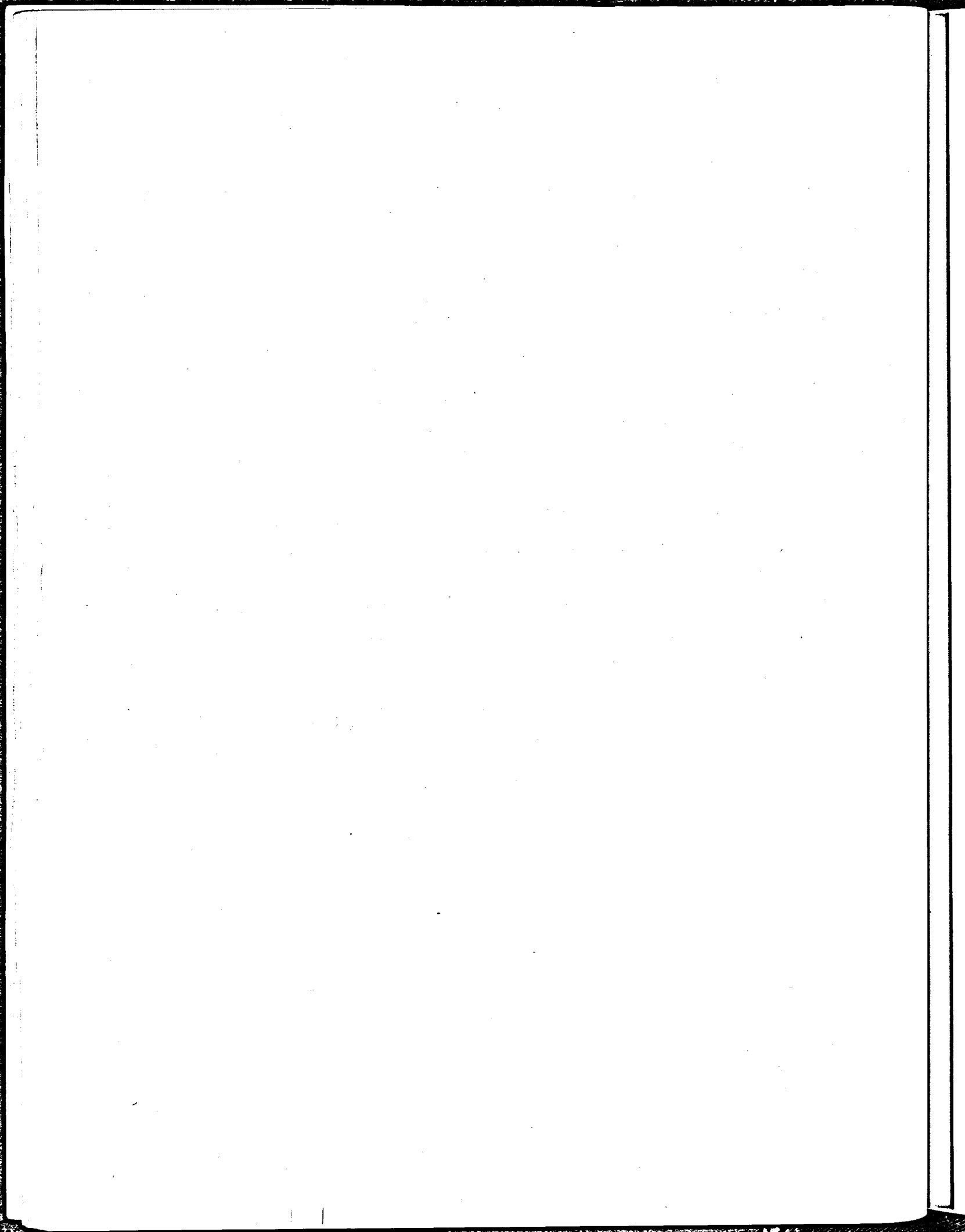
Nouveau-Brunswick (Canada)
Québec (Canada)

Fredericton
Québec

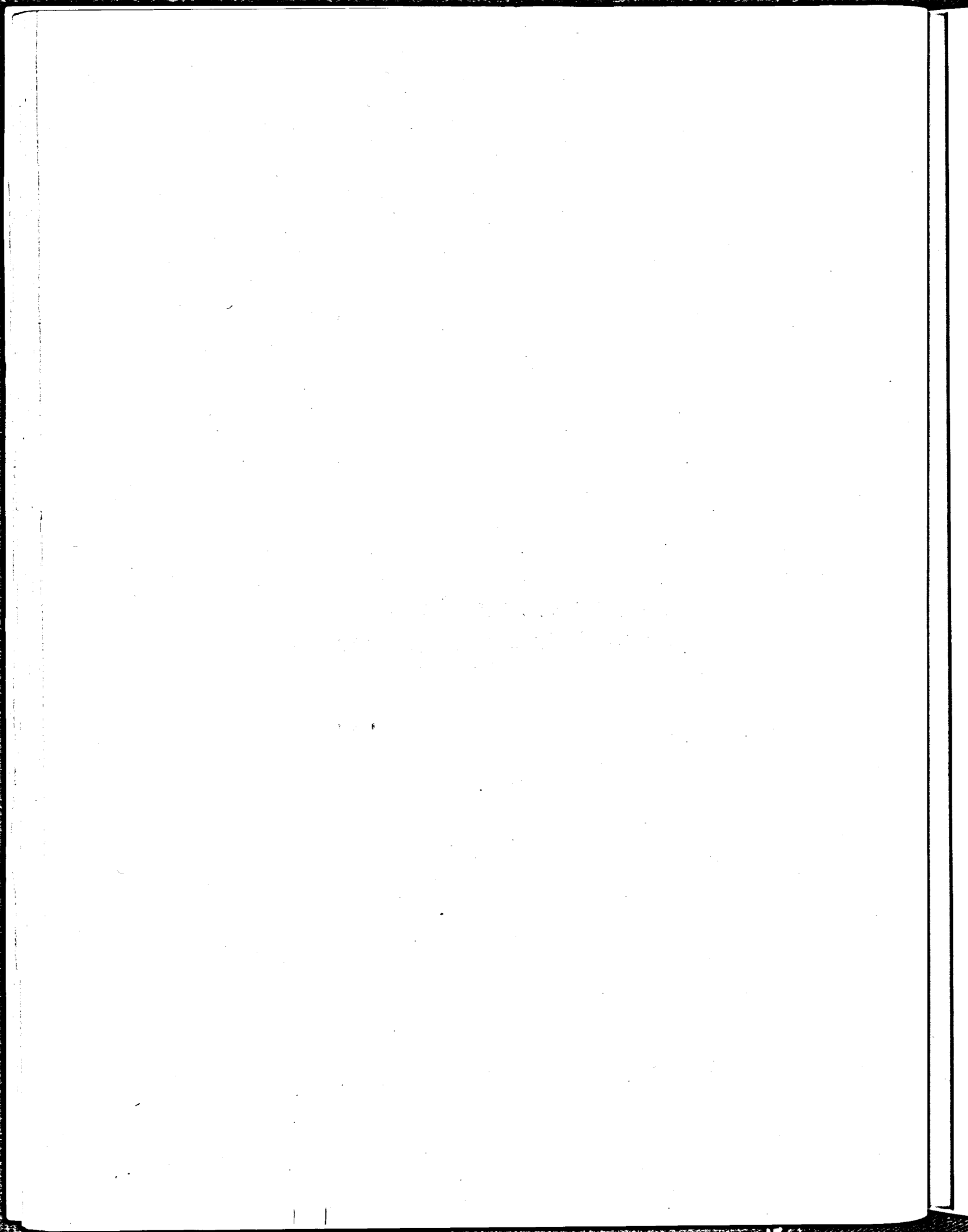
Pays présents seulement aux sommets

Belgique
Cap-Vert
Suisse

Bruxelles
Praia
Berne



**Partenaires du Canada
au sein de la Francophonie**



BELGIQUE

Capitale : Bruxelles

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

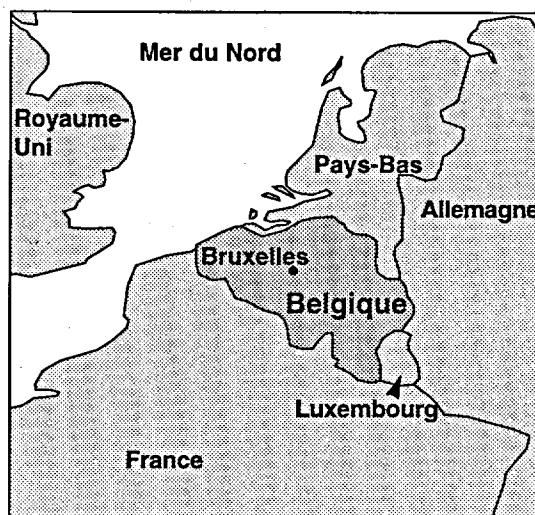
Superficie
30 510 km²

Population
10 millions (1994)

Taux de croissance de la population
0,3 % (1994)

Principales langues
Flamand, français, allemand

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (75 %), protestants



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie constitutionnelle, fédération

Dirigeant
Le Premier ministre Jean-Louis Dehaene

Ministre des Affaires étrangères
M. Eryk Derycke

Institutions démocratiques
Parlement national bicaméral; parlements régionaux; conseils communautaires

Indice du développement humain de l'ONU
La Belgique se classe 12^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Jean-Paul Hubert, Ambassadeur
Ambassade du Canada
2, avenue de Tervuren
1040 Bruxelles
Belgique

Téléphone : (011-32-2) 741-0611
Télécopieur : (011-32-2) 741-0613

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
339,7 milliards \$ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
2,2 %

PIB par habitant
22 860 \$ US (1994)

Principales exportations
Acier, équipements de transport, diamants, produits pétroliers

Principales importations
Pétrole, grains, produits chimiques, aliments

Principales exportations au Canada
606 millions \$ (1994), en machinerie mécanique, perles, pierres précieuses, combustibles minéraux, caoutchouc et articles de caoutchouc, articles photographiques et cinématographiques

Principales importations du Canada
1,34 milliard \$ (1994), en aliments, boissons, produits de la mer, produits forestiers, aluminium, métaux (acier, zinc), produits chimiques et machinerie

BÉNIN

Capitale : Porto-Novo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
112 620 km²

Population
5,17 millions (1994)

Taux de croissance de la population
3,2 % (1993)

Principales langues
Français (officielle), fon (centre et sud), yoruba (est) et 6 autres langues (nord)

Principaux groupes religieux
Animistes (70 %), musulmans (15 %), chrétiens (15 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeant
Le Président Nicéphore Soglo

Ministre des Affaires étrangères
M. Edgar Yves Monou

Institutions démocratiques
Assemblée unicamérale

Indice du développement humain de l'ONU
Le Bénin se classe 155^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Suzanne Laporte
Ambassadeur du Canada auprès du Bénin
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 54506, Ikoyi Station
Lagos
Nigéria

Téléphone : (011-234-1) 262-2512
Télécopieur : (011-234-1) 262-2517

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
2,24 milliards \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
3,3 % (1993)

PIB par habitant
168 \$ US (1993)

Principales exportations
Coton, cacao, oléagineux

Principales importations
Denrées alimentaires, tabac, pétrole, biens de consommation

Principales exportations au Canada
6 000 \$ (1994), en pierres précieuses et semi-précieuses

Principales importations du Canada
2,3 millions \$ (1994) en fer ou acier, substances végétales, tissus, équipement électrique, produits d'origine animale

Aide bilatérale du Canada
4,42 millions \$ (1993-1994)

BULGARIE

Capitale : Sofia

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

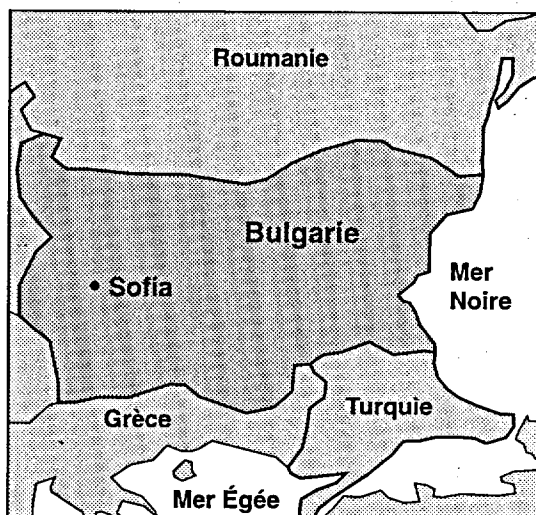
Superficie
110 910 km²

Population
8,9 millions (1994)

Taux de croissance de la population
-0,32 % (est. 1994)

Principale langue
Bulgare

Principaux groupes religieux
Orthodoxes (85 %), musulmans (13 %), juifs (0,8 %), catholiques romains (0,5 %), uniates (0,2 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Jelio Jeleu

Le Premier ministre Liouben Berov

Ministre des Affaires étrangères
M. Gueorgui Pirinski

Institutions démocratiques
Parlement unicaméral

Indice du développement humain de l'ONU
La Bulgarie se classe 65^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Gilles Duguay
Ambassadeur du Canada auprès de la Bulgarie
a/s Ambassade du Canada
36 Nicolae Iorga
711188 Bucarest, Roumanie

Téléphone : (011-254-2) 21 48 04
Télécopieur : (011-254-2) 22 69 87

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
9,7 milliards \$ US (1994)

Taux de croissance du PIB
1,2 % (1994)

PIB par habitant
1 153 \$ US (1994)

Principales exportations
Machinerie, produits agricoles, produits manufacturés, ressources naturelles

Principales importations
Ressources naturelles, machinerie

Principales exportations au Canada
25,61 millions \$ (1994), en cuivre, pétrole, machinerie, textiles, vêtements, vin

Principales importations du Canada
9 millions \$ (1994), en lentilles optiques, tapis mécaniques, tabac

BURKINA FASO

Capitale : Ouagadougou

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

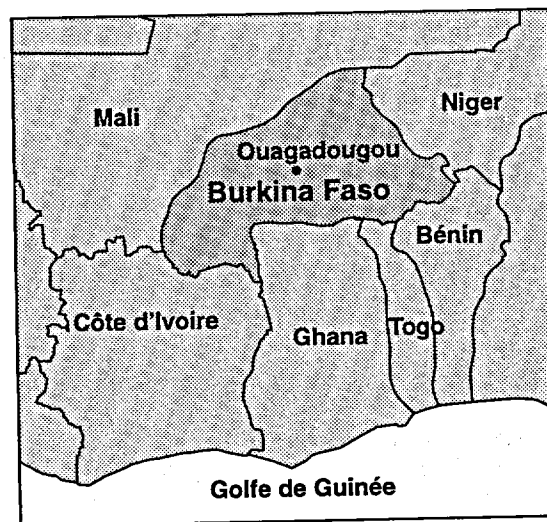
Superficie
274 200 km²

Population
10,13 millions (est. juillet 1994)

Taux de croissance de la population
2,8 % (est. 1994)

Principales langues
Français et langues d'origine soudanaise
(90 % de la population)

Principaux groupes religieux
Animistes (65 %), musulmans (25 %),
chrétiens (catholiques) (10 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Blaise Compaoré
Le Premier ministre Marc Christian Kaboré

Ministre des Affaires étrangères
M. Abasse Ouedraogo

Institutions démocratiques
Assemblée unicamérale

Indice du développement humain de l'ONU
Le Burkina Faso se classe 169^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Louise Ouimet, Ambassadeur
Ambassade du Canada
C.P. 548
Ouagadougou 01
Burkina Faso

Téléphone : (011-226) 31 18 94
Télex : (011-226) 31 19 00

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
3,4 milliards \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
0,4 % (1993)

PIB par habitant
347 \$ US (1993)

Principales exportations
Or, coton, bétail, oléagineux

Principales importations
Pétrole, machinerie, céréales, produits laitiers

Principales exportations au Canada
50 000 \$ (1994), en pierres précieuses et semi-précieuses,
matériel photographique, oeuvres d'art, bois

Principales importations du Canada
16,1 millions \$ (1994), en fer ou acier, équipement
électrique, machinerie, véhicules

Aide bilatérale du Canada
13,25 millions \$ (1993-1994)

BURUNDI

Capitale : Bujumbura

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

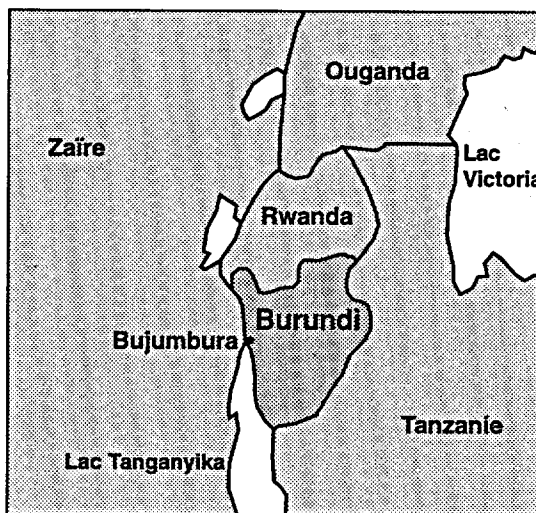
Superficie
27 830 km²

Population
6,12 millions (est. juillet 1994)

Taux de croissance de la population
2,3 % (est. 1994)

Principales langues
Kirundi et français (officielles), swahili

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (64 %), animistes (30 %), protestants (5 %), musulmans (1 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Sylvestre Ntibantuganya
Le Premier ministre Antoine Nduwayo

Ministre des Affaires étrangères
M. Vénérand Bakevyumasaya

Institutions démocratiques
Assemblée nationale

Indice du développement humain de l'ONU
Le Burundi se classe 165^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Bernard Dussault
Ambassadeur du Canada auprès du Burundi
a/s Ambassade du Canada
C.P. 30481, Nairobi
Kenya

Téléphone : (011-254-2) 21 48 04
Télécopieur : (011-254-2) 22 69 87

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,1 milliard \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
-1,2 % (1993)

PIB par habitant
193 \$ US (1993)

Principales exportations
Café, thé, coton

Principales importations
Équipement et machinerie, produits pétroliers, biens de consommation, denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
1 000 \$ (1994), en substances végétales

Principales importations du Canada
350 000 \$ (1994), en textiles, matériel optique

Aide bilatérale du Canada
7,12 millions \$ (1993-1994)

CAMBODGE

Capitale : Phnom Penh

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

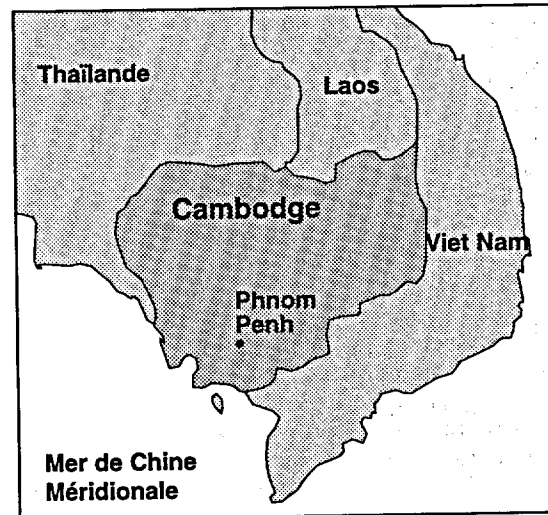
Superficie
181 916 km²

Population
9,52 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,9 % (est. juillet 1994)

Principales langues
Khmers, chinois

Principaux groupes religieux
Bouddhistes (95 %), musulmans (2 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie constitutionnelle

Dirigeants
Le Roi Norodom Sihanouk

Les Présidents Norodom Ranariddh et Hun Sen

Ministre des Affaires étrangères
M. Ung Huot

Institutions démocratiques
Assemblée nationale (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU
Le Cambodge se classe 153^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Gordon Longmuir
Ambassadeur du Canada auprès du Cambodge
a/s Ambassade d'Australie
Villa II, rue 254, Chartaumuk
Secteur Daun Penh, Phnom Penh
Cambodge

Téléphone : (011-855-23) 26 000
Télécopieur : (011-855-23) 26 003

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,58 milliard \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
5,2 % (1994)

PIB par habitant
170 \$ US (1993)

Principales exportations
Bois, caoutchouc, poisson et sous-produits de poisson,
graines de soja

Principales importations
Cigarettes, matériels de construction, produits pétroliers,
matériel électronique

Principales exportations au Canada
178 000 \$ (1994), en céréales, vêtements

Principales importations du Canada
5,593 millions \$ (1994), en vêtements et accessoires

Aide bilatérale du Canada
6,11 millions \$ (1993-1994)

CAMEROUN

Capitale : Yaoundé

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

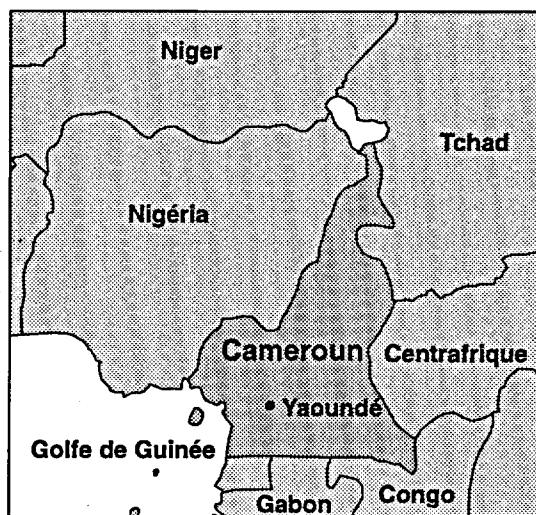
Superficie
475 440 km²

Population
14,3 millions

Taux de croissance de la population
3,1 %

Principales langues
Français, anglais, 24 langues locales

Principaux groupes religieux
Animistes (45 %), chrétiens (35 %), musulmans (20 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République unitaire

Dirigeants
Le Président Paul Biya

Le Premier ministre Simon Achidi-Achu

Ministre des Affaires étrangères
M. F. Leopold Oyona

Institutions démocratiques
Assemblée monocamérale

Indice du développement humain de l'ONU
Le Cameroun se classe 127^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Pierre Giguère, Ambassadeur
Ambassade du Canada
Immeuble Stamatiades
Place de l'Hôtel de Ville
Yaoundé, Cameroun

Téléphone : (011-237) 23 02 03
Télécopieur : (011-237) 22 10 90

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
11,9 milliards \$ US

Taux de croissance du PIB
2,1 %

PIB par habitant
830 \$ US

Principales exportations
Bois, huile, café, cacao

Principales importations
Articles de consommation, machinerie, matériel de transport

Principales exportations au Canada
9,9 millions \$ (1994), en articles en bois, charbon de bois, jouets, jeux, articles de sport, machinerie électrique, pièces d'équipement

Principales importations du Canada
17,2 millions \$ (1994), en caoutchouc, papier et carton, équipement de machinerie électrique, produits laitiers

Aide bilatérale du Canada
16,8 millions \$ (1993-1994)

CAP-VERT

Capitale : Praia

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

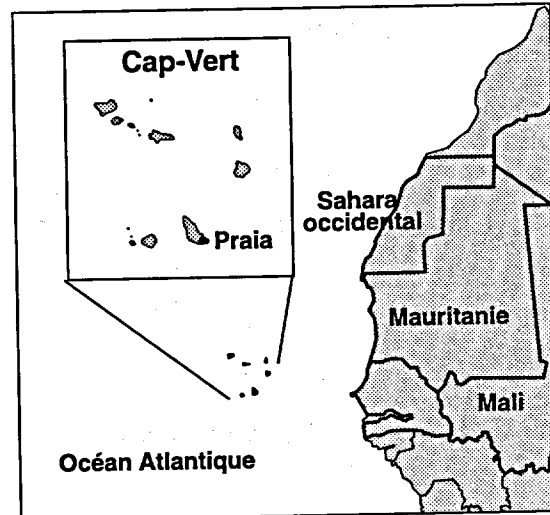
Superficie
4 030 km²

Population
423 120 (est. juillet 1994)

Taux de croissance de la population
2,8 % (1990-1995)

Principales langues
Portugais, créole et français

Principal groupe religieux
Catholiques romains (98 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Régime présidentiel

Dirigeants
Le Président Antonio Mascarenhas Monteiro

Le Premier ministre Carlos Whanon Veiga

Ministre des Affaires étrangères
M. Jose Thomas Veiga

Institutions démocratiques
Assemblée nationale populaire (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU
Le Cap-Vert se classe 123^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Wilfrid-Guy Licari
Ambassadeur du Canada auprès du Cap-Vert
a/s Ambassade du Canada
C.P. 3373 Dakar
Sénégal

Téléphone : (011-221) 23 92 90
Télocopieur : (011-221) 23 87 49

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
401 millions \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
4,8 % (1985-1993)

PIB par habitant
1 014 \$ US (1993)

Principales exportations
Poisson, bananes, sel

Principales importations
Pétrole, denrées alimentaires, biens de consommation et biens industriels

Principales exportations au Canada
Aucune (1994)

Principales importations du Canada
87 000 \$ (1994), en machinerie, substances végétales, produits d'origine animale, équipement électrique

Aide bilatérale du Canada
370 000 \$ (1993-1994)

CENTRAFRIQUE

Capitale : Bangui

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

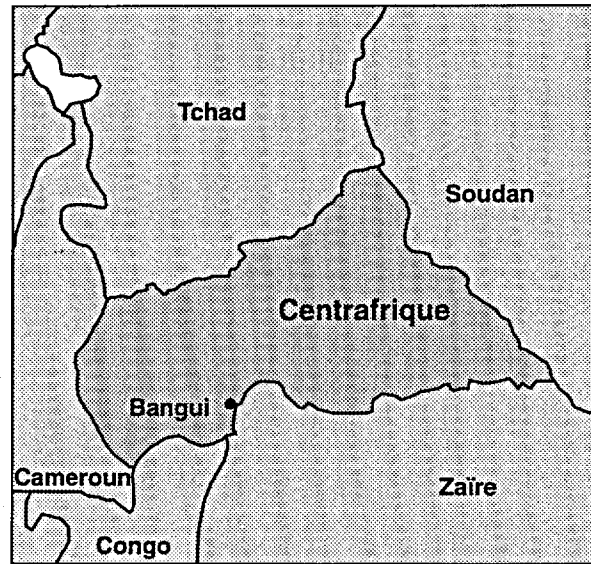
Superficie
622 980 km²

Population
3,14 millions (est. juillet 1994)

Taux de croissance de la population
2,62 % (1990-1995)

Principales langues
Français (officielle), sangho, arabe, hounsa et swahili

Principaux groupes religieux
Animistes (60 %), chrétiens (35 %), musulmans (5 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Ange-Félix Patassé
Le Premier ministre Gabriel Édouard Koyambounou

Ministre des Affaires étrangères
M. Simon Bedaya-Ngaro

Institutions démocratiques
Assemblée nationale (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU
La République centrafricaine se classe 149^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Pierre Giguère
Ambassadeur du Canada auprès de la République centrafricaine
a/s Ambassade du Canada
C.P. 572, Yaoundé
Cameroun
Téléphone : (011-237) 23 02 03
Télécopieur : (011-237) 22 10 90

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,26 milliard \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
-0,4 % (1985-1993)

PIB par habitant
337 \$ US (1993)

Principales exportations
Diamants, coton, émail d'éléphant, tabac, café

Principales importations
Denrées alimentaires, textiles, pétrole, machinerie, véhicules

Principales exportations au Canada
410 000 \$ (1994), en préparations de fruits, substances végétales

Principales importations du Canada
130 000 \$ (1994), en machinerie, équipement électrique, meubles

Aide bilatérale du Canada
300 000 \$ (1993-1994)

COMORES

Capitale : Moroni

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

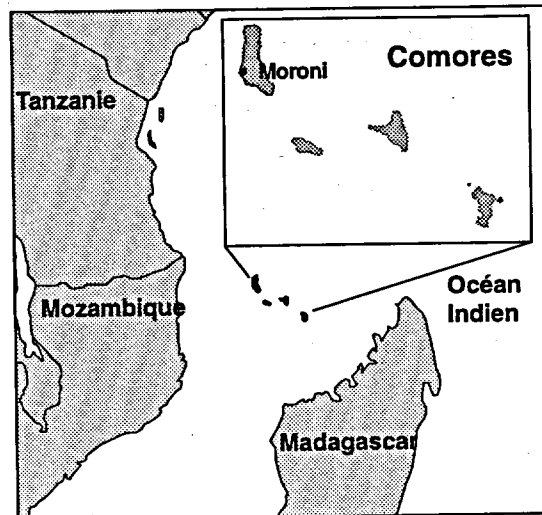
Superficie
1 862 km²

Population
630 000 (1994)

Taux de croissance de la population
3,5 % (1994)

Principales langues
Arabe et français (officielles), comorien

Principaux groupes religieux
Musulmans (86 %), catholiques romains (14 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Saïd Mohammed Djohar
Le Premier ministre Caabi El-Yachroutu (intérim)

Ministre des Affaires étrangères
M. Mohammed Abdoul Wahab

Institutions démocratiques
Assemblée fédérale (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU
Les Comores se classent 139^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Verona Edelstein
Ambassadeur du Canada auprès des Comores
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 1022, Dar-es-Salaam
Tanzanie

Téléphone : (011 255 51) 46011
Télécopieur : (011 255 51) 46005

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
296 millions \$ US (1994)

Taux de croissance du PIB
2 % (1991)

PIB par habitant
522 \$ US (1994)

Principales exportations
Vanille, girofle, essences de parfum, coprah

Principales importations
Ciment, pétrole, biens de consommation, riz et autres denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
600 000 \$ (1994)

Principales importations du Canada
18 000 \$ (1994)

Aide bilatérale du Canada
100 000 \$ (1993-1994)

CONGO

Capitale : Brazzaville

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

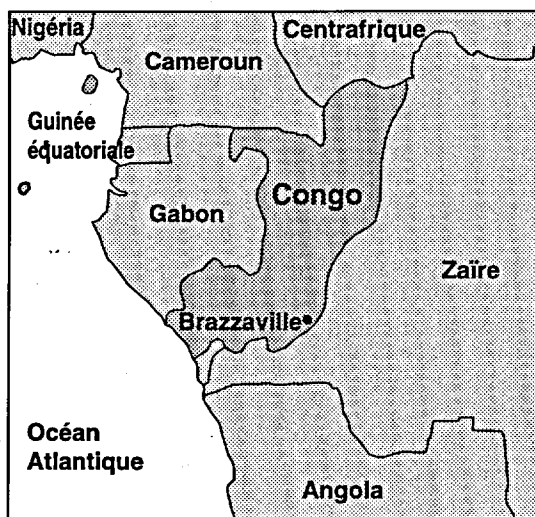
Superficie
342 000 km²

Population
2,5 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,4 % (est. 1994)

Principales langues
Français (officielle), lingala, kikongo

Principaux groupes religieux
Chrétiens (50 %), animistes (48 %), musulmans (2 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Pascal Lissouba

Le Premier ministre Jacques Joachim Yhombi-Opango

Ministre des Affaires étrangères
M. Benjamin Bounkoulou

Institutions démocratiques
Sénat et Chambre des représentants

Indice du développement humain de l'ONU
Le Congo se classe 122^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Louise Charron-Fortin
Ambassadeur du Canada auprès du Congo
a/s Ambassade du Canada
C.P. 4037
Libreville
Gabon

Téléphone : (011-241) 74 34 64
Télécopieur : (011-241) 74 34 66

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
3,3 milliards \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
1,3 % (1985-1993)

PIB par habitant
1 347 \$ US (1993)

Principales exportations
Diamants, pétrole, potasse, bois, café, cacao, sucre, agrumes

Principales importations
Denrées alimentaires, biens de consommation, produits manufacturés

Principales exportations au Canada
140 000 \$ (1994), en bois, substances végétales

Principales importations du Canada
330 000 \$ (1994), en véhicules, machinerie, caoutchouc, aluminium, plastiques, produits chimiques, tabac, produits d'origine animale

Aide bilatérale du Canada
250 000 \$ (1993-1994)

CÔTE D'IVOIRE

Capitale : Yamoussoukro

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

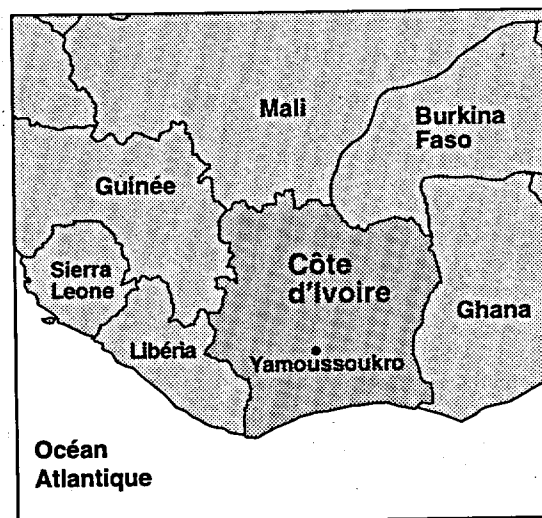
Superficie
322 460 km²

Population
14,3 millions (est. 1994)

Taux de croissance de la population
3,5 % (1990-1995)

Principales langues
Français (officielle), baoulé, bété, sénoufo, dioula

Principaux groupes religieux
Animistes (63 %), musulmans (25 %), chrétiens (12 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Henri Konan Bédié
Le Premier ministre Daniel Kablan Duncan

Ministre des Affaires étrangères
M. Essy Amara

Institutions démocratiques
Assemblée nationale (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU
La Côte d'Ivoire se classe 145^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Suzanne Laporte, Ambassadeur
Ambassade du Canada
Immeuble Trade Center
23, avenue Nogues
Le Plateau, Abidjan
Côte d'Ivoire

Téléphone : (011-225) 21 20 09
Télécopieur : (011-225) 21 77 28

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
8,4 milliards \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
-1,1 % (1993)

PIB par habitant
500 \$ US (est. 1994)

Principales exportations
Bois, coton, cacao, café, bananes, ananas, huile de palme

Principales importations
Produits manufacturés et biens de consommation, essence

Principales exportations au Canada
40,7 millions \$ (1994), en cacao, substances végétales, bois

Principales importations du Canada
8,1 millions \$ (1994), en véhicules, papier et carton, substances végétales, machinerie, équipement électrique, outils, tissus

Aide bilatérale du Canada
6,17 millions \$ (1993-1994)

DJIBOUTI

Capitale : Djibouti

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

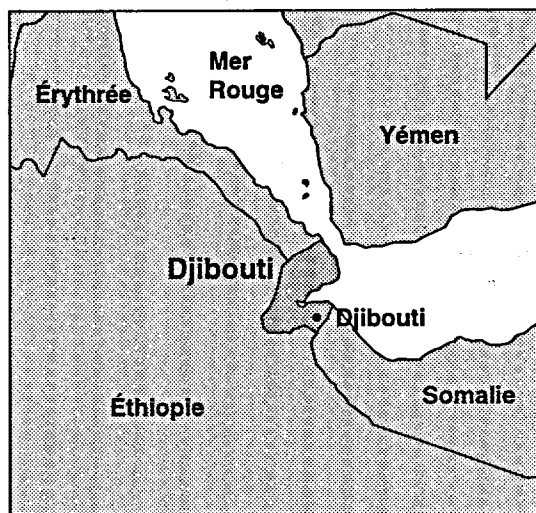
Superficie
23 200 km²

Population
496 000 (1994)

Taux de croissance de la population
3,01 % (1990-1995)

Principales langues
Français et arabe (officielles), somalien et afar

Principaux groupes religieux
Musulmans (94 %), chrétiens (6 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Hassan Gouled Aptidon
Le Premier ministre Hamadou Barkat Gourad

Ministre des Affaires étrangères
M. Mohammed Moussa Chehem

Institutions démocratiques
Assemblée nationale

Indice du développement humain de l'ONU
Djibouti se classe 154^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. David M. Stockwell
Ambassadeur du Canada auprès de Djibouti
a/s Ambassade du Canada
C.P. 1130, Addis-Abeba
Éthiopie

Téléphone : (011-251-1) 71 30 22
Télécopieur : (011-251-1) 71 30 33

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
500 millions \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
2 % (1993)

PIB par habitant
1 200 \$ US (est. 1993)

Principales exportations
Peaux, café (transit)

Principales importations
Denrées alimentaires, équipement de transport, produits chimiques et pétrole

Principales exportations au Canada
Aucune

Principales importations du Canada
415 000 \$ (1994), en vêtements

Aide bilatérale du Canada
250 000 \$ (1993-1994)

DOMINIQUE

Capitale : Roseau

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

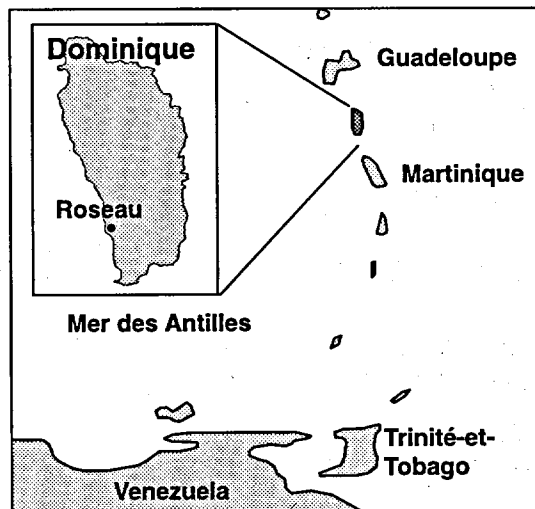
Superficie
750 km²

Population
73 000 (est. 1994)

Taux de croissance de la population
1,6 % (est. 1994)

Principales langues
Anglais (officielle), créole

Principal groupe religieux
Catholiques romains



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République parlementaire

Dirigeants
Le Président Crispin Sorhaindo
Le Premier ministre Edison C. James

Ministre des Affaires extérieures
M. Edison C. James

Institutions démocratiques
Parlement monocaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
La Dominique se classe 69^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Colleen Swords
Haut-commissaire du Canada auprès de la Dominique
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 404, Bridgetown
Barbade

Téléphone : (809) 429-3550
Télécopieur : (809) 429-3780

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
196 millions \$ US (est. 1993)

Taux de croissance du PIB
1 % (est. 1994)

PIB par habitant
2 722 \$ US (est. 1993)

Principales exportations
Bananes, noix de coco, agrumes

Principales importations
Machinerie, produits manufacturés de base, denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
400 000 \$ (1994), en fournitures de bureau et d'école en plastique, outils d'emboutissage, pièces d'ascenseur, sauce tomate et ketchup

Principales importations du Canada
1,7 million \$ (1994), en appareils électriques, contenants en carton, téléphones et matériel téléphonique, pneus d'automobile

Aide bilatérale du Canada
2,03 millions \$ (1993-1994)

ÉGYPTE

Capitale : Le Caire

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 001 449 km²

Population

57,85 millions (1994)

Taux de croissance de la population

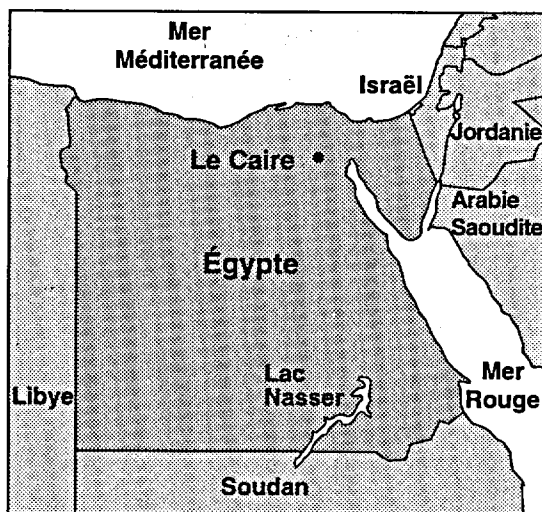
2,1% (1994)

Principale langue

Arabe

Principaux groupes religieux

Musulmans (94 %), chrétiens coptes (6 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique

République

Dirigeants

Le Président Hosni Moubarak

Le Premier ministre Atef Sidki

Ministre des Affaires étrangères

M. Amre Mahmoud Moussa

Institutions démocratiques

Assemblée du peuple (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU

L'Égypte se classe 107^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Michael D. Bell, Ambassadeur

Ambassade du Canada

6, rue Mohammed Fahmi El Sayed

Le Caire

Égypte

Téléphone : (011-20-2) 354-3110

Télécopieur : (011-20-2) 356-3548

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

47,77 milliards \$ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB

1,9 % (est. 1994)

PIB par habitant

795 \$ US (est. 1994)

Principales exportations

Pétrole, engrais, coton et fil de coton, autres textiles, denrées alimentaires

Principales importations

Charbon, bois de construction, papier, blé, pièces d'automobile

Principales exportations au Canada

15,01 millions \$ (1994), en coton, vêtements, meubles

Principales importations du Canada

94,66 millions \$ (1994) en combustibles minéraux, papier et carton, machinerie, appareils d'optique

Aide bilatérale du Canada

29,77 millions \$ (1993-1994)

FRANCE

Capitale : Paris

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

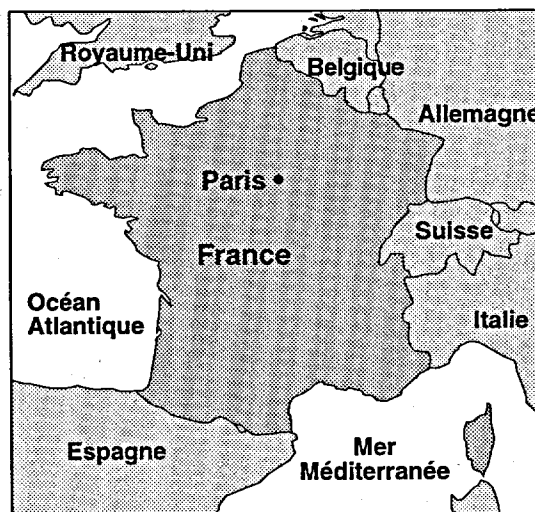
Superficie
547 030 km²

Population
57,2 millions (1994)

Taux de croissance de la population
0,47 % (est. 1994)

Principale langue
Français

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (90 %), protestants (2 %), juifs (1 %), musulmans (1 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Jacques Chirac

Le Premier ministre Alain Juppé

Ministre des Affaires étrangères
M. Hervé de Charette

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral (Sénat, Assemblée nationale)

Indice du développement humain de l'ONU
La France se classe 8^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Benoît Bouchard, Ambassadeur
Ambassade du Canada
35, avenue Montaigne
75008 Paris
France

Téléphone : (011-33-1) 44 43 29 00
Télécopieur : (011-33-1) 44 43 29 99

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1 800 milliard \$ US (1994)

Taux de croissance du PIB
2 % (est. 1994)

PIB par habitant
18 200 \$ US (1993)

Principales exportations
Machinerie et équipement de transport, articles manufacturés, produits chimiques

Principales importations
Machinerie et équipement de transport, acier et autres métaux

Principales exportations au Canada
2,6 milliards \$ (1994), en appareils électroniques et avionique

Principales importations du Canada
1,3 milliard \$ (1994), en produits forestiers et avionique

GABON

Capitale : Libreville

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

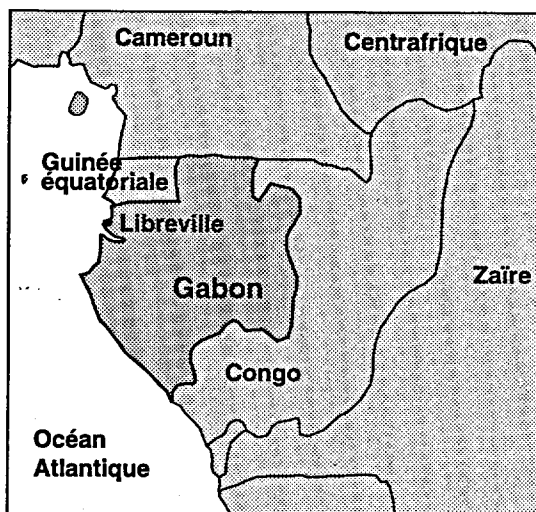
Superficie
267 670 km²

Population
1,14 million (est. 1994)

Taux de croissance de la population
3,31 % (1990-1995)

Principales langues
Français (officielle), langues bantous (nord), fang (sud) et multiples dialectes

Principaux groupes religieux
Chrétiens (75 %), musulmans (1 %), animistes



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Omar Bongo
Le Premier ministre Paulin Obame Nguema

Ministre des Affaires étrangères
Casimir Oyé Mba

Institutions démocratiques
Assemblée nationale (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU
Le Gabon se classe 114^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Louise Charron-Fortin, Ambassadeur
Ambassade du Canada
C.P. 4037 Libreville
Gabon

Téléphone : (011-241) 74 34 64
Télécopieur : (011-241) 74 34 66

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
5 milliards \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
1 % (1985-1993)

PIB par habitant
4 269 \$ US (1993)

Principales exportations
Pétrole, manganèse, uranium, bois

Principales importations
Machinerie et équipement, produits métalliques et métallurgiques, équipement de transport, denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
360 000 \$ (1994), en fleurs, café, thé, vêtements

Principales importations du Canada
2,13 millions \$ (1994), en véhicules, matériel ferroviaire, machinerie

Aide bilatérale du Canada
3,93 millions \$ (1993-1994)

GUINÉE

Capitale : Conakry

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

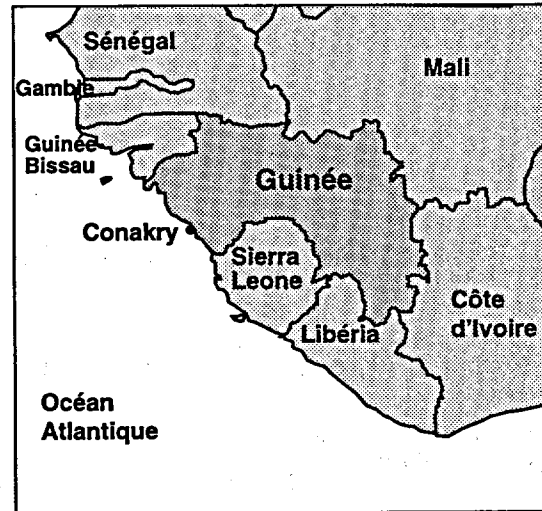
Superficie
245 860 km²

Population
6,5 millions (1994)

Taux de croissance de la population
3 % (1990-1995)

Principales langues
Français (officielle), malinké, peul, soussou

Principaux groupes religieux
Musulmans (85 %), chrétiens (8 %), animistes (7 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République présidentielle

Dirigeant
Le Président Lansana Conté

Ministre des Affaires étrangères
M. Kozo Zoumanigui

Institutions démocratiques
Assemblée unicamérale

Indice du développement humain de l'ONU
La Guinée se classe 168^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Denis Briand, Ambassadeur
Ambassade du Canada
C.P. 99, Conakry
Guinée

Téléphone : (011-224) 41 23 95
Télécopieur : (011-224) 41 42 36

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
3,5 milliards \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
4,2 % (1985-1993)

PIB par habitant
556 \$ US (1993)

Principales exportations
Aluminium, bauxite, diamants, café, ananas, coeurs de palmier

Principales importations
Produits pétroliers, métaux, machinerie, équipement de transport, textiles, denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
20 millions \$ (1994), en minerais, scories, cendres

Principales importations du Canada
2,5 millions \$ (1994), en produits en fer ou en acier, produits chimiques organiques, instruments de navigation aérienne

Aide bilatérale du Canada
11,89 millions \$ (1993-1994)

GUINÉE-BISSAU

Capitale : Bissau

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

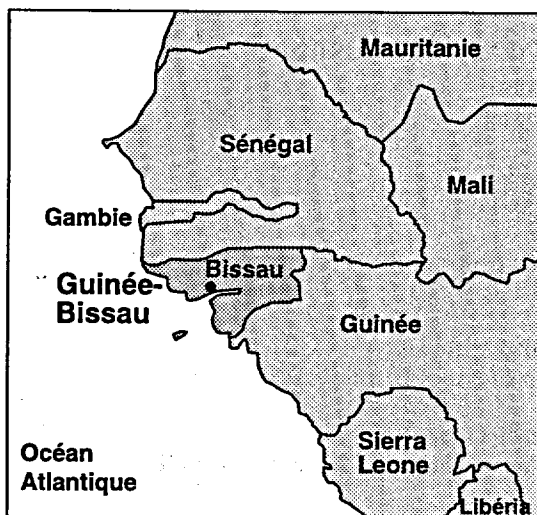
Superficie
36 120 km²

Population
1,05 million (1994)

Taux de croissance de la population
2,1 % (1990-1995)

Principales langues
Portugais (officielle), français, créole

Principaux groupes religieux
Animistes (65 %), musulmans (30 %), chrétiens (5 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République présidentielle

Dirigeants
Le général Joao Bernardo Vieira, Président

Le Premier ministre Manuel Saturnino Da Costa

Ministre des Affaires étrangères
M. Ansumane Mane

Institutions démocratiques
Assemblée nationale unicamérale

Indice du développement humain de l'ONU
La Guinée-Bissau se classe 163^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Wilfrid-Guy Licari
Ambassadeur du Canada auprès de la Guinée-Bissau
a/s Ambassade du Canada
C.P. 3373, Dakar
Sénégal

Téléphone : (011-221) 23 92 90
Télécopieur : (011-221) 23 87 49

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
169 millions \$ (US)

Taux de croissance du PIB
3,7 % (1985-1993)

PIB par habitant
164 \$ US (1993)

Principales exportations
Bois, cajoux, poisson

Principales importations
Produits pétroliers, équipement de transport,
denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
1 000 \$ (1994), en substances végétales

Principales importations du Canada
5 000 \$ (1994), en imprimés, jouets et équipement sportif

Aide bilatérale du Canada
380 000 \$ (1993-1994)

GUINÉE ÉQUATORIALE

Capitale : Malabo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

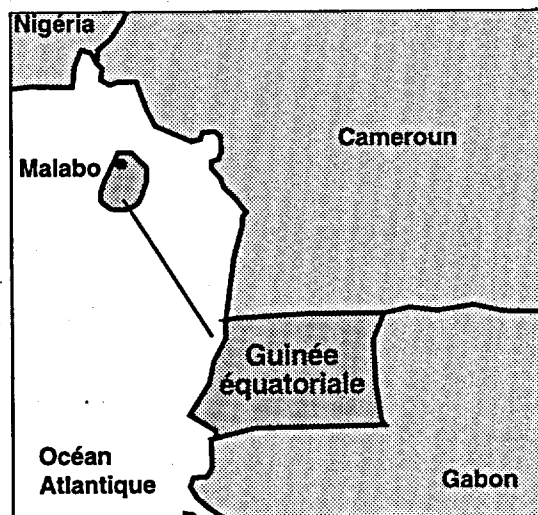
Superficie
28 050 km²

Population
389 000 (1994)

Taux de croissance de la population
2,6 % (1990-1995)

Principales langues
Espagnol (officielle), fang, bubu, créole et français

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (50 %), animistes (50 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République présidentielle

Dirigeants
Le Président Toedoro Obiang Nguema Mbasogo
Le Premier ministre Sylvestre Siale Bileka

Ministre des Affaires étrangères
M. Miguel Oyono Ndong

Institutions démocratiques
Chambre des représentants (système unicaméral)

Indice du développement humain de l'ONU
La Guinée équatoriale se classe 142^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Louise Charron-Fortin
Ambassadeur du Canada auprès de la Guinée
équatoriale
a/s Ambassade du Canada
C.P. 4037, Libreville
Gabon

Téléphone : (011-241) 74 34 64
Télécopieur : (011-241) 74 34 66

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
170 millions \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
3,8 % (1985-1993)

PIB par habitant
448 \$ US (1993)

Principales exportations
Pétrole, bois, cacao, café

Principales importations
Produits pétroliers, vêtements, denrées alimentaires

Principales exportations au Canada
Aucune

Importations du Canada
Aucune

Aide bilatérale du Canada
100 000 \$ (1993-1994)

HAÏTI

Capitale : Port-au-Prince

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

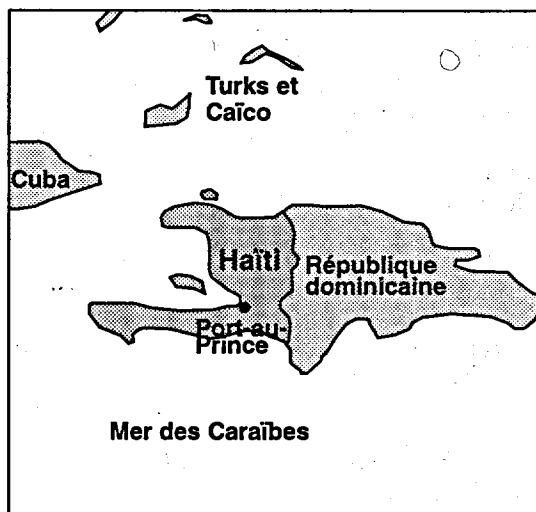
Superficie
27 750 km²

Population
6,9 millions (1994)

Taux de croissance de la population
0,4 % (1994)

Principales langues
Français (officielle), créole

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (80 %), protestants (16 %), le culte vaudou est largement pratiqué



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Jean-Bertrand Aristide
Le Premier ministre Claudette Werleigh

Ministre des Affaires étrangères
Non disponible

Institutions démocratiques
Assemblée nationale bicamérale

Indice du développement humain de l'ONU
Haïti se classe 148^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Francis M. Filleul, Ambassadeur
Ambassade du Canada
C.P. 826, Port-au-Prince
Haïti

Téléphone : (011 509) 57 5720
Télécopieur : (011 509) 57 5801

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,7 milliard \$ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
-10,6 % (est. 1994)

PIB par habitant
240 \$ US (est. 1994)

Principales exportations
Articles manufacturés, café

Principales importations
Machinerie, aliments et boissons, pétrole, produits chimiques

Principales exportations au Canada
400 000 \$ (1994), en sacs de coton, cuir et fruits

Principales importations du Canada
6 millions \$ (1994), en poisson, lait et farine

Aide bilatérale du Canada
19,06 millions \$ (1993-1994))

LAOS

Capitale : Vientiane

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

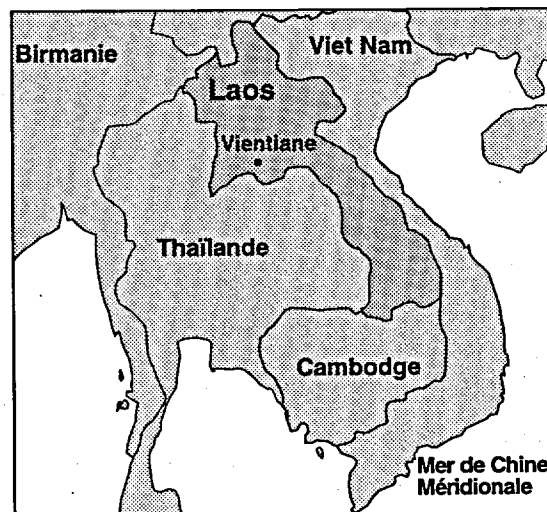
Superficie
236 800 km²

Population
4,74 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,85 % (est. 1994)

Principales langues
Lao (officielle), français et anglais

Principaux groupes religieux
Bouddhistes (57,8 %), religions tribales (33,6 %), chrétiens (1,8 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Nouhak Phoumsavanh

Ministre des Affaires étrangères
M. Somsavat Lengsavat

Institutions démocratiques
Assemblée suprême du peuple

Indice du développement humain de l'ONU
Le Laos se classe 138^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Manfred G. Von Nostitz
Ambassadeur du Canada auprès du Laos
a/s Ambassade du Canada
C.P. 2090
Bangkok 10500
Thaïlande

Téléphone : (011 66 2) 237 4125
Télécopieur : (011 66 2) 236 6463

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,3 milliard \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
0,7 % (est. 1993)

PIB par habitant
290 \$ US (1993)

Principales exportations
Bois, électricité, café, étain

Principales importations
Céréales, aliments, produits pétroliers, machinerie générale et agricole, équipement de transport

Principales exportations au Canada
987 000 \$ (1994), en café, thé, épices, vêtements

Principales importations du Canada
45 000 \$ (1994), en produits pharmaceutiques

Aide bilatérale du Canada
810 000 \$ (1993-1994)

LIBAN

Capitale : Beyrouth

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

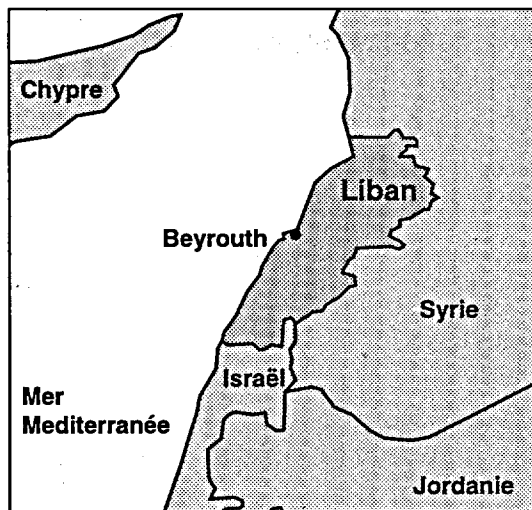
Superficie
10 400 km²

Population
2,9 millions (1994)

Taux de croissance de la population
1,8 % (1994)

Principales langues
Arabe (officielle), français, arménien et anglais

Principaux groupes religieux
Musulmans chiïtes (32 %), musulmans sunnites (21 %), druzes (7 %), chrétiens maronites (24 %), autres (16 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Elias Hraoui

Le Premier ministre Rafic Hariri

Ministre des Affaires étrangères
M. Fares Boueiz

Institutions démocratiques
Assemblée nationale unicamérale

Indice du développement humain de l'ONU
Le Liban se classe 101^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Daniel Marchand, Ambassadeur
Ambassade du Canada
C.P. 60163, Jalel DIB
Liban

Téléphone : (011 961 1) 521 163
Télécopieur : (011 961 1) 521 167

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
8 milliards \$ (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
8,5 % (1994)

PIB par habitant
1 400 \$ US (est. 1994)

Principales exportations
Produits agricoles, produits chimiques et textiles, pierres précieuses et semi-précieuses, bijoux

Principales importations
Articles de consommation et de production

Principales exportations au Canada
3,7 millions \$ (1994), en fruits et légumes, vêtements, huile d'olive et meubles

Principales importations du Canada
29,8 millions \$ (1994), en aluminium, blé, moteurs d'automobiles, bois et produits pharmaceutiques

Aide bilatérale du Canada
2,2 millions \$ (1993-1994)

LUXEMBOURG

Capitale : Luxembourg

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

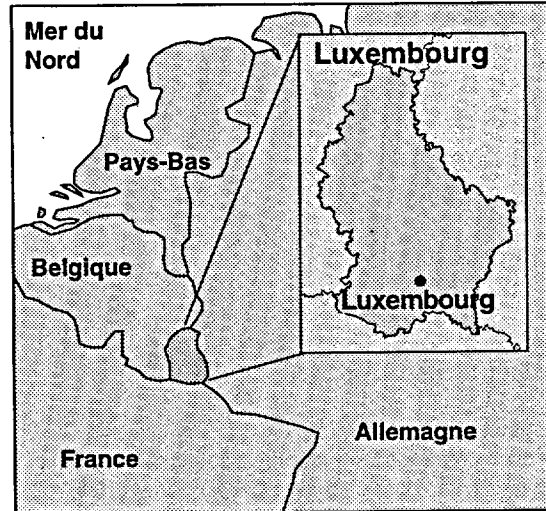
Superficie
2 586 km²

Population
375 000 (1994)

Taux de croissance de la population
0,8 % (est. 1994)

Principales langues
Luxembourgeois, français, allemand

Principal groupe religieux
Catholiques romains (97 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie constitutionnelle

Dirigeants
Le Grand-duc Jean de Luxembourg
Le Premier ministre Jean-Jacques Juncker

Ministre des Affaires étrangères
M. Jacques F. Poos

Institutions démocratiques
Chambre de députés (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU
Le Luxembourg se classe 27^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Jean-Paul Hubert
Ambassadeur du Canada auprès du Luxembourg
a/s Ambassade du Canada
Avenue de Tervuren 2
1040 Bruxelles, Belgique

Téléphone : (011 32 2) 741 0611
Télécopieur : (011 32 2) 741 0613

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
8,7 milliards \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
1 % (1993)

PIB par habitant
28 360 \$ US (1993)

Principales exportations
Acier, produits chimiques, produits de caoutchouc, verre, aluminium

Principales importations
Produits de base

Principales exportations au Canada
20,5 millions \$ (1994), en pièces pour machinerie (caoutchouc et plastique), textiles, feuilles d'acier, valves

Principales importations du Canada
4,4 millions \$ (1994), en livres, magazines et journaux, nickel, métaux, pièces d'avion et machinerie

MADAGASCAR

Capitale : Antannarivo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

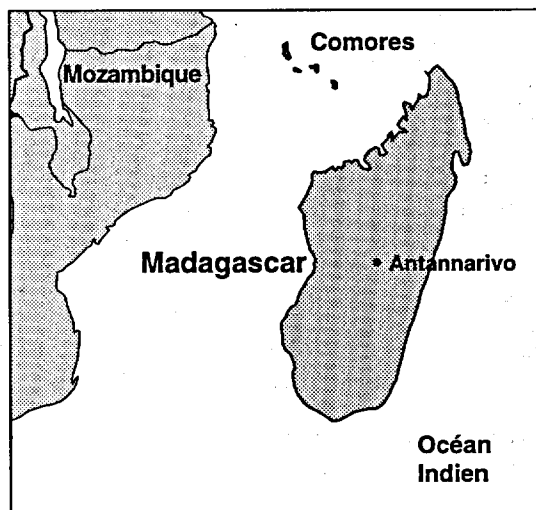
Superficie
587 040 km²

Population
13,4 millions (est. 1994)

Taux de croissance de la population
3,19 % (est. 1994)

Principales langues
Français et malgache (officielles)

Principaux groupes religieux
Animistes (52 %), chrétiens (41 %), musulmans (7 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Albert Zafy
Le Premier ministre Emmanuel Rakatvahiny

Ministre des Affaires étrangères
M. Jack Sylla

Institutions démocratiques
Assemblée nationale (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU
Le Madagascar se classe 135^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Verona Edelstein
Ambassadeur du Canada auprès de Madagascar
a/s Ambassade du Canada
C.P. 1022, Dar es-Salaam
Tanzanie

Téléphone : (011 255 51) 46011
Télécopieur : (011 255 51) 46005

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
10,4 milliards (est. 1993)

Taux de croissance du PIB
0,2 % (1994)

PIB par habitant
220 \$ US (1994)

Principales exportations
Café, vanille, clous de girofle, sucre, produits pétroliers

Principales importations
Articles divers

Principales exportations au Canada
10,4 millions \$ (1994), en café, thé, épices

Principales importations du Canada
350 000 \$ (1994), en machinerie, instruments de navigation aérienne

Aide bilatérale du Canada
900 000 \$ (1993-1994)

MALI

Capitale : Bamako

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

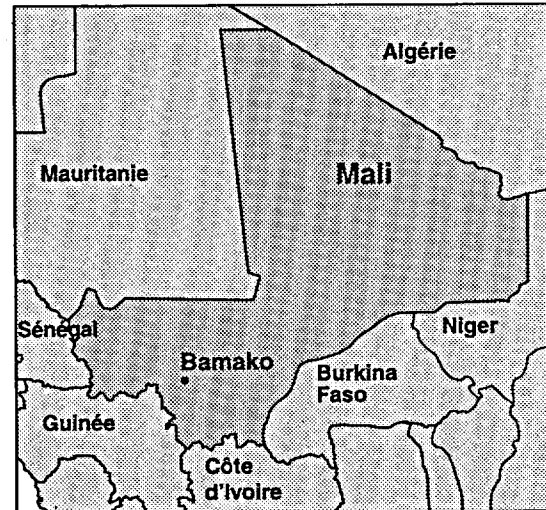
Superficie
1 240 000 km²

Population
9,1 millions (est. 1994)

Taux de croissance de la population
2,78 % (est. 1994)

Principales langues
Français (officielle), bambara (80 % des Maliens)

Principaux groupes religieux
Musulmans (90 %), animistes (9 %), chrétiens (1 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Alpha Oumar Konaré
Le Premier ministre Ibrahim Boubacar Keita

Ministre des Affaires étrangères
M. Dioncouda Traoré

Institutions démocratiques
Assemblée nationale unicamérale

Indice du développement humain de l'ONU
Le Mali se classe 172^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Susan McCoy, Ambassadeur
Ambassade du Canada
C.P. 198, Bamako
Mali

Téléphone : (011 223) 22 22 36
Télécopieur : (011 223) 22 43 62

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
2,75 milliards \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
-1,6 % (1985-1993)

PIB par habitant
300 \$ US (1993)

Principales exportations
Bétail, cacahuètes, poisson séché, coton, peaux

Principales importations
Textiles, véhicules

Principales exportations au Canada
2,8 millions \$ (1994), en coton, équipement électrique, machinerie, textiles

Principales importations du Canada
3,1 millions \$ (1994), en machinerie, produits pharmaceutiques, produits végétaux, imprimés, équipement ferroviaire

Aide bilatérale du Canada
28,79 millions \$ (1993-94)

MAROC

Capitale : Rabat

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

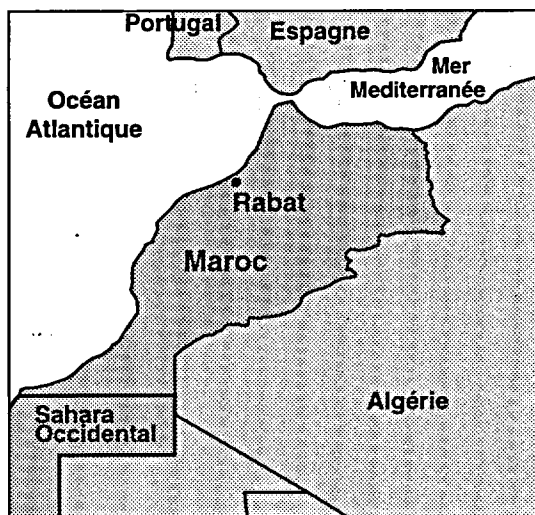
Superficie
446 500 km²

Population
28,60 millions (est. 1994)

Taux de croissance de la population
2,1 % (1990-1995)

Principales langues
Arabe (officielle), français

Principaux groupes religieux
Musulmans (98,7 %), chrétiens (1,1 %), juifs (0,2 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie constitutionnelle

Dirigeants
Le Roi Hassan II
Le Premier ministre Abd al-Latif Filali

Ministre des Affaires étrangères
M. Abd al-Latif Filali

Institutions démocratiques
Chambre des représentants (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU
Le Maroc se classe 117^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Jean-Guy St-Martin, Ambassadeur
Ambassade du Canada
13 bis, rue Jaafar As-Sadik
Rabat-Agdal
Maroc

Téléphone : (011-212-7) 67 28 80
Télécopieur : (011-212-7) 67 21 87

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
28,1 milliards \$ US (1994)

Taux de croissance du PIB
3,3 % (1985-1993)

PIB par habitant
1 060 \$ US (1993)

Principales exportations
Phosphate, aliments, articles semi-manufacturés

Principales importations
Équipement et machinerie, produits de base, articles de consommation, pétrole

Principales exportations au Canada
49,9 millions \$ (1994), en produits végétaux, sel, soufre, équipement électrique, textiles

Principales importations du Canada
73,35 millions \$ (1994), en sel, soufre, équipement électrique, aluminium, bois, fruits oléagineux

Aide bilatérale du Canada
11,78 millions \$ (1993-1994)

MAURICE (ÎLE)

Capitale : Port Louis

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

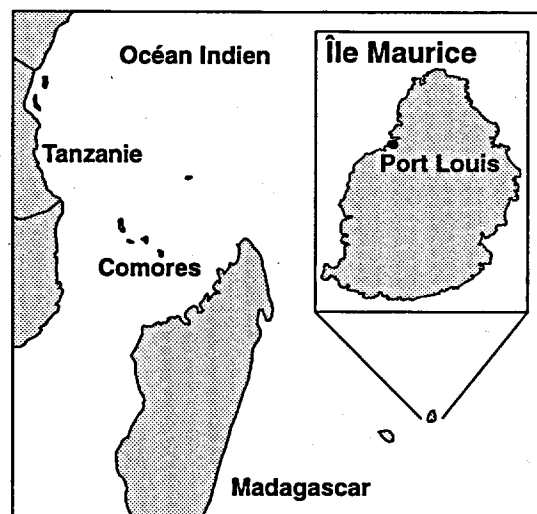
Superficie
1 860 km²

Population
1,12 million (1994)

Taux de croissance de la population
0,92 % (1994)

Principales langues
Anglais (officielle), créole, français, hindi, ourdou

Principaux groupes religieux
Hindous (52 %), musulmans (16,6 %), chrétiens (28,3 %), autres (3,1 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Cassam Uteem
Le Premier Ministre Sir Anerood Jugnauth

Ministre des Affaires étrangères
M. Ramduthsing Jadoo

Institutions démocratiques
Parlement unicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
L'Île Maurice se classe 60^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Arthur Perron
Haut-commissaire du Canada à l'Île Maurice
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 26006, Arcadia
Pretoria 0007, Afrique du Sud

Téléphone : (011-27-12) 342-6923
Télécopieur : (011-27-12) 342-3837

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
8,6 millions \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
5 % (1994)

PIB par habitant
7 800 \$ US (1991)

Principales exportations
Textiles, sucre, produits d'industrie légère

Principales importations
Articles manufacturés et d'équipement, produits pétroliers, produits chimiques, produits alimentaires

Principales exportations au Canada
11,39 millions \$ (1994), en vêtements

Principales importations du Canada
2,33 millions \$ (1994), en denrées alimentaires et livres

Aide bilatérale du Canada
370 000 \$ (1993-1994)

MAURITANIE

Capitale : Nouakchott

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
1 030 700 km²

Population
2,3 millions

Taux de croissance de la population
2,5 % (1990-1995)

Principales langues
Arabe (officielle), français, peul, soninké, oulof

Principal groupe religieux
Musulmans (99 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Maaouya Ould Sidi Ahmad Taya
Le Premier ministre Sidi Mohamed Ould Boubacar

Ministre des Affaires étrangères
M. Mohamed Salem Oued Lekhal

Institutions démocratiques
Assemblée nationale, Sénat

Indice du développement humain de l'ONU
La Mauritanie se classe 150^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Wilfrid-Guy Licari
Ambassadeur du Canada auprès de la Mauritanie
a/s Ambassade du Canada
C.P. 3373, Dakar
Sénégal

Téléphone : (011 221) 23 92 90
Télocopieur : (011 221) 23 87 49

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,09 milliard \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
2,6 % (1985-1993)

PIB par habitant
527 \$ US (1993)

Principales exportations
Acier, poisson, gypse

Principales importations
Aliments, articles de consommation, pétrole

Principales exportations au Canada
390 000 \$ (1994), en machinerie, équipement d'optique, équipement électrique

Principales importations du Canada
4,97 millions \$ (1994), en articles de fonte et d'acier, machinerie

Aide bilatérale du Canada
800 000 \$ (1993-1994)

MOLDAVIE

Capitale : Chisinau

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

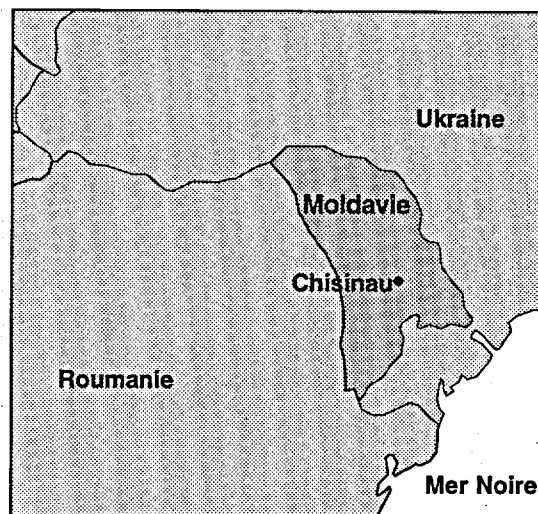
Superficie
33 700 km²

Population
4,48 millions (1995)

Taux de croissance de la population
0,38 % (est. 1994)

Principales langues
Moldovien (officielle), russe et gagauz

Principaux groupes religieux
Chrétiens (98,5 %), juifs (1,5 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Mircea Snegur

Le Premier ministre Andrei Sangheli

Ministre des Affaires étrangères
Non disponible

Institutions démocratiques
Assemblée nationale (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU
La Moldavie se classe 81^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Gilles Duguay
Ambassadeur du Canada auprès de la Moldavie
a/s Ambassade du Canada
C.P. 2966, Bureau du poste n° 22
Bucarest, Roumanie

Téléphone : (011 40 1) 312 8345
Télécopieur : (011 40 1) 312 9680

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
11,9 milliards \$ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
-30 % (1994)

PIB par habitant
2 670 \$ (1994)

Principales exportations
Produits agricoles, vin, tabac, textiles, produits chimiques

Principales importations
Produits pétroliers, charbon, acier

Principales exportations au Canada
2,1 millions \$ (1994), en fer et acier, produits agricoles, vêtements

Principales importations du Canada
200 000 \$ (1994), en produits pharmaceutiques

MONACO

Capitale : Monaco

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

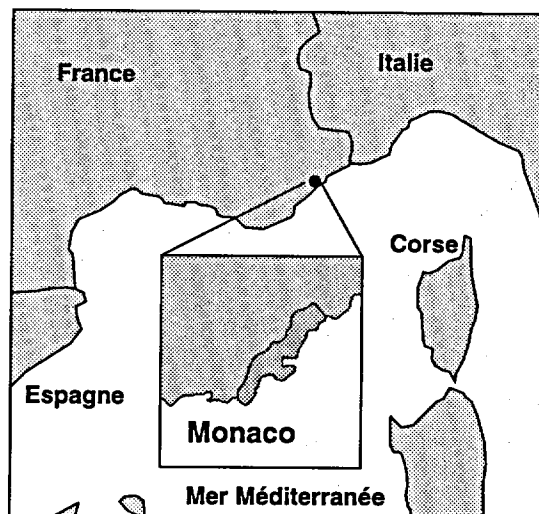
Superficie
1,95 km²

Population
31 278 (est. 1994)

Taux de croissance de la population
0,81 % (est. 1994)

Principales langues
Français (officielle), anglais, italien et monégasque

Principal groupe religieux
Catholiques romains (95 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Monarchie constitutionnelle

Dirigeants
Le Prince Rainier III
Le Ministre d'État Paul Dijoud

Institutions démocratiques
Conseil national

Indice du développement humain de l'ONU
Non disponible

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. John J. Noble
Consul général du Canada auprès de Monaco
a/s Ambassade du Canada
35, avenue Montaigne
75008 Paris
France

Téléphone : (011-33-1) 44 43 29 00
Télécopieur : (011-33-1) 44 43 29 99

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
475 millions \$ US (1994)

Taux de croissance du PIB
Non disponible

PIB par habitant
22 500 \$ US

Exportations et importations
Intégration complète des douanes avec la France qui gère les tarifs douaniers pour Monaco. Participe à l'Union européenne en vertu de son union douanière avec la France.

NIGER

Capitale : Niamey

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

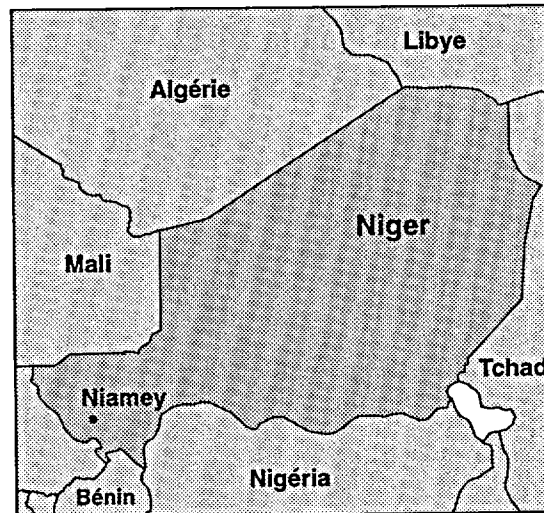
Superficie
1 267 000 km²

Population
8,97 millions (est. 1994)

Taux de croissance de la population
3,4 % (1990-1995)

Principales langues
Français (officielle), haoussa, djerma

Principaux groupes religieux
Musulmans (80 %), animistes et chrétiens



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Mahamane Ousmane
Le Premier ministre Hama Amadou

Ministre des Affaires étrangères
M. Bazoum Mohamed

Institutions démocratiques
Assemblée nationale

Indice du développement humain de l'ONU
Le Niger se classe 174^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Suzanne Laporte, Ambassadeur
Ambassade du Canada
Immeuble Sonara II,
Avenue du Premier Pont
Niamey, Niger

Téléphone : (011 227) 73 36 86
Télécopieur : (011 227) 73 50 64

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
2,31 milliards \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
1 % (1985-1993)

PIB par habitant
270 \$ US (1993)

Principales exportations
Uranium, bétail, légumes

Principales importations
Articles de base

Principales exportations au Canada
5,98 millions \$ (1994), en produits chimiques
inorganiques, machinerie

Principales importations du Canada
0,83 million \$ (1994), en équipement électrique, produits
végétaux, fer et acier

Aide bilatérale du Canada
6,93 millions \$ (1993-94)

ROUMANIE

Capitale : Bucarest

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

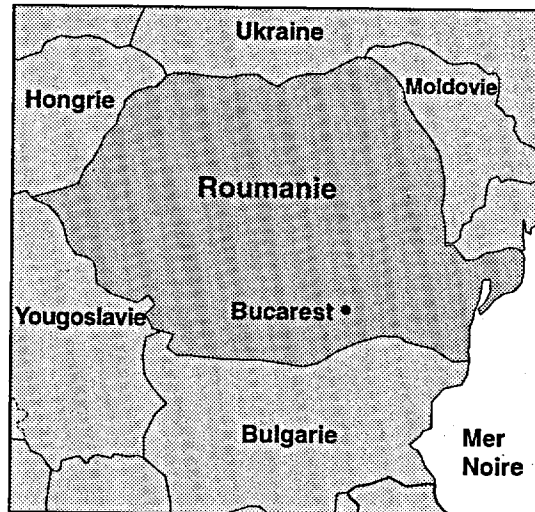
Superficie
237 500 km²

Population
22,76 millions (1994)

Taux de croissance de la population
0,6% (est. 1994)

Principales langues
Roumain, hongrois, allemand, français

Principaux groupes religieux
Orthodoxes (85 %), catholiques romains (6 %),
uniates (3 %), protestants (6 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Ion Iliescu

Le Premier ministre Nicolae Vacaroiu

Ministre des Affaires étrangères
M. Theodor Melescanu

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral

Indice du développement humain de l'ONU
La Roumanie se classe 98^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. William M. M. Fairweather, Ambassadeur
Ambassade du Canada
36, Nicolae Iorga
71118 Bucarest
Roumanie

Téléphone : (011 41 1) 312 8345
Télécopieur : (011 40 1) 312-9680

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
23,78 millions \$ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
12 % (est. 1994)

PIB par habitant
1 012 \$ US (1994)

Principales exportations
Machinerie, carburant, minéraux, métaux

Principales importations
Carburant, minerais, machinerie, produits agricoles

Principales exportations au Canada
41,387 millions \$ (1994), en vêtements, machinerie et
pièces de rechange, tissus

Principales importations du Canada
43,886 millions \$ (1994), en peaux, médicaments, orge,
pièces de réacteur nucléaire, aliments

RWANDA

Capitale : Kigali

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

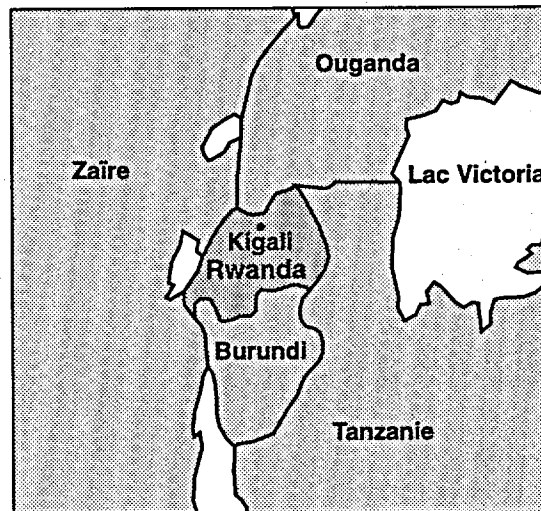
Superficie
26 000 km²

Population
8,37 millions (est. 1994)

Taux de croissance de la population
2,6 % (1990-1995)

Principales langues
Kinyarwanda, français (officielles), kiswahili

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (65 %), animistes (25 %), protestants (9 %), musulmans (1 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Pasteur Bizimungu

Le Premier ministre Pierre Rwigema

Ministre des Affaires étrangères
M. Anastase Gasana

Institutions démocratiques
Assemblée nationale

Indice du développement humain de l'ONU
Le Rwanda se classe 156^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Bernard Dussault
Ambassadeur du Canada auprès du Rwanda
a/s Haut-Commissariat du Canada
C.P. 30481, Nairobi
Kenya

Téléphone : (011 254 2) 21 48 04
Télécopieur : (011 254 2) 22 69 87

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,5 milliard \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
0,7 % (1985-1993)

PIB par habitant
214 \$ US (1993)

Principales exportations
Café, thé, cassitérite

Principales importations
Machinerie et équipement, acier, produits alimentaires, textiles, matériaux de construction

Principales exportations au Canada
88 000 \$ (1994), en produits végétaux, équipement électrique, fer, acier

Principales importations du Canada
3,16 millions \$ (1994), en produits chimiques, graisse animale ou végétale, tissus

Aide bilatérale du Canada
12,61 millions \$ (1993-1994) Depuis février 1993, le programme d'aide bilatéral a été interrompu.

SAINTE-LUCIE

Capitale : Castries

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

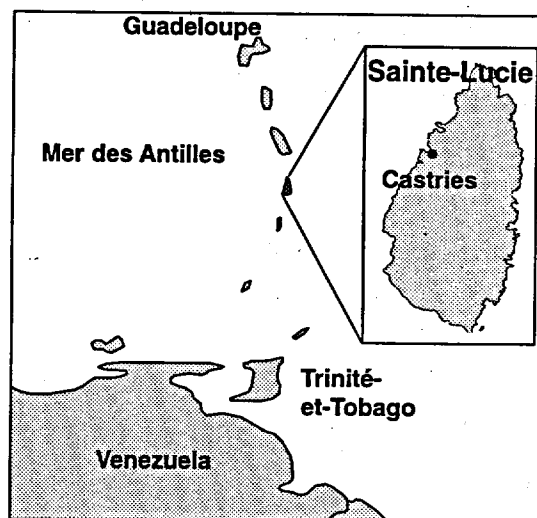
Superficie
616 km²

Population
142 900 (1994)

Taux de croissance de la population
1,7 % (1994)

Principales langues
Anglais (officielle), créole

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (90 %), protestants (7 %),
anglicans (3 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Démocratie parlementaire

Dirigeant
Le Premier ministre John G. M. Compton

Ministre des Affaires étrangères
M. George Mallet

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Sainte-Lucie se classe 84^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Colleen Swords
Haut-commissaire du Canada auprès de Sainte-Lucie
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 404, Bridgetown
Barbade

Téléphone : (809) 429-3550
Télécopieur : (809) 429-3780

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
413 millions \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
2,8 % (1994)

PIB par habitant
3 582 \$ US (1994)

Principales exportations
Vêtements, cacao, bananes et autres fruits, légumes

Principales importations
Articles manufacturés, machines et matériel de transport,
denrées alimentaires, animaux

Principales exportations au Canada
40 000 \$ (1994), en vêtements, fruits (goyaves, mangues
et mangoustans)

Principales importations du Canada
10,1 millions \$ (1994), en profilés en fonte, papier et
produits de papier, gravier, supports métalliques
(construction)

Aide bilatérale du Canada
8,23 millions \$ (1993-1994)

SÃO TOMÉ ET PRINCIPE

Capitale : São Tomé

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

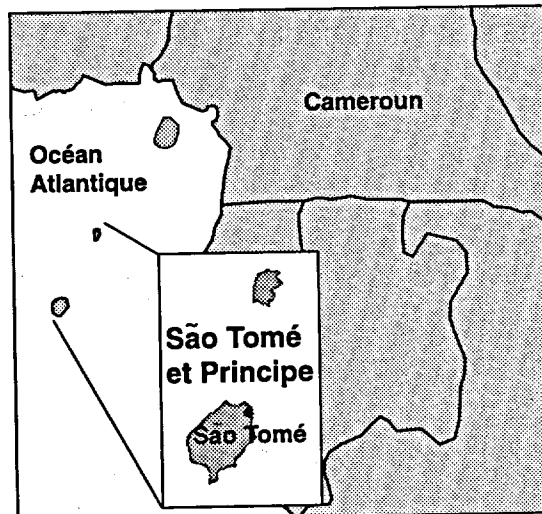
Superficie
963 km²

Population
136 780 (est. 1994)

Taux de croissance de la population
2,2 % (1990-1995)

Principales langues
Portugais, créole, ngola, français

Principal groupe religieux
Catholiques romains



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Miguel Trovoada

Le Premier ministre Carlos da Graça

Ministre des Affaires étrangères
M. Guilherme Posser da Costa

Institutions démocratiques
Assemblée nationale (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU
São Tomé et Príncipe se classent 133^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Louise Charron Fortin
Ambassadeur du Canada auprès de
São Tomé et Príncipe
a/s Ambassade du Canada
C.P. 4037, Libreville
Gabon

Téléphone : (011 241) 74 34 64
Télécopieur : (011 241) 74 34 66

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
41 millions \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
1,6 % (1985-1993)

PIB par habitant
350 \$ US (1993)

Principales exportations
Cacao, coprah, café

Principales importations
Articles de base

Principales exportations au Canada
3,7 millions \$ (1994), en textiles, , équipement électrique, imprimés

Principales importations du Canada
34 000 \$ (1994), en papier et carton

Aide bilatérale du Canada
100 000 \$ (1993-1994)

SÉNÉGAL

Capitale : Dakar

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

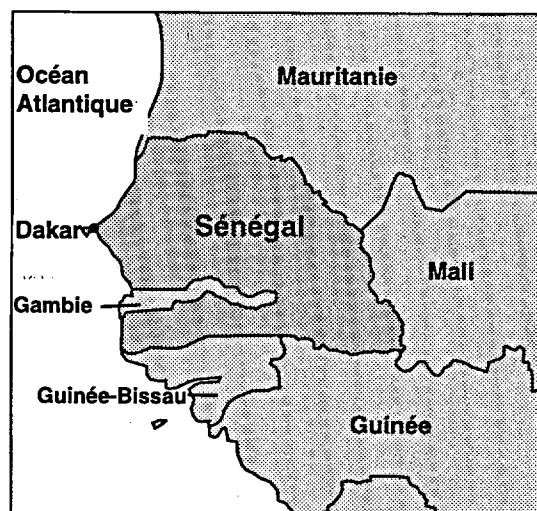
Superficie
196 190 km²

Population
8,31 millions (1992)

Taux de croissance de la population
2,5 % (1990-1995)

Principales langues
Français (officielle), ouolof, peul, diola, mandingue

Principaux groupes religieux
Musulmans (92 %), animistes (6 %),
catholiques romains (2 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Abdou Diouf

Le Premier ministre Habib Thiam

Ministre des Affaires étrangères
M. Mustafa Niass

Institutions démocratiques
Assemblée nationale (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU
Le Sénégal se classe 152^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Wilfrid-Guy Licari, Ambassadeur
Ambassade du Canada
45, avenue de la République
Dakar,
Sénégal

Téléphone : (011 221) 23 92 90
Télécopieur : (011 221) 23 87 49

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
5,87 milliards \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
2,7 % (1985-1993)

PIB par habitant
730 \$ US (1993)

Principales exportations
Articles manufacturés, poisson, cacahuètes, produits
pétroliers, phosphate

Principales importations
Articles de base

Principales exportations au Canada
180 000 \$ (1994), en produits d'origine animale,
équipement optique, textiles

Principales importations du Canada
7 millions \$ (1994), en sel, soufre, ciment, produits
végétaux, machinerie, fer, acier, équipement électrique

Aide bilatérale du Canada
23,73 millions \$ (1993-1994)

SEYCHELLES

Capitale : Victoria

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

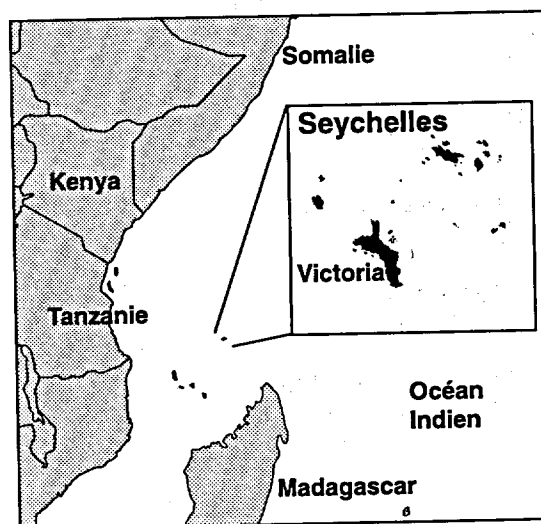
Superficie
455 km²

Population
72 000 (1994)

Taux de croissance de la population
0,84 % (1994)

Principales langues
Anglais et français (toutes deux officielles), créole

Principal groupe religieux
Catholiques romains



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeant
Le Président France-Albert René

Ministre des Affaires étrangères
M^{me} Danielle de St. Jorre

Institutions démocratiques
Assemblée nationale

Indice du développement humain de l'ONU
Les Seychelles se classent 62^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Verona Edelstein
Haut-commissaire du Canada auprès des Seychelles
a/s Haut-commissariat du Canada
C.P. 1022, Dar es-Salaam
Tanzanie

Téléphone : (011-255-51) 46000
Télécopieur : (011-255-51) 46000

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
496 millions \$ US (1994)

Taux de croissance du PIB
-3 % (1994)

PIB par habitant
6 879 \$ US (1994)

Principales exportations
Fruits de mer, cannelle, huile de noix de coco

Principales importations
Aliments, boissons, tabac

Principales exportations au Canada
74 000 \$ (1994), en cannelle et chevaux

Principales importations du Canada
137 000 \$ (1994), en instruments techniques et machinerie

Aide bilatérale du Canada
120 000 \$ (1993-1994)

SUISSE

Capitale: Berne

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

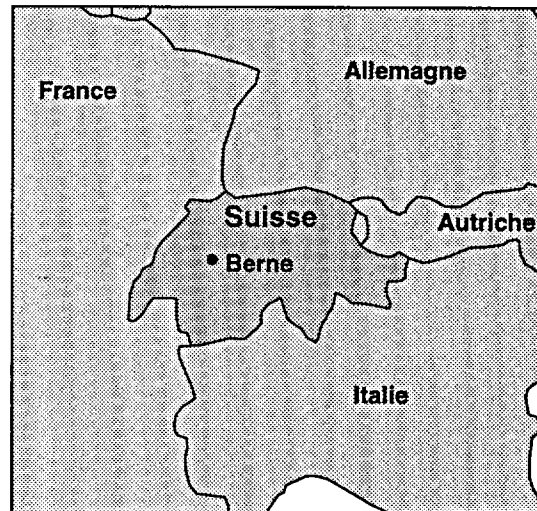
Superficie
41 300 km²

Population
7 millions (1994)

Taux de croissance de la population
Non disponible

Principales langues
Allemand, français, italien et romanche

Principaux groupes religieux
Catholiques (47,6 %), protestants (44,3 %), autres (8,1 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
Confédération

Dirigeant
Le Président Kaspar Villiger

Ministre des Affaires étrangères
M. Flavio Cotti

Institutions démocratiques
Parlement bicaméral

Indice du développement humain de l'ONU
La Suisse se classe 13^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Réjean Frenette, Ambassadeur
Ambassade du Canada
Kirchenfeldstrasse 88
3005 Berne
Suisse

Téléphone : (011 41 31) 352 63 81
Télécopieur : (011 41 31) 352 73 15

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
357,1 milliards \$ (1994)

Taux de croissance du PIB
2,1 % (1994)

PIB par habitant
50 733 \$ (1994)

Principales exportations
Machinerie, instruments de précision, métaux, aliments, textiles, vêtements

Principales importations
Produits agricoles, machinerie, équipement de transport, produits chimiques

Principales exportations au Canada
764 millions \$ (1994), en machinerie, appareils et matériaux électriques, produits pharmaceutiques, produits chimiques organiques

Principales importations du Canada
894 millions \$ (1994), en aéronefs, pâtes de bois, perles, pierres, gemmes et métaux précieux

TCHAD

Capitale : N'Djamena

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

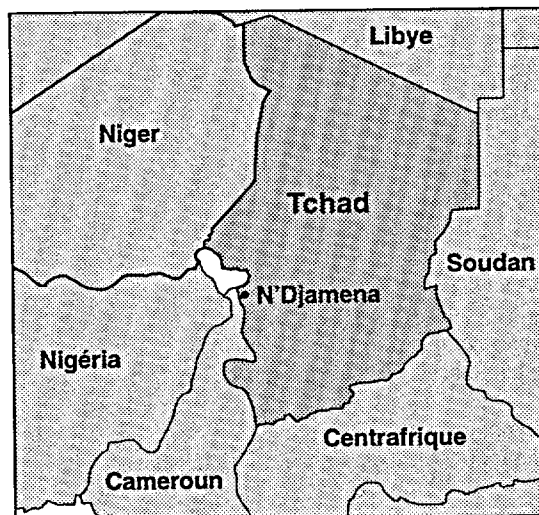
Superficie
1 284 000 km²

Population
5,47 millions (est. 1994)

Taux de croissance de la population
2,7 % (1990-1995)

Principales langues
Français et arabe (officielles), sara, sango

Principaux groupes religieux
Musulmans (50 %), chrétiens (39 %), animistes (11 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Idriss Déby
Le Premier ministre Djimasta Koïbla

Ministre des Affaires étrangères
M. Ahmat Abderamane Haggar

Institutions démocratiques
Conseil supérieur de transition

Indice du développement humain de l'ONU
Tchad se classe 162^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Pierre Giguère
Ambassadeur du Canada auprès de Tchad
a/s Ambassade du Canada
C.P. 572, Yaoundé
Cameroun

Téléphone : (011 237) 23 02 03
Télécopieur : (011 237) 22 10 90

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1 248 milliard \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
3 % (1985-1993)

PIB par habitant
220 \$ US (1993)

Principales exportations
Coton, pétrole, uranium

Principales importations
Équipements industriels et de transport, pétrole, aliments

Principales exportations au Canada
62 000 \$ (1994), en équipement électrique, céramique

Principales importations du Canada
43 000 \$ (1994), en machinerie, outils, imprimés

Aide bilatérale du Canada
630 000 \$ (1993-1994)

TOGO

Capitale : Lomé

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

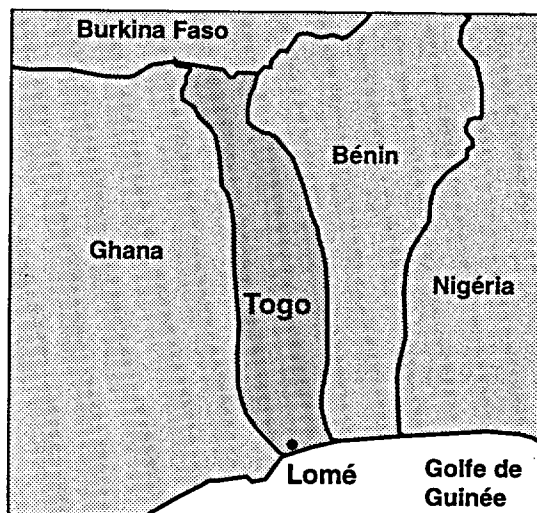
Superficie
56 790 km²

Population
4,26 millions (est. 1994)

Taux de croissance de la population
3,2 % (1990-1995)

Principales langues
Français (officielle), éwé, mina, kabyé, dagomba

Principaux groupes religieux
Animistes (70 %), chrétiens (20 %), musulmans (10 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Gnassingbé Eyadéma

Le Premier ministre Edem Kodjo

Ministre des Affaires étrangères
M. Yandja Yentchabre

Institutions démocratiques
Assemblée nationale

Indice du développement humain de l'ONU
Le Togo se classe 140^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. John Schram
Ambassadeur du Canada auprès du Togo
a/s Ambassade du Canada
C.P. 1639, Accra
Ghana

Téléphone : (011 233 21) 77 37 91
Télécopieur : (011 233 21) 77 37 92

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,32 milliard \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
0,1 % (1985-1993)

PIB par habitant
330 \$ US (1993)

Principales exportations
Phosphate, coton, cacao, café

Principales importations
Denrées alimentaires, équipement de combustion et d'alimentation électrique

Principales exportations au Canada
32,6 millions \$ (1994), en sel, soufre, ciment, textiles

Principales importations du Canada
1,8 million \$ (1994), en produits végétaux, jouets et équipement sportif

Aide bilatérale du Canada
0,85 million \$ (1993-1994)

TUNISIE

Capitale : Tunis

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

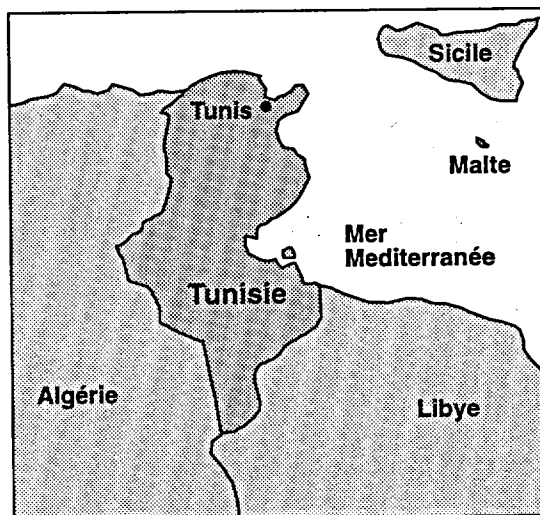
Superficie
163 610 km²

Population
8,73 millions (est. 1994)

Taux de croissance de la population
1,9 % (1990-1995)

Principales langues
Arabe (officielle), français

Principaux groupes religieux
Musulmans (98 %), chrétiens (1 %), juifs (1 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Zine al-Abidine Ben Ali
Le Premier ministre Hamed Karoui

Ministre des Affaires étrangères
M. Habib Ben Yahia

Institutions démocratiques
Chambre des députés (unicamérale)

Indice du développement humain de l'ONU
La Tunisie se classe 75^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Michel Roy, Ambassadeur
Ambassade du Canada
3, rue du Sénégal
Place d'Afrique
Tunis, Tunisie

Téléphone : (011 216 1) 798 004
Télécopieur : (011 216 1) 792 371

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
15,33 milliards \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB
4,4 % (1985-1993)

PIB par habitant
1 800 \$ US (est. 1994)

Principales exportations
Hydrocarbure, textiles, phosphate, huile d'olive

Principales importations
Matières premières, produits semi-ouvrés, produits énergétiques, articles de consommation

Principales exportations au Canada
28,56 millions \$ (1994), en produits végétaux, textiles, vêtements, équipement électrique

Principales importations du Canada
2,84 millions \$ (1994), en sel, soufre, ciment, machinerie, équipement électrique, papier et carton, produits végétaux

Aide bilatérale du Canada
430 000 \$ (1993-1994)

VANUATU

Capitale : Port-Vila

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

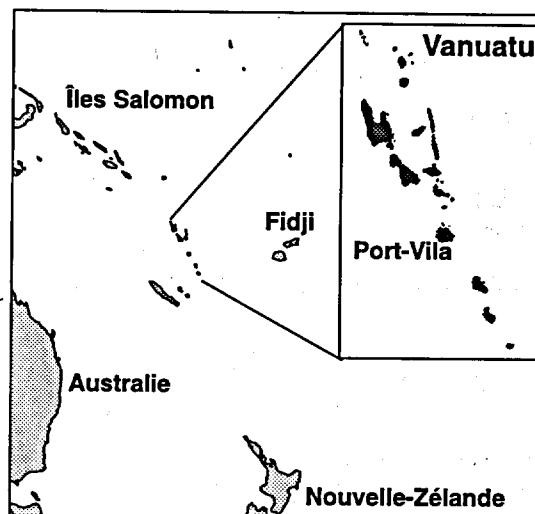
Superficie
12 190 km²

Population
164 000 (est. 1994)

Taux de croissance de la population
2,8 % (est. 1994)

Principales langues
Anglais et français (officielles), pidgin (bislama)

Principaux groupes religieux
Presbytériens (37 %), anglicans (15 %),
autres protestants (10 %), catholiques romains (15 %),
indigènes (7,6 %), autres (15,7 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Jean-Marie Leye Lenelcau
Le Premier ministre Maxime Carlot Korman

Ministre des Affaires étrangères
M. Maxime Carlot Korman

Institutions démocratiques
Parlement monocaméral, multipartisme

Indice du développement humain de l'ONU
Le Vanuatu se classe 106^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Brian Schumacher
Haut-commissaire du Canada auprès du Vanuatu
a/s Haut-Commissariat du Canada
Avenue Commonwealth
Canberra ACT 2600
Australie

Téléphone : (011-61-6) 273-3844
Télécopieur : (011-61-6) 273-3285

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
267,79 millions \$ (1993)

Taux de croissance du PIB
9,3 % (1989-1990)

PIB par habitant
1 678 \$ (1993)

Principales exportations
Coprah, cacao, viande, poisson, bois d'oeuvre

Principales importations
Machinerie, véhicules, produits alimentaires et boissons,
produits manufacturés, matériaux bruts, combustibles,
produits chimiques

Exportations au Canada
2 000 \$ (1994)

Importations du Canada
97 000 \$ (1994)

VIET NAM

Capitale : Hanoi

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

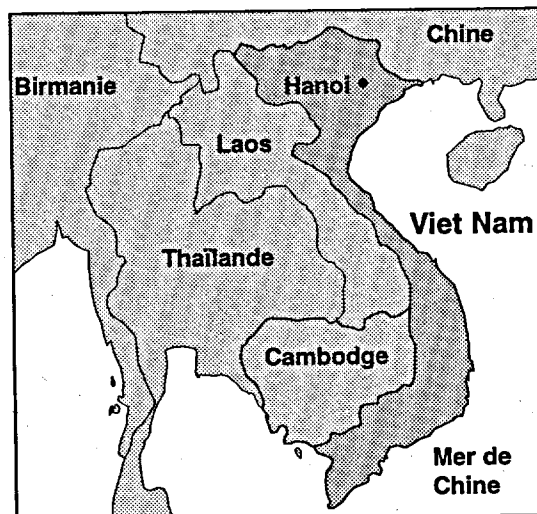
Superficie
331 041 km²

Population
72,34 millions (1994)

Taux de croissance de la population
2,6 % (1994)

Principales langues
Vietnamien (officielle), français, anglais, khmer

Principaux groupes religieux
Bouddhistes (67 %), catholiques (8 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République socialiste

Dirigeants
Le President Le Duc Anh
Le Premier ministre Vo Van Kiet

Ministre des Affaires étrangères
M. Nguyen Manh Cam

Institutions démocratiques
Assemblée nationale unicamérale

Indice du développement humain de l'ONU
Le Viet Nam se classe 120^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M^{me} Christine Desloges, Ambassadeur
Ambassade du Canada
31, rue Hong Vuong
Hanoi, Viet Nam

Téléphone : (011 84 4) 23 55 00
Télécopieur : (011 84 4) 23 53 51

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
16,89 milliards \$ US (est. 1994)

Taux de croissance du PIB
8,8 % (est. 1994)

PIB par habitant
235 \$ US (est. 1994)

Principales exportations
Pétrole brut, produits agricoles et forestiers, poisson et sous-produits de poisson, riz

Principales importations
Pétrole brut, machinerie, acier, engrais

Principales exportations au Canada
34,39 millions \$ (1994), en café, thé, maté, épices, poisson, vêtements et accessoires, chaussures

Principales importations du Canada
23,97 millions \$ (1994), en céréales, machinerie, équipement optique, produits pharmaceutiques

Aide bilatérale du Canada
11,44 millions \$ (1993-1994)

ZAÏRE

Capitale : Kinshasa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

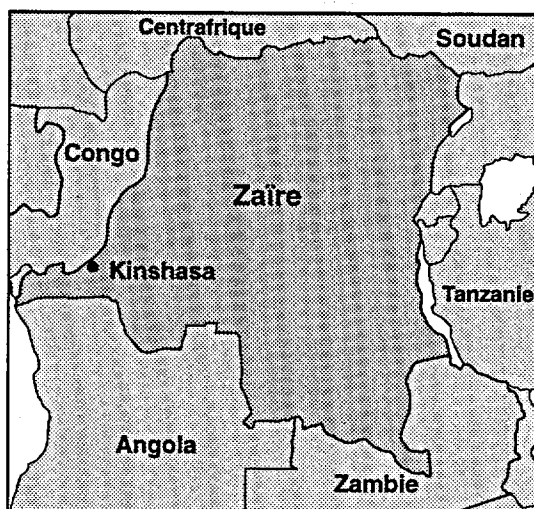
Superficie
2 345 410 km²

Population
42,7 millions (est. 1994)

Taux de croissance de la population
3,2% (1990-1995)

Principales langues
Français (officielle), lingala, swahili, kingwana, kikongo, tshiluba

Principaux groupes religieux
Catholiques romains (50 %), protestants (20 %), kimbanguistes (30 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système politique
République

Dirigeants
Le Président Mobutu Sese Seko

Le Premier Ministre Joseph Kengo Wa Dondo

Ministre des Affaires étrangères
M. Lunda Balulu

Institutions démocratiques
Haut-Conseil de la République (Parlement de transition)

Indice du développement humain de l'ONU
Le Zaïre se classe 143^e parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Denis Grégoire de Blois
Chef du Bureau canadien
a/s Ambassade des États-Unis
310, avenue des Aviateurs,
Kinshasa, Zaïre

Téléphone : (011-243-12) 21 532
Télécopieur : (011-243-88) 43 805

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
8,1 milliards \$ US (est. 1993)

Taux de croissance du PIB
2,5 % (1985-1993)

PIB par habitant
240 \$ US (1993)

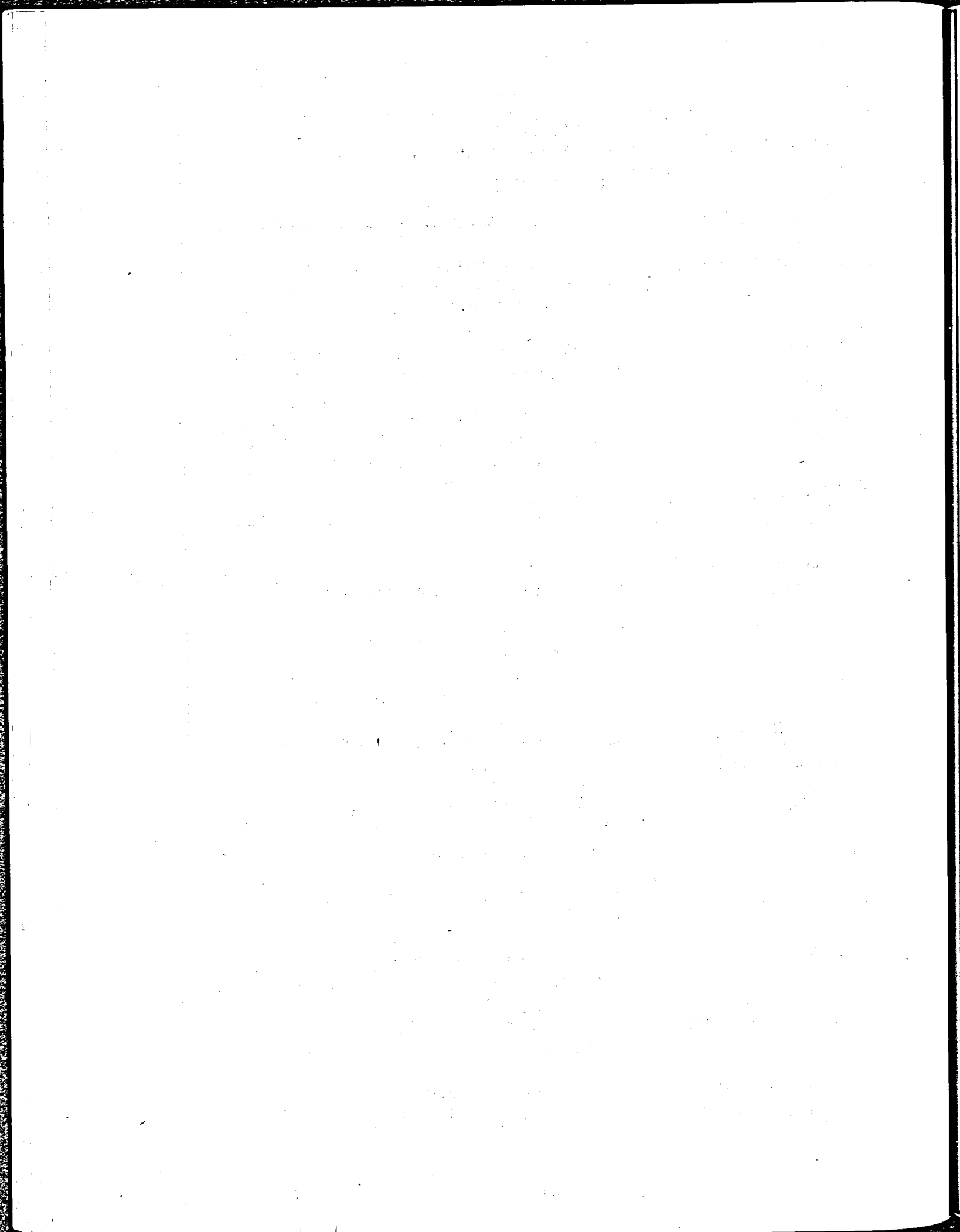
Principales exportations
Cuivre, café, diamants, cobalt, pétrole

Principales importations
Articles de consommation, équipements miniers et de transport

Principales exportations au Canada
22,69 millions \$ (1994), en pierres précieuses et semi-précieuses

Principales importations du Canada
6,96 million \$ (1994), en tissus, produits végétaux, papier et carton, produits de plastique

Aide bilatérale du Canada
2,51 millions \$ (1993-1994)



Calendrier des principaux événements depuis le Sommet de Maurice

| | |
|---------------------|--|
| 16-18 octobre 1993 | PORT-LOUIS (Maurice) : Sommet de Maurice |
| 17-21 janvier 1994 | VICTORIA (Seychelles) : Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports (CONFEJES) |
| 20 mars 1994 | OTTAWA (Canada) : Journée internationale de la Francophonie |
| 24-26 avril 1994 | OTTAWA (Canada) : Visite du Secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), M. Jean-Louis Roy |
| 7-10 juin 1994 | BRUXELLES (Belgique) : Réunion de la CONFEJES |
| 27 juin 1994 | YAOUNDÉ (Cameroun) : Conférence des ministres de l'Éducation nationale (CONFEMEN) |
| 28 juin 1994 | OTTAWA (Canada) : Visite du ministre d'État du Bénin, M. Vieyra |
| 5-18 juillet 1994 | PARIS (France) : Jeux de la Francophonie |
| 12-22 juillet 1994 | NOUVEAU-BRUNSWICK (Canada) : Congrès mondial des Acadiens |
| 14 octobre 1994 | PARIS (France) : Conférence ministérielle de la CONFEJES et réunion du Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF) |
| 17-21 octobre 1994 | OTTAWA (Canada) : Visite du Président du Bénin, M. Nicéphore Soglo |
| 24-26 octobre 1994 | PARIS (France) : Forum des Organisations internationales non gouvernementales (OING) |
| 14-15 novembre 1994 | NAMUR (Belgique) : Conférence des Ministres de TV5 |
| 8-10 décembre 1994 | OUAGADOUGOU (Burkina Faso) : Conférence ministérielle de la Francophonie |

1995

- 23-28 janvier 1995 COTONOU (Bénin) : Conférence ministérielle de la CONFEJES
- 16-17 mars 1995 OTTAWA (Canada) : Visite du Secrétaire général de la CONFEJES, M. N'Diaye
- 20 mars 1995 OTTAWA (Canada) : Journée internationale de la Francophonie et 25^e anniversaire de l'Agence de coopération culturelle et technique
- 30 mars 1995 PARIS (France) : Conférence ministérielle spéciale sur les institutions francophones
- 12-16 juin 1995 OTTAWA (Canada) : Visite du Président du Conseil permanent de la Francophonie, M. Émile Derlin Zinsou
- 9-12 juin 1995 QUÉBEC (Canada) : 21^e Assemblée annuelle de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF)
- 10-11 septembre 1995 OTTAWA (Canada) : Visite de M^{me} Margie Sudre, Secrétaire d'État chargée de la Francophonie dans le gouvernement français
- 19-22 septembre 1995 OTTAWA (Canada) : Rencontre francophone sur la prévention des conflits
- 14-16 octobre 1995 QUÉBEC (Canada) : Conférence ministérielle de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- 30 octobre -
1er novembre 1995 LE CAIRE (Égypte) : Conférence des ministres de la Justice de la Francophonie
- 10-11 novembre 1995 COTONOU (Bénin) : Conférence des ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- 29-30 novembre 1995 COTONOU (Bénin) : 3^e Conférence ministérielle de la Francophonie.
- 2-4 décembre 1995 COTONOU (Bénin) : Sixième Sommet de la Francophonie

Déclaration de Maurice

La scène internationale a connu, ces dernières années, de profonds bouleversements qui ont conduit à la fin de la confrontation Est-Ouest.

Cette situation est porteuse d'espoir, à raison des attentes qu'elle suscite pour l'instauration d'un nouvel ordre mondial. Elle a facilité, au Cambodge notamment, la résolution de graves conflits régionaux; elle a permis de faire avancer le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud; elle a rendu possible la reconnaissance mutuelle et historique d'Israël et de l'OLP.

Malgré les avancées de la démocratie dans le monde, cette situation inspire cependant de profondes inquiétudes et continue à faire peser de graves menaces tant sur la sécurité internationale que sur la sécurité interne des États, en raison de la renaissance des nationalismes exacerbés, des extrémismes politiques et religieux, facteurs d'affrontements armés, d'une part, des risques accrus de prolifération nucléaire, d'autre part.

Au plan économique, malgré l'existence de quelques zones de croissance, le monde est en proie à une crise générale aux conséquences sociales douloureuses pour les populations, l'augmentation inquiétante du chômage, l'aggravation des inégalités et l'extension de la pauvreté.

Au Sud, en Afrique en particulier, la crise est encore plus dramatique, en raison d'une part de la chute continue des prix des produits de base et d'autre part de la nécessité de concilier de sévères plans d'ajustement structurel avec l'indispensable prise en compte des besoins de la population.

Nous, chefs d'États, de gouvernement et de délégation des pays ayant le français en partage,

RÉUNIS

à Maurice afin d'affirmer à nouveau notre solidarité et d'approfondir notre engagement de contribuer à façonner ensemble un avenir meilleur pour nos citoyens et pour la communauté internationale,

CONSTATANT

que dans le nouveau contexte international, le multilatéralisme se révèle un outil irremplaçable pour tenter de résoudre les problèmes qui se posent à la communauté internationale,

RENDONS

hommage au rôle historique joué par les Nations unies, à l'action menée par ses forces pour le maintien de la paix et réitérons notre soutien entier au secrétaire général des Nations unies pour la mise en oeuvre de son Agenda pour la paix et de son Calendrier pour le développement,

sur la base du respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États,

AFFIRMONS

en raison de ce regain d'intérêt pour la multilatéralité, la nécessité de faire entendre la voix de la Francophonie dans les grands débats internationaux et de contribuer au respect de la diversité culturelle et linguistique, historique, économique et sociale, facteur d'enrichissement pour l'humanité,

RAPPELONS

que la Francophonie est un espace de dialogue, de coopération et de partenariat dans le plus profond respect de sa diversité. Son unité se fonde sur une communauté de valeurs et de langue, consacrée à la promotion de la paix, de la justice, de la sécurité, de la solidarité, de la démocratie ainsi qu'au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui sont universels et inaliénables,

SOUTENONS

les efforts courageux de nombreux pays du Sud dans leur volonté de parvenir à un système économique juste qui libère les énergies et les initiatives,

APPELONS

la communauté internationale à soutenir davantage les efforts entrepris par les pays du Sud en facilitant la création d'un cadre économique propice,

APPUYONS

le processus d'intégration régionale, qui constitue une des réponses à l'étroitesse des marchés nationaux,

PRENONS

l'engagement d'accroître notre action de coopération dans les domaines d'intervention définis par les Sommets,

DÉCIDONS

de renforcer la concertation francophone au plan international,

CONDAMNONS

le terrorisme sous toutes ses formes,

PROCLAMONS

notre détermination à lutter contre toutes les formes de discrimination, d'exclusion et d'intolérance fondées entre autres sur la race, le sexe, la langue et la religion,

DÉCLARONS

notre volonté de poursuivre le renforcement de l'État de droit et de soutenir la démocratisation de la société politique et civile, conditions du développement durable.

Notes

Notes

Notes

CA1
EA
95C57
EXF
DOCS

.b2726300 (E)
.b2726312 (F)

Cotonou Summit

**Sixth Conference
of Heads of State and Government
of Countries Using
French as a Common Language**

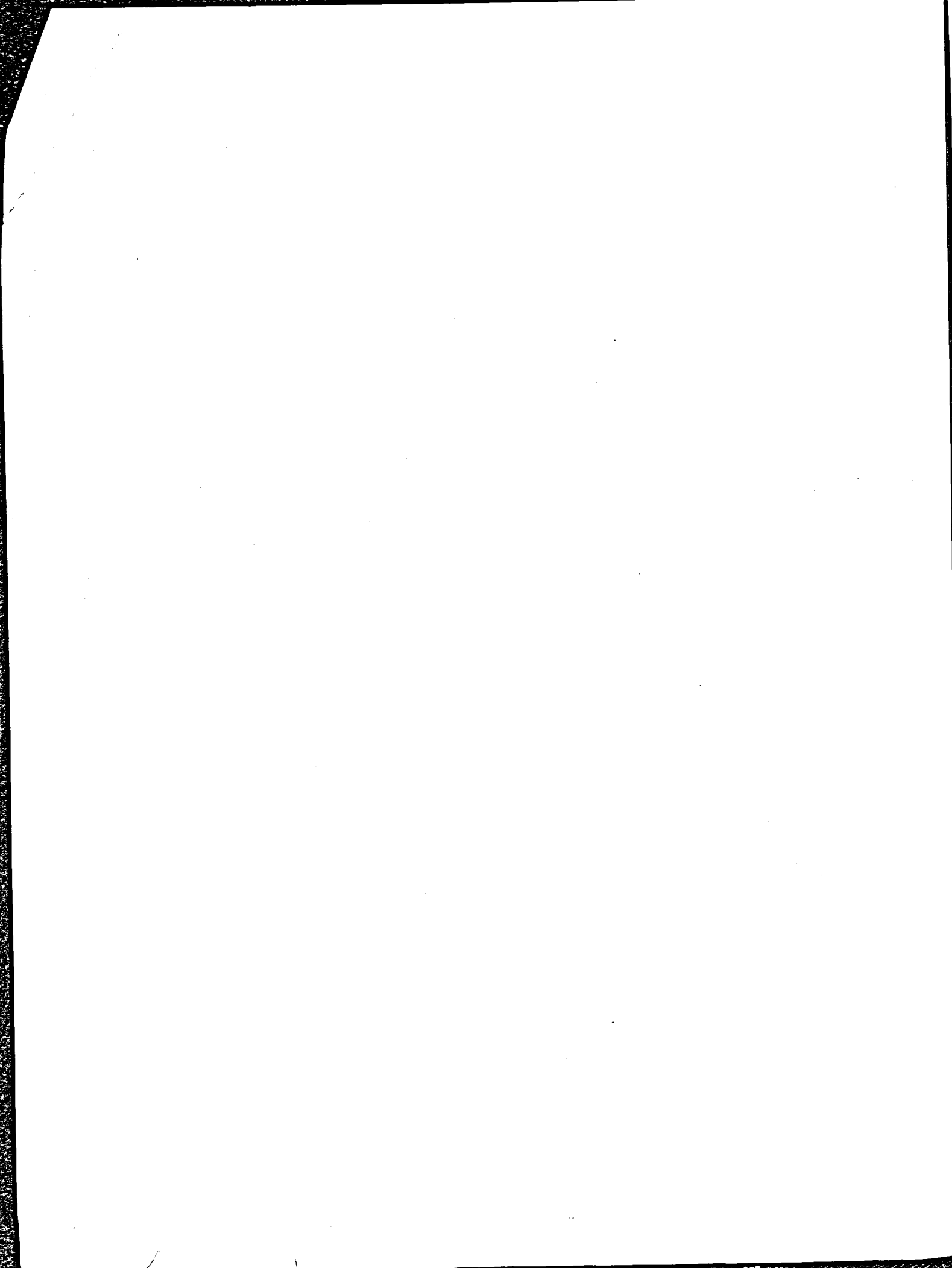
Cotonou, Benin

December 2-4, 1995

Background Information



CANADA



43-275-0311(F)
. 62 7263/2

Cotonou Summit

Sixth Conference
of Heads of State and Government
of Countries Using
French as a Common Language

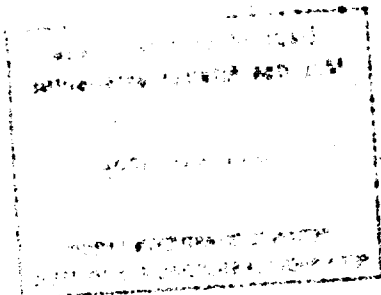
Cotonou, Benin

December 2-4, 1995

43.275.0306d

Background Information

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
JAN 15 1996
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE



Printed on
recycled paper



Imprimé sur du
papier recyclé



Foreign Affairs and
International Trade Canada

Affaires étrangères et
Commerce extérieur Canada



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

Biographies

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 7

André Ouellet, Minister of Foreign Affairs 8

General Information

Historical Background 11

Francophone Summits 13

Examples of Francophone Institutions 15

25th Anniversary of the Agency for Cultural and Technical Co-operation 18

Achievements following the Mauritius Summit 19

Overview of Canada's Objectives 23

Conflict Prevention and the Francophonie 25

Views on the Information Highway and the Francophonie 27

Canadian Contributions to Francophone Institutions 29

Canadian Official Development Assistance for the
Countries and Institutions of the Francophonie 30

Canadian Official Development Assistance in the
Countries of the Francophonie (1993-94) 37

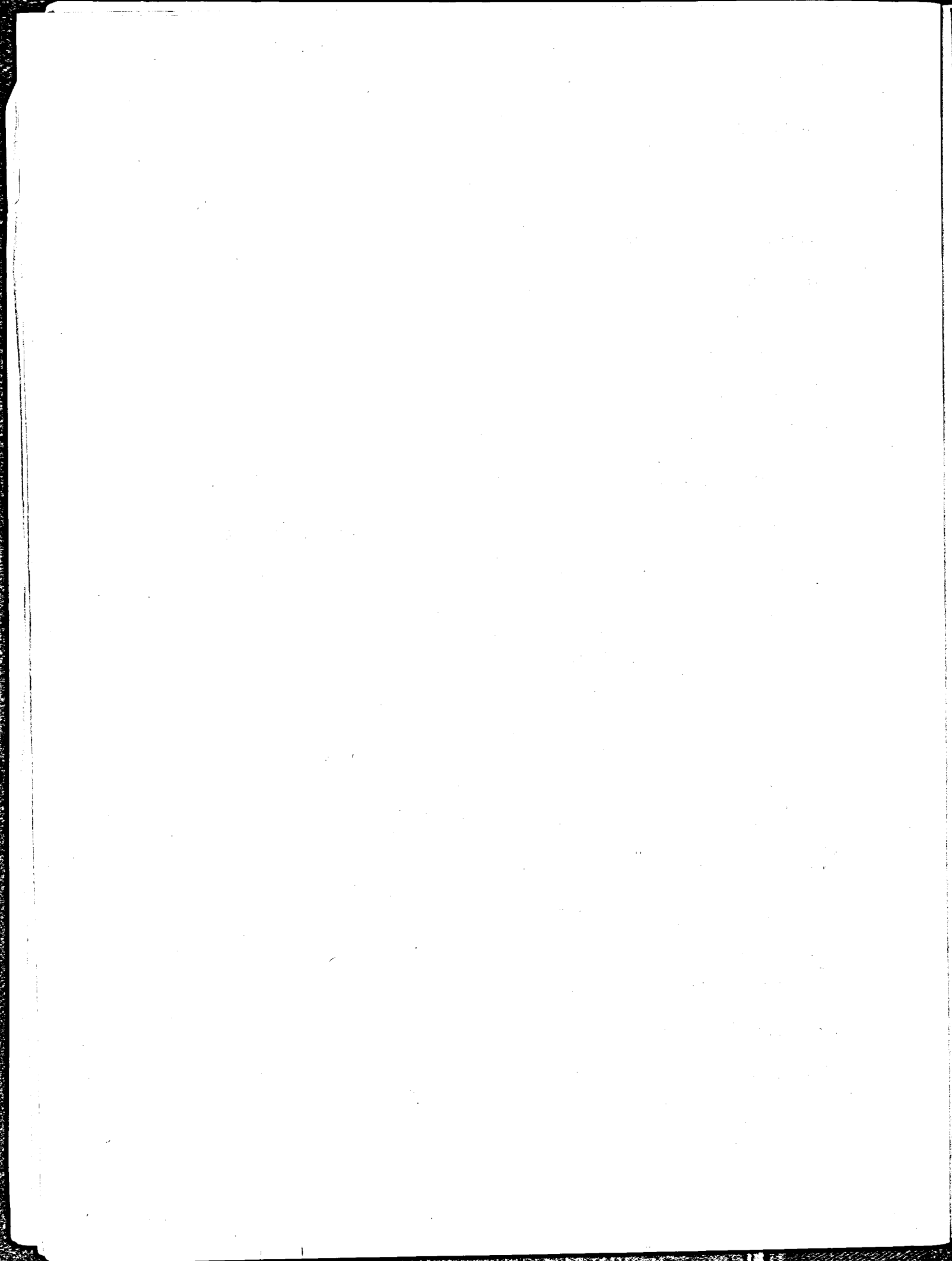
Members of the Francophonie 39

Canada's Partners in the Francophonie

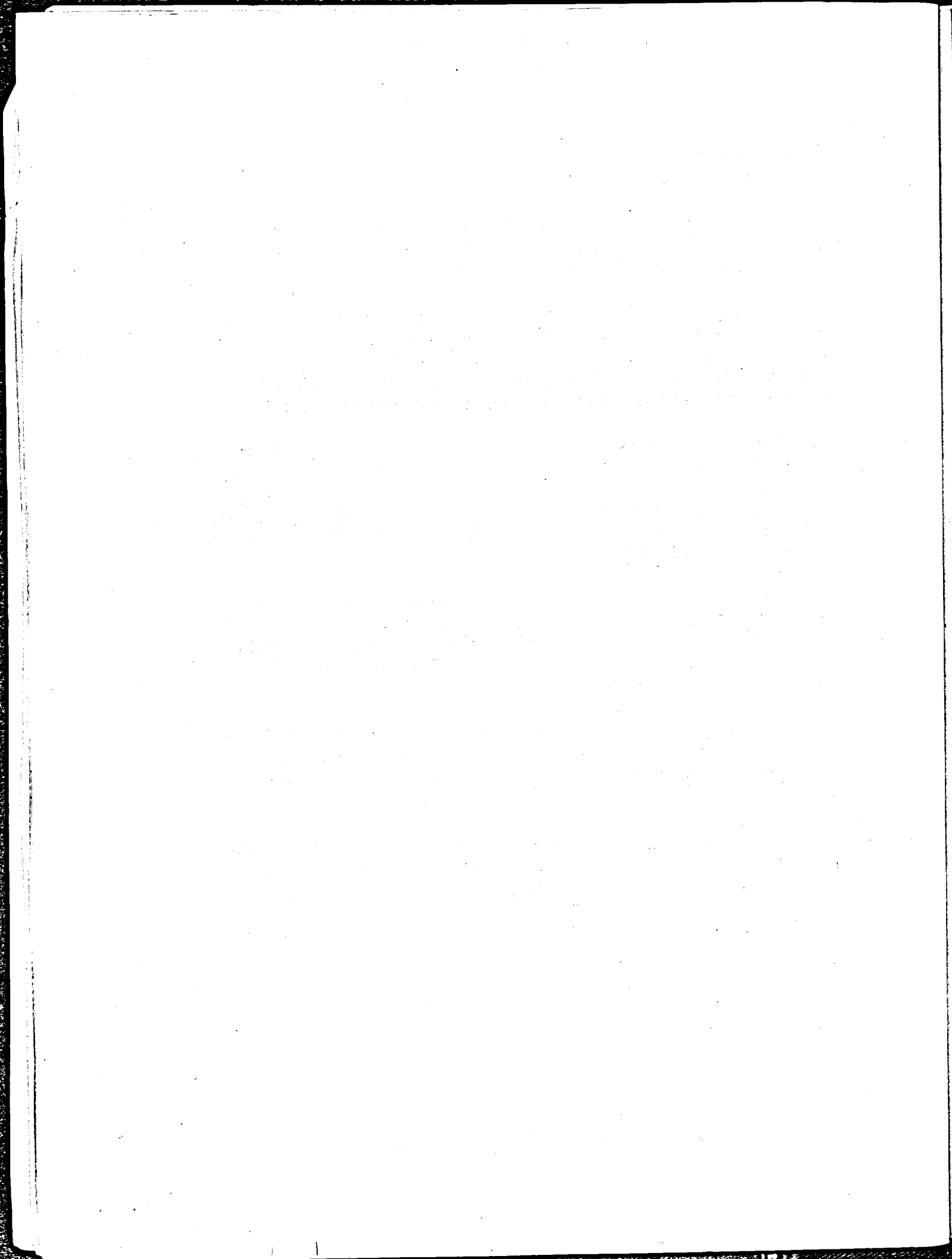
Fact sheets in alphabetic order 43

Main Events since the Mauritius Summit 89

Mauritius Declaration 91



Biographies



Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm, and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967 he became Minister of State attached to the Minister of Finance, and in 1968 he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios during that period, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976; and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in June 1984.

Following the election of September 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics and, from 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corporation.

Four years later, Mr. Chrétien returned to politics. On June 23, 1990, he was elected Leader of the Liberal Party of Canada. He was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition in December 1990.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the riding of Saint-Maurice on Oct. 25, 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

André Ouellet
Minister of Foreign Affairs

Born in St-Pascal, Quebec, on April 6, 1939, André Ouellet graduated from the University of Ottawa and the University of Sherbrooke faculty of law. He has been a member of Parliament since 1967, representing the constituency of Papineau-Saint-Michel, Quebec. He has held a number of cabinet positions.

Mr. Ouellet has served as Postmaster General, President of the Privy Council, Government House Leader, Minister of Consumer and Corporate Affairs, Minister of State (Urban Affairs), Minister of Public Works, Minister of Labour and Minister of State (Regional Economic Development).

He has also served as minister responsible for various Crown corporations, including the Canada Mortgage and Housing Corporation, the Metric Commission and the Standards Council of Canada.

Mr. Ouellet was appointed the official critic for transport in 1985, official critic for external affairs in 1988 and official critic for federal-provincial relations in 1990. Between 1990 and 1992, he sat on a Quebec legislative commission and two parliamentary committees on Canada's constitution: the Bélanger-Campeau Commission, and the Beaudoin-Edwards and Beaudoin-Dobbie committees.

He was chair of the Quebec Liberal caucus in 1968, chief political organizer of the federal Liberal party in Quebec from 1977 to 1984, and co-chair of the National Liberal Campaign Committee in 1992.

Mr. Ouellet married Edith Pagé in 1965. They have four children.

General Information

Faint, illegible text, possibly bleed-through from the reverse side of the page.

Historical Background

The Francophonie is a community of peoples who are partially or wholly French speaking. It can also be described as an institutional gathering of organizations and associations, both governmental and private sector, that are involved in dialogue and co-operation using French as their language of communication.

Canada's Involvement

Recognizing the importance of the French fact at home and abroad, Canada became associated with the Francophonie from its beginnings and helped create and develop many of its institutions. Canada was one of the founding members of the Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACCT) in Niamey, Niger, in 1970, and has played an influential, effective role in it ever since. In fact, Jean-Marc Léger, a Quebec journalist, was the agency's first secretary-general.

The Francophonie has rapidly become an integral part of Canadian foreign policy. The federal government has continually encouraged provinces with a francophone majority, or a substantial francophone minority, to become equally involved in the Francophonie, for the benefit of all Canadians.

Institutions

Canada has maintained a strong presence over the years, as the community of francophone countries established various mechanisms and structures of exchange and dialogue.

The ACCT continues to be the keystone of the Francophonie. It promotes mutual co-operation in education, culture, science and technology, in the interest of forming closer ties through the use of the French language. The ACCT aims to create a new North-South solidarity and spread knowledge about the various francophone cultures. Its current secretary-general is Jean-Louis Roy, a Canadian from Quebec.

During the 1960s, two permanent ministerial conferences — one on education, the other on youth and sports — were created to contribute to the socio-economic development of the member countries.

The Francophone Games, along with cultural events, are held about every four years. The third Games are to take place in Africa in 1997. Canada shows support by providing annual or one-time subsidies and by loaning staff to several professional and educational organizations, both para-governmental and private sector.

Summits

The Francophonie has been revitalized by the regular meeting of member countries' heads of state and government since 1986. These summits give participants an opportunity to speak openly about the international issues that concern them and to mobilize the resources needed to support priorities.

Canada distinguished itself during the fourth summit, held at Chaillot, France, in 1991, when it proposed the creation of a human rights unit and emphasized the need to link international aid to respect for democratic principles and fundamental rights.

Provincial Participation

The federal government has looked for creative ways to make sure that provinces can participate fully in the activities of the Francophonie. For one, the status of "participating government" was given to Quebec and New Brunswick, so that all three governments could play active and distinct roles in the ACCT. Ontario and Manitoba, on the other hand, are involved as part of the Canadian delegation. Provincial participation sometimes involves a provincial minister being named head of the Canadian delegation and speaking on behalf of Canada. This happens, for instance, at the ministerial conferences on education and on youth and sports. This openness has made it possible for Quebec and New Brunswick to attend the summits and participate fully in the co-operation area. Although the federal government takes the lead in the political and economic areas, Quebec and New Brunswick have "interested observer" status.

Canada: An Integral Part of the Francophonie

Canada plays a key role in the Francophonie, a role that makes clear its commitment to promote French language and culture both at home and abroad. This role includes serving the interests of all Canadians by encouraging reconciliation and solidarity among the countries using French as a common language.

Francophone Summits

An invitation from French President François Mitterrand to meet in Paris in 1986 brought together, for the first time, the heads of state and government of countries using French as a common language. This conference, which went on to be held every two years, was called a summit because the participating countries were represented at the highest level.

The Paris Summit

Feb. 17-19, 1986

The first francophone summit saw 41 countries and governments represented. This long-awaited meeting of leaders began at the Palace of Versailles and was designed to lay a foundation based on solidarity among all the countries in which French is used.

The Quebec City Summit

Sept. 2-4, 1987

Forty countries and governments responded to the invitation extended jointly by Canada, Quebec and New Brunswick. This second summit led to a better understanding and a more effective pooling of experiences in all areas of activity among the people of the large francophone family.

The Dakar Summit

May 24-26, 1989

Held in the capital of Senegal on the invitation of President Abdou Diouf, the Dakar Summit brought together the heads of state and government of 41 countries. The participants stressed the essential role of education and training within the French-speaking community.

The Chaillot Summit

Nov. 19-21, 1991

This fourth meeting of heads of state and government of countries using French as a common language was one of "maturity and expansion," in the words of its host, President Mitterrand. Nearly 50 countries and governments established new institutions and confirmed the Agency for Cultural and Technical Co-operation in its operative role and as Secretariat of the Francophonie at large.

The Mauritius Summit
Oct. 16-18, 1993

At their fifth meeting, the heads of state and government of the francophone community decided to change the name of their summits to Conference of Heads of State and Government of Countries Using French as a Common Language. The Mauritius Summit saw the Francophonie enriched by the addition of two new countries, Romania and Bulgaria. The economy was recognized as an essential element of culture, and the parameters for economic co-operation within the francophone community were established.

Examples of Francophone Institutions

Over the years, the Francophone community has developed various structures and mechanisms for exchange, co-operation and management. In each case, Canadians continue to play an active role.

Standing Ministerial Conferences

Conference of National Education Ministers (CONFEMEN)

Since its founding in 1960, CONFEMEN has aimed to link education to the economic and social development of its member countries and to share the results of experiments, particularly through action programs. The Canadian delegation to CONFEMEN meetings normally includes representatives of four provinces: Quebec, New Brunswick, Ontario and Manitoba.

Canada also maintains contact with the African and Malagasy Council on Higher Education (CAMES) in Ouagadougou, Burkina Faso. CAMES is a special agency of CONFEMEN.

Conference of Youth and Sports Ministers (CONFESJES)

CONFESJES was created in 1969 by the Francophonie's participants, who had a common wish to establish a policy to promote and protect youth. CONFESJES now includes 26 countries. For several years, the organization has focused on training instructors and group leaders through a major annual program. The Canadian delegation to CONFESJES includes representatives of Quebec, New Brunswick, Ontario and Manitoba.

The heads of state and government of the Francophonie established the Francophone Games when they met in Quebec City in September 1987 for their second summit. CONFESJES was put in charge of the Games, to be held every four years. It, in turn, created an organizing body, the International Committee for the Francophone Games.

The Games were first held in Morocco in the summer of 1989 and were considered successful despite the short time available to organize them. Athletes and artists from 39 countries set 40 national athletic records and produced original and noteworthy artistic works, showing the Francophonie to be dynamic, rich in talent and full of promise.

The second Francophone Games were held in France in 1994. Although delayed by a year, they were a success. More than 2,700 athletes and artists from 45 delegations took part in these athletic and cultural competitions, setting 21 athletic records. The next Games will take place in Africa in 1997.

Non-governmental Organizations

Most associations of the Francophonie were created to meet common goals or are groups of professionals. The involvement of these organizations in a wide variety of fields and many programs and activities is a particularly important dimension of the Francophonie, giving it an even more dynamic character and taking it well beyond the government sector.

The federal government supports several associations that are either Canadian in origin or involve significant Canadian participation. This support consists of annual or one-time subsidies; contributions to congresses, symposiums or seminars; and the services of personnel loaned by the Office of the Federal Co-ordinator for the Francophonie.

At a time when co-operation among peoples and cultures is rapidly increasing, international non-governmental organizations are becoming more important. Such contributions are intended to provide tangible encouragement to the various groups of Canadians actively involved in international affairs.

International Association of French-Speaking Parliamentarians (AIPLF)

The International Association of French-Speaking Parliamentarians (AIPLF) was formed in Luxembourg in 1967, in response to the efforts by countries, including Canada, to expand the influence of the Francophonie. Today, 36 parliaments are represented in the AIPLF. Quebec, New Brunswick and Ontario are autonomous sections with equivalent standing to Canada. From its inception and until 1990, the president of the association was a Canadian.

The goal of the AIPLF is to strengthen the solidarity created by the common use of French and establish a cultural dialogue among parliamentarians by examining cultural, economic and social issues of common interest.

Association of Partially or Wholly French-Language Universities (AUPELF)

The Association of Partially or Wholly French-Language Universities (AUPELF) was founded on the initiative of Quebec journalist Jean-Marc Léger and has its headquarters in Montreal. The majority of francophone universities are members of the association. By promoting exchanges and co-operation, it contributes to the development of university teaching, research and management. With the support of governments such as Canada, AUPELF has established the International Fund for University Co-operation (FICU).

At the Quebec Summit, AUPELF was asked to establish the University of French-Language Networks (UREF), an open university that consolidates the research and operational capacities of francophone universities.

AUPELF-UREF, which is the francophone agency for higher education and research, is the only agency in the francophone world set up to develop a response to current scientific challenges.

Aware that the francophone scientific world and the field of research in the French language are in a precarious situation, both in countries of the North and the South, the heads of state and government who met at the Mauritius Summit in October 1993 decided to set up the Francophone Research Fund to revitalize research and to respond to the needs of francophone countries.

The Canadian government reaffirmed its support for AUPELF-UREF at the Mauritius Summit. It is confident that this program can take up the challenge of advancing scientific research in French.

Associations

Francophone associations were based first on the corporate model and then streamlined to coincide with professional interests: the Institute of Freedom of Expression in French (IDEF); the International Union of French-Language Journalism (UIJPLF); the International Association of French-Speaking Physicians (AMMF); Richelieu International; the International Council of French-Language Radio and Television (CIRTEF); the International Association of Francophone Mayors (AIMF); and the International Federation of Professors of French (FIPF).

These networks of conferences, organizations, and associations together form an important vehicle of co-operation within the ACCT's Consultative Council.

25th Anniversary of the Agency for Cultural and Technical Co-operation

The Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACCT), is celebrating the 25th anniversary of its creation at the signing of the Niamey Treaty in Niger on March 20, 1970. The treaty brought together 21 countries using French as a common language for the purpose of building a better, more integrated world through the ACCT.

Commonly known as the agency, the ACCT now includes 44 countries and governments (including Canada, with member status, and Quebec and New Brunswick, with participating-government status). The ACCT seeks to achieve mutual co-operation among its members in major areas like sustainable development. Over the years, the agency has become the cornerstone of the Francophonie multilaterally.

Without taking the place of existing methods of co-operation, the agency aims to be the channel for a new solidarity between industrialized and developing countries. The ACCT also helps member countries to promote and spread their cultures; and it fosters better understanding between the peoples of these countries.

The Secretary-General of the ACCT is Jean-Louis Roy, a Canadian from Quebec. Mr. Roy was elected for four years in December 1989 and renewed for a second term at the Bamako ministerial conference in Mali in December 1993.

To celebrate the agency's 25th anniversary and to honor the Francophonie world wide, several celebrations and exhibitions have been held in all member countries, especially in France, where the ACCT has its headquarters.

On March 20, 1995, the International Day of the Francophonie, Canada's Foreign Affairs Minister André Ouellet, accompanied by ACCT Secretary-General Roy and Canada Post Corporation President Georges Clermont, unveiled the model for the Canadian stamp issued to commemorate the 25th anniversary of the ACCT.

Achievements following the Mauritius Summit

Agriculture

Support for Development of Small and Medium-sized Businesses in Agri-Food

This initiative, which is supported by Agriculture and Agri-food Canada, aims to make available to small and medium-sized businesses in the South the technical services of the Food Research and Development Centre of Saint-Hyacinthe, for production and marketing of local food supplies.

Agri-Food Product Quality Control

With co-operation from the Quebec Food Processors Association, this project is designed to support the efforts of businesses in the South to set up effective quality control systems. Improving the quality of agri-food products supplied by these businesses will make them more acceptable to domestic and foreign markets.

Communications

TV5

TV5 is the international French language television network operating with the joint participation of the governments of Canada, Quebec, France, Switzerland, Belgium and a number of African countries. TV5 beams its programs practically worldwide, allowing 47 million households in Europe, Africa, North America, Latin America and the Caribbean access to French programming based essentially on information, culture and entertainment. The possibility of telecasting TV5 in Asia and the United States is currently under consideration.

Canadian programs make up about 20 per cent of TV5 programs reaching Europe, Africa and Latin America. European and African programs make up 85 per cent of the programs reaching the six million people who watch TV5 Quebec-Canada. TV5 is therefore a vital tool for multilateral co-operation and a preferred means of communications between nations with the French language in common.

Marketplace for African Performing Acts (MASA)

Canada, through Canadian Heritage, participates in several projects focusing on culture and communications in the Francophonie. These activities aim to support major programs of the Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACCT). For example, Canadian Heritage encouraged Canadian buyers of theatrical performances to participate in the Marketplace for African

Performing Arts (MASA), organised by the ACCT in 1993 and 1995. MASA, held in Côte d'Ivoire, attracted many Canadian buyers, who were able to assess the export potential of the African cultural market.

Human Rights and Democratic Development

At the Chaillot Summit, Canada proposed establishing a program promoting human rights and democratic development. The aim was to follow up on the Chaillot Declaration on Democracy and Development by taking action in three essential and connected areas: documentation and information, support for the electoral process, and development sessions for major players in democratic development.

Documentation and Information

The International Data Bank on Francophone States (BIEF) undertook research for a bibliography on human rights. Using UN databases and catalogues of publications placed in Canadian libraries under legal deposit rules, researchers found 10,000 French titles. Their bibliography will soon be published by the UN and will also be available on CD-ROM. In addition, a bibliography on human rights in francophone countries will be included in a catalogue currently being transferred to CD-ROM by BIEF.

Support for the Electoral Process

Francophone countries, acting in accordance with the guidelines they adopted in October 1992, have responded to many requests from countries for missions to plan and observe elections. Since the Mauritius Summit in October 1993, these missions have been sent to seven francophone countries: Comoros, Equatorial Guinea, Gabon (two missions), Togo, Benin, Niger and Guinea.

Development Sessions

Development sessions have been organized for various players in the democratic process: parliamentarians, journalists, non-governmental organizations, police forces and unions.

This involved continuing the actions launched following the Chaillot Summit in November 1991 in the form of development sessions lasting for three to five weeks. The organizations responsible for the sessions were: the Canadian section of the International Association of French-Speaking Parliamentarians (AIPLF), for parliamentarians; the Canadian Broadcasting Corporation, for journalists; the Canadian Human Rights Foundation, for NGOs; the International Centre for Crime Prevention, for police forces; and the Quebec Labour Federation (FTTQ), for unions.

The goals were to provide major players in the democratic process with opportunities for development; to address issues concerning their professions; to create networks; and to encourage the establishment of special training programs in their countries to continue and increase the benefits gained from the development sessions.

Network of Centres for Legal Aid and Advice for Women in Countries of the Francophonie

This project was launched by Canada at the Chaillot Summit and is implemented by the Department of Justice Canada. It aims to help women obtain legal and social equality. The first three centres opened in Benin and Cameroon and were followed by centres in five other countries. The network was applauded at the non-governmental organization forum at the Fourth United Nations World Conference on Women, held in Beijing in September 1995.

In most cases, the centres are able to help women attain legal and social equality by talking to citizen groups; through publications, public education tools, legal advice, representation in the courts, visits to penitentiaries; and by condemning violent acts.

The network was developed and has acquired equipment through funding by Canada, a contribution by Switzerland, and support from the Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACCT).

Conference of Justice Ministers of the Francophonie

The Conference of Justice Ministers of the Francophonie, held in Cairo from Oct. 30 to Nov. 1, 1995, was important for the future of legal and judicial co-operation in the francophone world. The ministers of justice agreed to a declaration and an action plan, the *Déclaration de Caire* and the *Plan d'action*. The two documents describe policies for legal and judicial co-operation in the coming years.

Education and Training

International Seminar on Distance Learning, Conakry, Sept. 18-22, 1995

Since the proposal to establish the International Francophone Consortium for Distance Learning (CIFIAD) was made at the Quebec City Summit in 1987, distance learning is now a reality and an integral part of the overall supply of education and training in francophone countries. It is believed that meeting the challenge of education and training in these countries would be impossible without distance learning and the support of CIFIAD. Traditional methods are not enough.

The importance of this tool to the Francophonie was evident at the International Seminar on Distance Learning in Conarkry when participants established the Francophone Africa Association for Distance Learning (ASAFFAD).

International Data Bank on Francophone States

The creation of the International Data Bank on Francophone States (BIEF) was supported by Canada at the first francophone summit (Paris 1986) and since 1991 has been a decentralized program of the ACCT, administered and managed by Canadian Heritage. Developed primarily as a bibliographical database listing documents on all member states of the Francophonie, the BIEF quickly expanded to become a network of human, documentary and technological resources focussing on communication, liaison, and transfer of information and documentation.

The BIEF is involved in organizing, modernizing and consolidating national information and documentation policies and systems in the countries of the South and the East. It also contributes to developing professional and technical personnel in leading-edge technologies; and it participates in organizing and conserving heritage documents and national corporate memories.

North-South Co-publishing, Co-production and Partnership Program

Under the sponsorship of the National Association of Book Publishers, this program has made it possible to carry out exploratory work for co-publishing, co-productions and partnerships between publishers in the countries of the South and the North.

Environment

Francophone Network of River and Lake Ecosystem Managers

The goal of this project, which was carried out by Environment Canada's St. Lawrence Centre, was to facilitate exchanges of information and experience among agencies and managers responsible for management of river and lake ecosystems in the ACCT member states. The project also established training programs to meet the needs of managers working in national, regional and international organizations.

Overview of Canada's Objectives

Background

At its previous summits, in particular the Dakar Summit of 1989 and the Chaillot Summit of 1991, the Francophonie took specific steps to begin promoting democracy among its members, strengthening the constitutional state and advocating human rights. The purpose was to make the Francophonie more politically active, like the Organization of American States, the Commonwealth and other forums.

To adjust to this new reality, the Francophonie began a major overhaul of its institutions, making the permanent council responsible for day-to-day management of its activities. At the same time, it gave the president of this council the role of spokesman and orchestrator of the Francophonie, in conjunction with the Secretary-General of the Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACCT).

The Francophonie, whose summits began taking place in 1986, has taken on a major program of co-operation in various fields, namely education and training, culture and language, communications, sustainable development, legal and judicial co-operation, and economic promotion.

Today the Francophonie has some significant achievements to its credit, due to the efforts of the ACCT, its keynote agency; the AUPELF-UREF, its specialized agency for higher education and research; TV5, the international television network; and Alexandria University.

Objectives

At Cotonou as the result of a Canadian initiative, the Francophonie will extend its political action by becoming involved in conflict prevention. It will not create a mechanism for intervention, thus duplicating the efforts of the United Nations and the Organization of African Unity. Rather it will complement the work of other partners, seeking peaceful solutions to crises and conflicts among its members. This could take the form of good offices missions and special programs to support the democratic institutions of countries in difficulty.

The Cotonou Summit will also extend the institutional reform begun at Chaillot by adopting the principle of having an elected secretary-general of the Francophonie to give a political voice to the francophone community.

To spread the influence of the francophone world, the Cotonou Summit will extend TV5 broadcasting to Asia and the United States; become a part of the electronic highway; continue its major higher education and scientific research program; and adopt an ambitious program in culture and language, training, and development.

Conflict Prevention and the Francophonie

The Canadian Approach

At the ministerial meeting in Ouagadougou, Burkina Faso, in December 1994, Canada invited the Francophonie to an international meeting on conflict prevention.

At that meeting, which took place in Ottawa last September, participants learned that the Francophonie is already working to prevent conflict and build peace through programs of the Agency for Cultural and Technical Cooperation and the International Association of French-Speaking Parliamentarians. Foremost among the activities are promotion of democratic practices and strengthening the constitutional state.

The recent crises in Rwanda and Burundi, among others, have once again highlighted how important it is for the Francophonie to strengthen the ability of its political bodies to react quickly to prevent or resolve conflicts over major international issues. This does not mean developing mechanisms that already exist in other bodies; rather it is a matter of urging the francophone movement to make a greater commitment to combat factors of instability.

In the declaration to be issued at the Cotonou Summit, Canada hopes participants will reaffirm the Chailot and Mauritius summit positions on the indissolubility of democracy, the constitutional state, and fundamental rights. Canada also hopes that the Cotonou Declaration will affirm the importance of stability and peace as key conditions for sustainable development.

As well, Canada will call on the permanent council of the Francophonie to speak out more on security and conflict prevention issues and take moderate action on prevention and resolution of specific situations. Canada will also ask members of the Francophonie to support the Organization of African Unity and other regional organizations that can help resolve conflicts threatening the African continent.

Further to the commitments it made at the Mauritius Summit and the deliberations at the meeting last September in Ottawa, Canada has helped draft a resolution on conflict prevention and international security. It also proposes to take action in support of the Cotonou Declaration and resolution.

In light of the prevailing situation in Burundi, Canada proposes that an informal contact group be established to stimulate consultation and the search for peaceful solutions to that country's problems. Canada also suggests setting up roundtable discussions on regional security, so interested countries can discuss conditions conducive to stability within their own territory and within

neighbouring francophone countries. Discussions could include issues such as protection of minorities, transborder economic migration, demilitarization, social development, and the small-arms trade. In the long term, those discussions could lead to regional arrangements defined by the participating states.

Views on the Information Highway and the Francophonie

The term information highway, or electronic highway, signifies a concept that encompasses an array of information techniques, services, access and interchange. The information highway is characterized by the convergence of support technologies, multi-directional interchange and universal access to information. It is this concept that guides the development of the information and communications technologies and industries which are felt to be the keystone of the new world economy.

The convergence of communications and data processing has transformed the lives of people in all fields, including education, health, work, business and pleasure. Since it eliminates distance and isolation, travellers on the information highway see it as an instrument of development. This is why, at the February 1995 summit on the information society, the ministers of the seven most industrialized countries stressed the need to promote cultural enrichment among their peoples by way of the information highway, encouraging universality, affordability, equity and free access to a wide variety of communications content.

Within the Francophonie, mention has often been made of the need for a means of exchanging and transferring information and knowledge in French. Francophones see an urgent need to establish French as a language of technology, work, training, and professional, scientific and technical information on the electronic networks.

Several principles underlie the establishment of a francophone opening to the world, including generating respect for the plurality of human experience and the diversity of its expression; promoting the democratization of access to information that will enable societies and their citizens to become active participants rather than mere consumers of information products; accelerating development by providing access to such generators as higher education, trade and cultural products.

Given the high stakes involved in the development of information highways for the Francophonie, Canada has decided that it is important to intervene on several fronts by:

- firmly establishing the francophone presence on the information highway;
- providing a world window that displays the Francophonie;
- strengthening the ties between francophones and between their institutions; consolidating the existing francophone networks while allowing them to retain their identity and their own mission; increasing

focal information points in all the francophone countries; setting up a widespread, compact structure that reinforces local network ties with regional and international networks;

- creating, disseminating and promoting francophone information content in such areas as culture, education and health by using world-wide resources; developing software and services in French and distributing them to the communities of the North and the South;
- supporting the development and providing assistance to companies in the information industry through interchange, training, and research and development incentives;
- giving access to the largest number of people by seeking to reduce user costs.

These measures could be implemented by taking advantage of the massive investments that are available throughout the world at the present time.

Canada believes it is desirable to form ties with other linguistic communities so that not only French but other national languages can establish themselves and blossom on the information highways. The generation of data in national languages will have a much greater chance of succeeding to break the monopoly of English if other communities involve themselves in similar efforts.

Moreover, French should be established more strongly in diplomacy so that countries whose small francophone communities wish to establish more diversified relations with members of the Francophonie can do so on the information highways. Such is the case of Vietnam, for instance, and other Southeast Asian and Eastern European countries.

Canadian Contributions to Francophone Institutions

(In Canadian dollars)

| | 1993-94 | 1994-95 | Estimate 1995-96 | Follow-up to Previous Summits |
|---|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------------------------|
| Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACCT) | | | | |
| • Statutory | 9,200,000 | 10,500,000 | 11,355,000 | |
| • Summits | 6,000,000 | 6,000,000 | 5,650,000 | |
| • Special Development Program (PSD) | 1,650,000 | 1,650,000 | 1,480,000 | |
| • Children | 2,000,000 | | | |
| • Support Funds | 500,000 | 500,000 | 300,000 | |
| Conference of Youth and Sports Ministers (CONFESJES) | | | | |
| • Operations * | 40,000 | 49,000 | 50,000 | |
| • Canada Fellowship Program | 500,000 | 500,000 | 412,000 | |
| • Projects | 225,000 | 200,000 | 188,000 | |
| • Co-operants-technical advisers | 100,000 | 100,000 | 100,000 | |
| Conference of National Education Ministers (CONFEMEN) | | | | |
| • Operations | 26,000 | 22,000 | 25,000 | |
| • Program | 160,000 | 100,000 | 300,000 | |
| Association of Partially or Wholly French-Language Universities (AUPELF)* | | | | |
| • Operations | 180,000 | 200,000 | 200,000 | |
| • University of French-Language Networks (UREF) | 900,000 | 900,000 | 700,000 | |
| • International Fund for University Co-operation (FICU) | 650,000 | 610,000 | 520,000 | |
| Promotion Fund* | 360,000 | 372,000 | 342,000 | |
| Summits | 1,750,000 | 2,000,000 | 2,000,000 | |
| Francophone Games* | 425,000 | | 2,300,000 | |
| TV5* | 2,668,000 | 2,771,000 | 3,264,000 | |
| Francophone Fellowships | 8,280,000 | 6,800,000 | 7,000,000 | Paris Summit (1986) |
| International Institute of Scientific Research for Development in Africa (Adiopodoumé, Côte d'Ivoire (IIRSDA)) | 700,000 | | | Quebec Summit (1987) Bilateral |
| Ivorian Economic and Social Research Centre (Abidjan) (CIRES) | 970,000 | 262,000 | 222,000 | Quebec Summit (1987) Bilateral |
| International Council for Research in Agroforestry, project in Western Africa (CIRAF-SALWA) | 1,000,000 | 950,000 | 800,000 | Dakar Summit (1989) Multilateral |
| Immunization Program | 2,550,000 | 2,346,000 | 1,810,000 | Dakar Summit (1989) Partnership |
| Francophone Africa Technology Transfer Institution Building Program (PRIMTAF) | 1,900,000 | 4,600,000 | 4,800,000 | Dakar Summit (1989) Bilateral |
| Total | 42,734,000 | 41,432,000 | 43,818,000 | |

* Contributions other than Official Development Assistance. Note: Various federal departments are in charge of non-ODA projects such as the International Data Bank on Francophone States (BIEF), TV5, and the Energy Network.

Canadian Official Development Assistance for the Countries and Institutions of the Francophonie

Canadian official development assistance to developing member countries of the Francophonie takes various forms: bilateral aid (government to government), multilateral aid (through the United Nations system, the international financial institutions and institutions of the Francophonie), and support for initiatives by non-governmental organizations or Canadian businesses in the countries of the Francophonie.

The purpose of the development aid program, managed mainly by the Canadian International Development Agency, is to support sustainable development in the developing countries in order to reduce poverty and make the world more secure, more equitable and more prosperous. With this in mind, Canadian ODA focuses the available resources on six priority areas: meeting basic human needs; women's participation in the sustainable development of their societies; infrastructure services; human rights, democracy and good government; development of the private sector; and environmental protection.

Bilateral Aid to Africa and the Middle East

Reducing poverty and promoting peace and security are the two main themes of CIDA's programs in Africa and the Middle East. In the fight against poverty, the programs in this region focus on food security and agriculture, poverty, equity between men and women, meeting basic human needs, and developing the private sector and the infrastructure. As for the promotion of peace and security, CIDA emphasizes democratization and human rights advocacy, conflict prevention, environmental protection, the reduction of military expenditures and greater complementarity between humanitarian assistance and sustainable development.

North Africa and the Middle East

Countries in this region that participate in the Francophonie are Egypt, Lebanon, Morocco and Tunisia.

In Egypt, the CIDA program focuses on promoting sustainable management of natural resources and supporting economic and social reform.

One example is the \$13.9 million (1993-99) contribution for a project to protect and improve the Nile River that will help Egypt to reduce the losses arising from water pollution and deterioration of the river bed and banks. The project, carried out by SNC-Lavalin, will enable the Egyptian Ministry of Public Works and Water Resources to carry out strategic research. There are also plans to set up a central laboratory and a program of secure inspection and management, and to support the Nile River Research Institute.

The Women's Initiatives Fund (\$8 million, 1991-98) is helping to improve the socio-economic situation of women entrepreneurs in Upper Egypt by enabling them to get access to bank credit and assistance for management and technological adaptation. Three years into the project, 200 women have established 150 businesses employing 350 women. The project is being carried out by the Foundation for International Training, a Canadian non-governmental organization.

In Lebanon, CIDA's activities, which include a project to reform the public administration and another to reform the tax system, support the government's essential role in the process of national reconstruction and rehabilitation. Bilateral disbursements for Lebanon are close to \$1.5 million per year.

In the countries that form the Maghreb, CIDA emphasizes private sector development and institutional enhancement. Two examples are Morocco and Tunisia.

In Morocco, CIDA relies extensively on Canadian expertise to implement projects involving water, environment and infrastructure; they represent investments of \$25 million (1994-96). Canada invests heavily in projects that affect water, a rare resource in Morocco. The National Potable Water Bureau is CIDA's main partner in this sector; the major project is the construction of a purification and waste-water recycling station jointly with the Canadian company ADS.

In Tunisia, a contribution of \$15 million (1995-2000) to the Canada-Tunisia Institutional Reinforcement Program will help to enhance educational institutions in order that training might be better suited to the job market and to the dynamics of industry. The Association of Universities and Colleges of Canada and the Association of Canadian Community Colleges are managing the project.

West Africa

CIDA has development aid programs in eight of the 11 West African countries that are members of the Francophonie, namely Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinea, Mali, Mauritania, Niger and Senegal.

CIDA's aim here is to reduce poverty by supporting socio-economic change that will more effectively balance population, economy and environment. The priorities include developing the private sector, and urban and regional infrastructures; meeting basic human needs (education, potable water and health); social communications; and management of natural resources, especially fisheries, major river ecosystems and implementation of the convention on desertification.

The CIDA projects favour women's participation in development, the creation of an environment that will help stabilize the population growth rate, regional co-operation and environmental protection.

The Agency is contributing \$2.1 million (1994-99) to, among others, the Women and Economic Activities Project in Benin to improve productivity in the small companies operated by groups of women. The project, created following the Chaillot Summit, was planned and is being managed by the New Brunswick intergovernmental affairs department.

A project for developing democracy and promoting human rights in francophone Africa began in 1993 with a \$6 million budget (1993-96) managed by the Canadian Centre for International Study and Co-operation.

Laval University's International Co-operation Centre for Health and Development was awarded a CIDA contract to manage a \$25.5 million project (1995-2001) to reduce the incidence of HIV in seven West African member countries of the Francophonie.

CIDA has committed \$18 million (1995-2001) to the Canadian organization Canada-Sahel Solidarity that will enable non-governmental organizations to help formulate national plans to fight desertification in Mali, Niger and Burkina Faso.

General Motors of Canada will shortly be providing five locomotives to increase the capacity of the Dakar-Bamako rail line. In addition to giving Mali access to the ocean and increasing regional trade, the \$12 million project (1995-98) will help train employees of the railway network and assist in harmonizing the Malian and Senegalese rail networks.

Central Africa

Central Africa comprises seven members of the Francophonie: Cameroon, Gabon, Equatorial Guinea, Central African Republic, Chad, Congo and Zaire. Canada is involved primarily with Gabon and Cameroon.

In Gabon, CIDA is emphasizing technical co-operation in education, training and institutional support, and economic co-operation in a rural electrification program financed through the CIDA/Export Development Corporation line of credit. The work is managed by the Cegep Saint-Jean, a junior college in Quebec.

In Cameroon, CIDA's priorities focus on support for the private sector and the forestry/environment sector, as well as for democratic development, human rights and good government. A \$4 million fund (1995-2000) in support of activities that reinforce democracy and create an environment conducive to

respect for human rights is administered by a committee composed of representatives from Canada, the Cameroonian government and the National Commission of Human Rights and Freedoms.

East Africa

The East African members of the Francophonie are Burundi, Comoros, Djibouti, Madagascar, Mauritius, Rwanda and Seychelles. Canada is involved mainly in Rwanda.

Canada supports Rwanda's efforts of national reconstruction. In addition to emergency humanitarian aid for refugees and displaced persons, Canadian assistance has made it possible to restore the electrical system in Kigali, the capital. Currently, projects valued at \$21 million (1995-98), encompass primarily social rehabilitation, especially assistance to women and children, and reform of the judicial system. For example, CIDA is helping to fund a training project for judicial personnel in Rwanda, under the auspices of the Agency for Technical and Cultural Co-operation (ACCT).

Pan-African Program

CIDA is also supporting projects for Africa as a whole through its Pan-African program. It provides funding for various African institutions. For example, the Francophone Africa Technology Transfer Institution Building Program (PRIMTAF), announced at the Dakar Summit in 1989. This \$25 million program (1989-96) is helping to improve university and college level institutions in 13 countries that do not receive Canadian ODA. It functions in co-operation with Canadian academic institutions.

Bilateral Aid to Asia

Vietnam

Canada contributed over \$45 million in development aid to Vietnam between 1990 and 1994, mainly in the form of humanitarian and food assistance, but also in support of the Canadian businesses and institutions operating in that country.

CIDA adopted an aid strategy for Vietnam in October 1994. Established in co-operation with the Vietnamese authorities, the bilateral program is aimed at the economy, public administration, justice, infrastructures, finance, telecommunications, the environment and human resource development. It will also fund initiatives to alleviate poverty and promote equitable growth and participatory approaches. In addition, CIDA is encouraging Canadian organizations and companies to develop stronger ties with their counterparts in Vietnam.

Cambodia

Development aid to Cambodia has increased to over \$34 million since 1990. The bilateral aid consists of an \$8 million program (1991-97) administered by non-governmental organizations and channelled into the priority sectors of health, education and agriculture. A Canada Fund of \$400,000 has also been set up to subsidize small community projects. Most of the Canadian aid is for food and humanitarian causes, and includes contributions to the UN Development Program's Trust Fund, which supports the operations of the Cambodian action centre for mine clearance.

Laos

Between 1990 and 1994, Canada provided Laos with some \$6 million in development aid, mainly humanitarian and food aid. A \$200,000 Canada Fund supports small projects which provide technical, economic, pedagogical, cultural and social aid, and are managed by local groups. CIDA also encourages Laos to take part in its regional projects.

Bilateral Aid to the West Indies and Americas

Canada suspended all aid to Haiti between October 1991 and October 1994, with the exception of humanitarian aid (food aid and medicine), which amounted to \$30 million.

CIDA's objectives in Haiti, to be achieved through five programs, are to reduce poverty and to consolidate the democratic process. The Agency is involved in the reconstruction process by supporting initiatives that provide tools to the peasants; that rebuild schools, health centres, secondary roads and irrigation canals; and that generate work through labour-intensive projects. CIDA sends and distributes food aid that can be used as exchange currency to re-establish agricultural production. Following the return of President Aristide and constitutional government, Canada established a major bilateral program to help restore democracy in Haiti through projects geared to train local police and magistrates, and to re-establish the courts. Another type of aid in developing civil society involves support for small peasant co-operatives, human-rights advocacy associations and small local NGOs. Finally, CIDA provides technical assistance in restoring energy production as part of the program to rebuild the infrastructure.

Co-operation Program with Central and Eastern Europe

Romania and Bulgaria are the member countries of the Francophonie in Central and Eastern Europe. CIDA's co-operation program supports countries in transition to a market economy and to democracy, and encourages solid trade and investment links with Canada.

In Romania, CIDA has focused on democratization, development of the private sector and financial institutions, and sound management of public finances and the energy sector. CIDA is contributing \$2.8 million toward the establishment of a master of business administration program, and \$1.2 million for the creation of the Securities Commission and the Bucharest Stock Exchange.

Scholarship Program of the Francophonie

The program promotes excellence in university studies compatible with the national priorities of the recipient countries and with the priorities of the Canadian development aid program.

For 1995-96 the program, with a budget of \$7 million, will award some 275 scholarships to students, 240 of whom will be enrolled in Quebec schools. The remainder will attend one of the seven universities that provide courses in French outside Quebec.

In accordance with Canadian policy, the scholarships are awarded to applicants who have submitted their candidacy to their respective governments; equal numbers of male and female candidates are selected. The recipients may take undergraduate courses (if the country of origin does not provide training in the selected field and if the courses are essential to the country's development), or masters or doctoral courses.

The main areas of study are forestry, agriculture, applied sciences, engineering, administration, education, social sciences and economics. Other priority fields will also be considered. The Quebec Department of Education administers the program and serves as secretary of the selection committee. Outside Quebec, administration is provided by the Association of Universities and Colleges of Canada.

Canada's Involvement in the Institutions of the Francophonie

Canada has played an active part in the creation and development of the numerous institutions of the Francophonie. Several of these receive direct support from CIDA.

Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACCT)

CIDA contributes to this Agency's Special Development Program, created in 1975 on a Canadian initiative. The program carries out small-scale, timely, short-term programs of technical assistance, training and development and technical studies. More than half of its budget is devoted to activities promoting the development of small business.

Conference of Youth and Sports Ministers (CONFEJES)

In this context, CIDA is interested mainly in the youth. Sports are subsidized only indirectly, through advanced training for sports instructors. Since its creation in 1969, the conference has supported development activities in the socio-educational fields and physical and sports activities. For example, since 1988 it has encouraged active participation by youth in the socio-economic development of their countries by promoting the entrepreneurial spirit and by creating small projects and small businesses.

Association of Partially or Wholly French-Language Universities (AUPELF)

CIDA subsidizes the Association's International Fund for University Co-operation (FICU), which contributes to the development of university instruction, research and management. It supports the efforts of institutions of higher education by financing symposiums and research projects. The fund also assists in cases of emergency needs of member institutions in Southeast Asia, Central and Eastern Europe, and Lebanon.

Conference of National Education Ministers (CONFEMEN)

The main purpose of this conference is to promote the integration of national education systems with the economic and social development processes of the member countries. It encourages co-operative effort and interchange on themes of common educational interest. In particular, it helps to develop and assess member countries' policies in this area and looks at programming in education and training, with basic education as the priority.

**Canadian Official Development Assistance in the
Countries of the Francophonie 1993-94**

(In millions of Canadian dollars)

| | Subtotal Country-to-country ¹ | Subtotal Multilateral ² | Total |
|--------------------------|---|---------------------------------------|-------|
| Benin | 4.42 | 13.07 | 17.49 |
| Burkina Faso | 13.25 | 12.27 | 25.52 |
| Burundi | 7.12 | 11.19 | 18.31 |
| Cambodia | 6.11 | 6.37 | 12.48 |
| Cameroon | 16.80 | 0.68 | 17.48 |
| Cape Verde | 0.37 | 1.76 | 2.13 |
| Central African Republic | 0.30 | 1.52 | 1.82 |
| Chad | 0.63 | 7.41 | 8.04 |
| Comoros | 0.10 | 0.15 | 0.25 |
| Congo | 0.25 | 0.14 | 0.39 |
| Côte d'Ivoire | 6.17 | 0.74 | 6.91 |
| Djibouti | 0.25 | 2.85 | 3.10 |
| Dominica | 2.03 | 1.05 | 3.08 |
| Egypt | 29.77 | 3.38 | 33.15 |
| Gabon | 3.93 | 0.11 | 4.04 |
| Guinea | 11.89 | 15.19 | 27.08 |
| Guinea-Bissau | 0.38 | 0.87 | 1.25 |
| Equatorial Guinea | 0.11 | 2.40 | 2.50 |
| Haiti | 19.06 | 1.29 | 20.35 |
| Laos | 0.81 | 10.69 | 11.50 |
| Lebanon | 2.20 | 2.65 | 4.85 |
| Madagascar | 0.99 | 8.36 | 9.35 |
| Mali | 28.79 | 8.86 | 37.65 |
| Morocco | 11.78 | 11.87 | 23.65 |
| Mauritius | 0.37 | 0.45 | 0.82 |
| Mauritania | 0.85 | 8.56 | 9.41 |
| Niger | 6.93 | 2.18 | 9.11 |
| Rwanda | 12.61 | 8.32 | 20.93 |
| Saint Lucia | 8.23 | 1.59 | 9.82 |
| Sao Tome and Principe | 0.10 | 1.13 | 1.23 |
| Senegal | 23.73 | 9.43 | 33.16 |
| Seychelles | 0.12 | 0.48 | 0.60 |
| Togo | 0.85 | 2.27 | 3.12 |
| Tunisia | 0.43 | 1.90 | 2.33 |
| Vanuatu | — | 0.35 | 0.35 |

| | | | |
|-----------------------------------|----------|----------|----------|
| Vietnam | 11.44 | 7.14 | 18.58 |
| Zaire | 2.51 | 4.17 | 6.68 |
| Regional programs | 33.89 | — | 33.89 |
| Francophonie scholarships | 8.28 | 0.50 | 8.78 |
| <hr/> | | | |
| Total | 277.84 | 173.34 | 451.18 |
| <hr/> | | | |
| Total Canadian ODA | 2,031.75 | 1,046.35 | 3,078.10 |
| <hr/> | | | |
| Percentage to the Francophonie | 13.67 | 16.58 | 14.66 |
| <hr/> | | | |

¹ This category includes all channels of assistance, including bilateral aid, support for Canadian non-governmental organizations (NGOs) and international non-governmental organizations (INGOs), the Humanitarian Assistance Program, Institutional Co-operation, the Industrial Co-operation Program and the Canadian Local Initiatives Fund.

² Multilateral transfers of Canadian ODA, by country, made by the international financial institutions and the multilateral organizations, have been calculated from a coefficient, determined in accordance with withdrawals made in each country by each institution and then applied to the Canadian ODA paid for the same period to the same institution.

Members of the Francophonie

| Member Countries | Capital |
|----------------------------|----------------|
| Belgium (French Community) | Brussels |
| Benin | Porto Novo |
| Bulgaria | Sofia |
| Burkina Faso | Ouagadougou |
| Burundi | Bujumbura |
| Cambodia | Phnom-Penh |
| Cameroon | Yaounde |
| Canada | Ottawa |
| Central African Republic | Bangui |
| Chad | N'Djamena |
| Comoros | Moroni |
| Congo | Brazzaville |
| Côte d'Ivoire | Yamoussoukro |
| Djibouti | Djibouti |
| Dominica | Roseau |
| Equatorial Guinea | Malabo |
| France | Paris |
| Gabon | Libreville |
| Guinea | Conakry |
| Haiti | Port-au-Prince |
| Laos | Vientiane |
| Lebanon | Beirut |
| Luxembourg | Luxembourg |
| Madagascar | Antananarivo |
| Mali | Bamako |
| Mauritius | Port-Louis |
| Monaco | Monaco |
| Niger | Niamey |
| Romania | Bucharest |
| Rwanda | Kigali |
| Senegal | Dakar |
| Seychelles | Victoria |
| Togo | Lome |
| Tunisia | Tunis |
| Vanuatu | Port-Vila |
| Vietnam | Hanoi |
| Zaire | Kinshasa |

Associate Members

Egypt
Guinea-Bissau
Mauritania
Morocco
St. Lucia
Moldova
Sao Tome and Principe

Cairo
Bissau
Nouakchott
Rabat
Castries
Kishinev
Sao Tome

Participating Governments

New Brunswick (Canada)
Quebec (Canada)

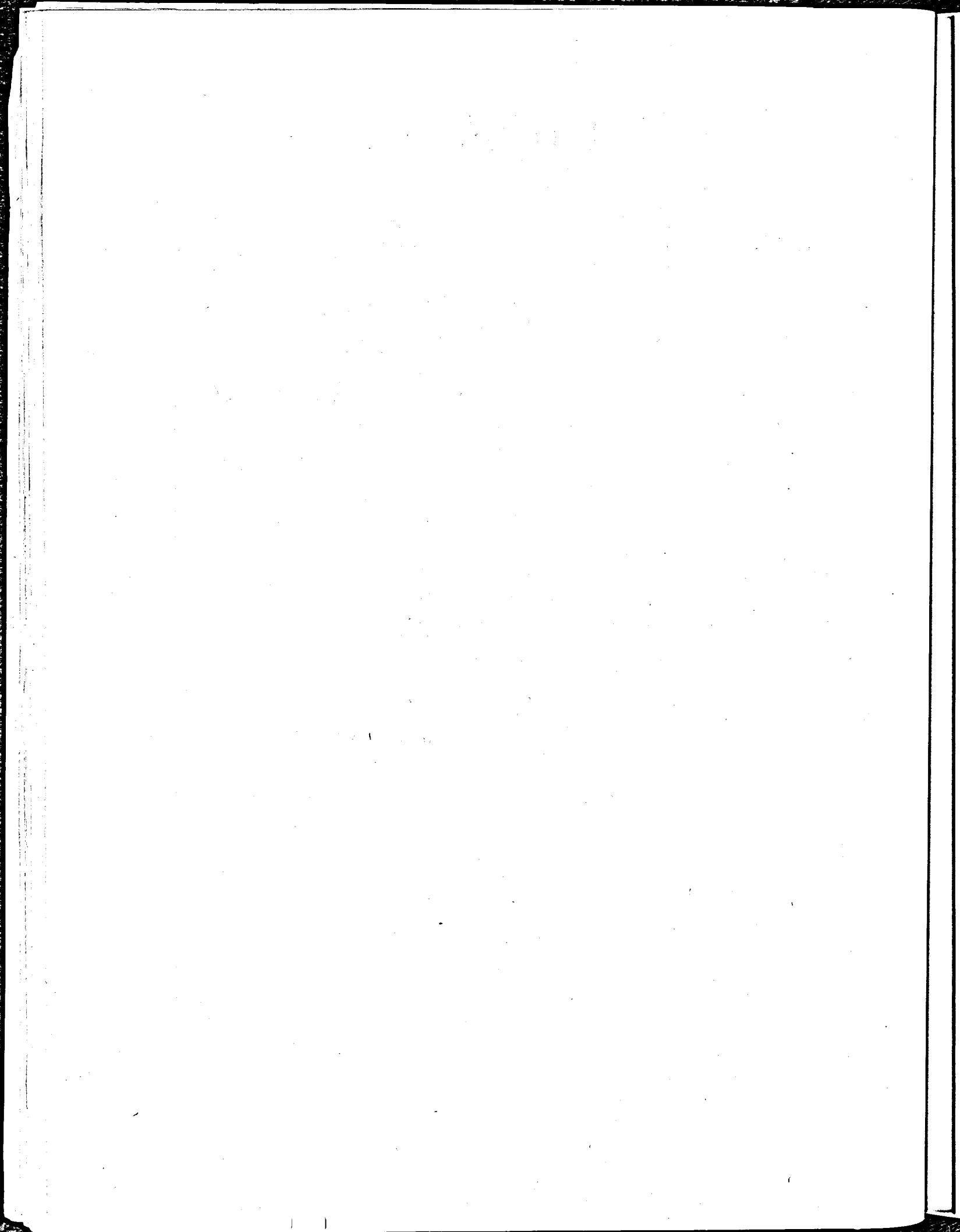
Fredericton
Quebec

Countries Participating at Summits Only

Belgium
Cape Verde
Switzerland

Brussels
Praia
Bern

**Canada's Partners
in the Francophonie**



BELGIUM

Capital: Brussels

GEODATA

Area

30,510 km²

Population

10 million (1994)

Population growth

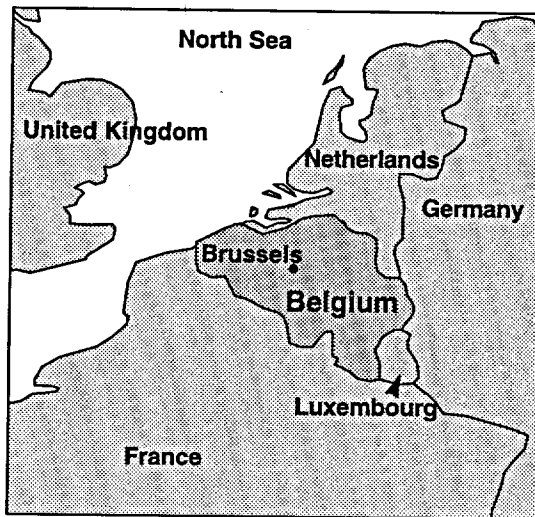
0.3% (1994)

Major languages

Flemish, French, German

Major religions

Roman Catholic (75%), Protestant



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy, federation

Leader

Prime Minister Jean-Louis Deheane

Minister of Foreign Affairs

Eryk Derycke

Democratic institutions

Bicameral national legislature, regional parliaments, community councils

UN Human Development Index

Belgium ranks 12th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Jean-Paul Hubert

The Canadian Embassy

2, avenue de Tervuren

1040 Brussels, Belgium

Phone (011-32-2) 741-0611

Fax (011-32-2) 741-0613

ECONOMIC DATA

GDP

\$339.7 billion US (1994 est.)

GDP growth rate

2.2% (1994)

GDP per capita

\$22,860 US (1994)

Main exports

Steel, transport equipment, diamonds, petroleum products

Main imports

Oil, grains, chemicals, foodstuffs

Main exports to Canada

\$606 million (1994), including machinery, pearls, precious stones, mineral fuels, rubber and related articles, and photographic and cinematographic products

Main imports from Canada

\$1.34 billion (1994), including foodstuffs, beverages and sea products, forest products, aluminium, metals (steel and zinc), chemical products and machinery

BENIN

Capital: Porto Novo

GEODATA

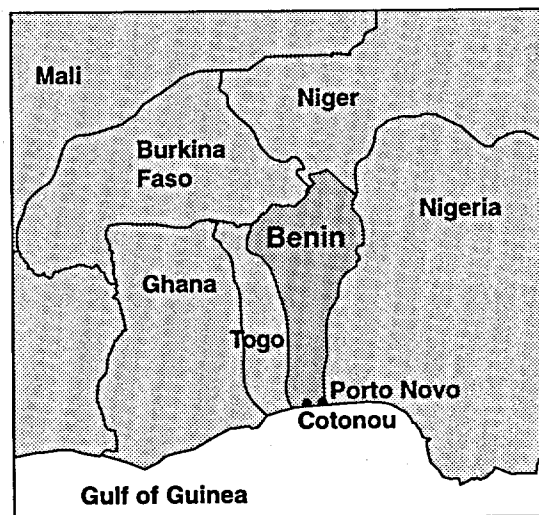
Area
112,620 km²

Population
5.17 million (1994)

Population growth
3.2% (1993)

Major languages
French (official), Fon (centre and south), Yoruba (east) and 6 languages (north)

Major religions
Animist (70%), Muslim (15%), Christian (15%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leader
President Nicéphore Soglo

Minister of Foreign Affairs
Edgar Yves Monou

Democratic institutions
Unicameral legislature

UN Human Development Index
Benin ranks 155th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Suzanne Laporte
The Canadian Embassy to Benin
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 54506, Ikoyi Station
Lagos, Nigeria

Phone (011-234-1) 262-2512
Fax (011-234-1) 262-2517

ECONOMIC DATA

GDP
\$2.24 billion US (1993)

GDP growth rate
3.3% (1993)

GDP per capita
\$168 US (1993)

Main exports
Cotton, coffee, seeds

Main imports
Foodstuffs, tobacco, oil and consumer goods

Main exports to Canada
\$6,000 (1994), including precious and semi-precious stones

Main imports from Canada
\$2.3 million (1994), including fabrics, steel and iron, vegetable products, electrical equipment, animal products

Canadian bilateral assistance
\$4.42 million (1993-94)

BULGARIA

Capital: Sofia

GEODATA

Area
110,910 km²

Population
8.9 million (1994)

Population growth
-0.32% (1994 est.)

Major language
Bulgarian

Major religions
Eastern Orthodox (85%), Muslim (13%), Judaic (0.8%), Catholic (0.5%) and Uniate (0.2%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leader
President Jelio Jeleu

Prime Minister Liouben Berov

Minister of Foreign Affairs
Georgi Georgiev Pirinski

Democratic institutions
Unicameral parliament

UN Human Development Index
Bulgaria ranks 65th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Gilles Duguay
The Canadian Embassy to Bulgaria
c/o The Canadian Embassy
36 Nicolae Iorga
711188 Bucharest, Romania

Phone (011-254-2) 21 48 04
Fax (011-254-2) 22 69 87

ECONOMIC DATA

GDP
\$9.7 billion US (1994)

GDP growth rate
1.2% (1994)

GDP per capita
\$1,153 US (1994)

Main exports
Machinery, agricultural goods, manufactured goods,
natural resources

Main imports
Natural resources, machinery

Main exports to Canada
\$25.61 million (1994), including oil, clothing, copper,
machinery, textiles and wine

Main imports from Canada
\$9 million (1994), including lenses, conveyer belts and
tobacco

BURKINA FASO

Capital: Ouagadougou

GEODATA

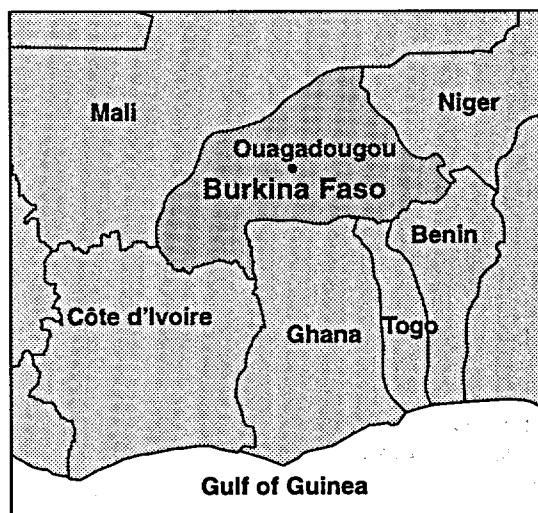
Area
274,200 km²

Population
10.13 million (July 1994 est.)

Population growth
2.8% (1994 est.)

Major languages
French and Sudanese-based languages
(90 % of population)

Major religions
Animist (65%), Muslim (25%), Christian (Catholic) (10%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Blaise Compaoré
Prime Minister Marc Christian Kaboré

Minister of Foreign Affairs
Abasse Ouedraogo

Democratic institutions
Unicameral assembly

UN Human Development Index
Burkina Faso ranks 169th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Louise Ouimet
The Canadian Embassy
P.O. Box 548
Ouagadougou 01
Burkina Faso

Phone (011-226) 31 18 94
Fax (011-226) 31 19 00

ECONOMIC DATA

GDP
\$3.4 billion US (1993)

GDP growth rate
0.4% (1993)

GDP per capita
\$347 US (1993)

Main exports
Gold, cotton, livestock, seeds

Main imports
Oil, machinery, grains, dairy products

Main exports to Canada
\$0.05 million (1994), including precious and semi-precious stones, photographic equipment, artwork, wood

Main imports from Canada
\$16.1 million (1994), including electrical equipment, machinery, vehicles, steel and iron

Canadian bilateral assistance
\$13.25 million (1993-94)

BURUNDI

Capital: Bujumbura

GEODATA

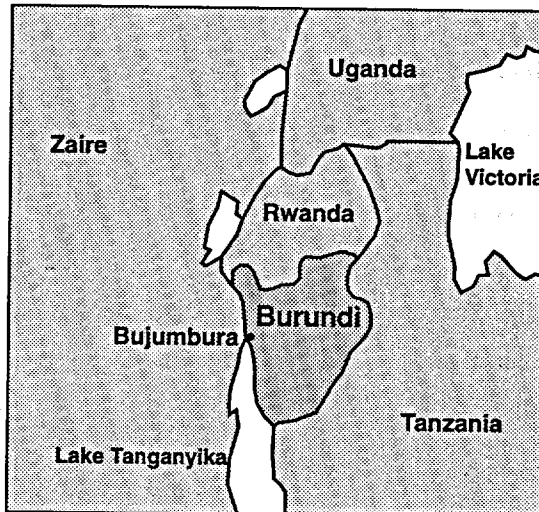
Area
27,839 km²

Population
6.12 million (July 1994 est.)

Population growth
2.3% (1994 est.)

Major languages
Kirundi and French (both official), Swahili

Major religions
Roman Catholic (64%), animist (30%), Protestant (5%), Muslim (1%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Sylvestre Ntibantuganya

Prime Minister Antoine Nduwayo

Minister of Foreign Affairs
Vénérand Bakevyumusaya

Democratic institutions
National assembly

UN Human Development Index
Burundi ranks 165th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Bernard Dussault
The Canadian Embassy to Burundi
c/o The Canadian Embassy
P.O. Box 30481
Nairobi, Kenya

Phone (011-254-2) 21 48 04
Fax (011-254-2) 22 69 87

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.1 billion US (1993)

GDP growth rate
-1.2% (1993)

GDP per capita
\$193 US (1993)

Main exports
Coffee, tea, cotton

Main imports
Machinery and equipment, petroleum products, consumer goods, foodstuffs

Main exports to Canada
\$1,000 (1994), including vegetable products

Main imports from Canada
\$0.35 million (1994), including textiles, optical equipment

Canadian bilateral assistance
\$7.12 million (1993-94)

CAMBODIA

Capital: Phnom Penh

GEODATA

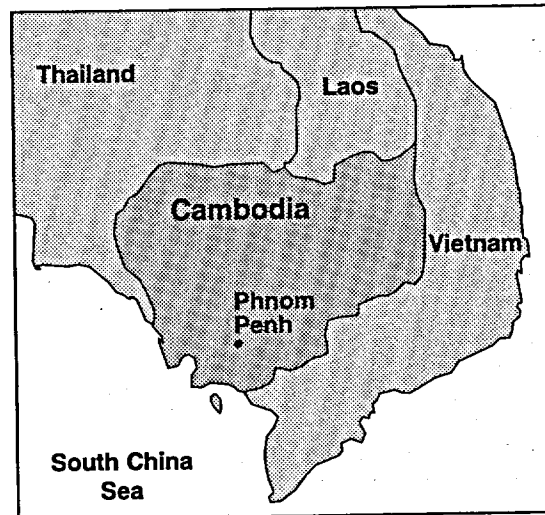
Area
181,916 km²

Population
9.52 million (1994)

Population growth
2.9% (1994 est.)

Major languages
Khmer, Chinese

Major religions
Buddhist (95%), Muslim (2%)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Leaders
King Norodom Sihanouk

Presidents Norodom Ranaridh and Hun Sen

Minister of Foreign Affairs
Ung Huot

Democratic institutions
National Assembly (unicameral)

UN Human Development Index
Cambodia ranks 153rd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Gordon Longmuir
The Canadian Embassy to Cambodia
c/o The Australian Embassy
Villa II, Street 254, Chartaumuk
Daun Penh District
Phnom Penh, Cambodia

Phone (011-855-23) 26 000
Fax (011-855-23) 26 003

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.58 billion US (1993)

GDP growth rate
5.2% (1994)

GDP per capita
\$170 US (1993)

Main exports
Wood, rubber, fish and fish products, soya beans

Main imports
Cigarettes, construction materials, petroleum products,
electronic equipment

Main exports to Canada
\$178,000 (1994), including cereals, clothing

Main imports from Canada
\$5.59 million (1994), including clothing and accessories

Canadian bilateral assistance
\$ 6.11 million (1993-94)

CAMEROON

Capital: Yaounde

GEODATA

Area

475,440 km²

Population

14.3 million

Population growth

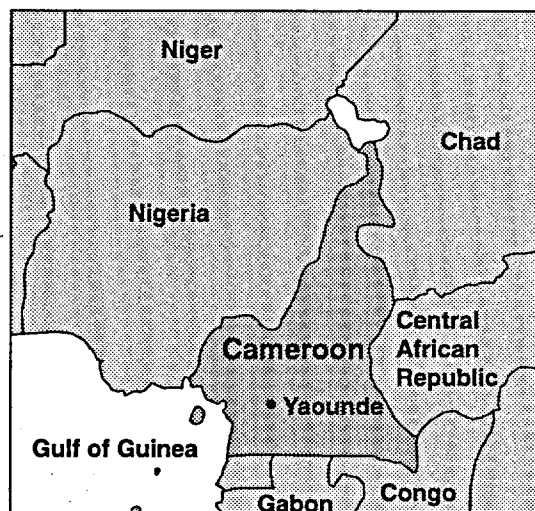
3.1%

Major languages

French, English, 24 local languages

Major religions

Animist (45%), Christian (35%), Muslim (20%)



POLITICAL DATA

Type of government

Unitary republic

Leaders

President Paul Biya

Prime Minister Simon Achidi-Achu

Minister of Foreign Affairs

F. Leopold Oyona

Democratic institutions

Unicameral assembly

UN Human Development Index

Cameroon ranks 127th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Pierre Giguère

The Canadian Embassy

Immeuble Stamatiades

Place de l'Hôtel de Ville

Yaounde, Cameroon

Phone (011-237) 23 02 03

Fax (011-237) 22 10 90

ECONOMIC DATA

GDP

\$11.9 billion US

GDP growth rate

2.1%

GDP per capita

\$830 US

Main exports

Oil, coffee, cocoa, lumber

Main imports

Consumer goods, machinery, transportation equipment

Main exports to Canada

\$9.9 million (1994), including articles of wood, wood charcoal, toys, games and sports requisites, electrical machinery and equipment parts

Main imports from Canada

\$17.2 million (1994), including rubber, paper and paperboard, electrical machinery and equipment, dairy products

Canadian bilateral assistance

\$16.8 million (1993-1994)

CAPE VERDE

Capital: Praia

GEODATA

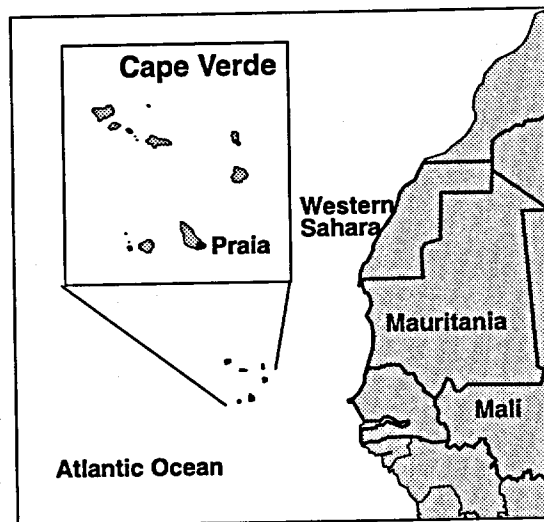
Area
4,030 km²

Population
423,120 (July 1994 est.)

Population growth
2.8% (1990-95)

Major language
Portuguese, Creole and French

Major religions
Roman Catholic (98%)



POLITICAL DATA

Type of government
Presidential regime

Leaders
President Antonio Mascarenhas Monteiro
Prime Minister Carlos Whanon Veiga

Minister of Foreign Affairs
Jose Thomes Veiga

Democratic institutions
Popular national assembly (unicameral)

UN Human Development Index
Cape Verde ranks 123rd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Wilfrid-Guy Licari
The Canadian Embassy to Cape Verde
c/o The Canadian Embassy
P.O. Box 3373
Dakar, Senegal

Phone (011-221) 23 92 90
Fax (011-221) 23 87 49

ECONOMIC DATA

GDP
\$401 million US (1993)

GDP growth rate
4.8% (1985-93)

GDP per capita
\$1,014 US (1993)

Main exports
Fish, bananas, salt

Main imports
Oil, foodstuffs, consumer and industrial goods

Main exports to Canada
Nil (1994)

Main imports from Canada
\$87,000 (1994), including machinery, vegetable and animal products, electrical equipment

Canadian bilateral assistance
\$370,000 (1993-94)

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Capital: Bangui

GEODATA

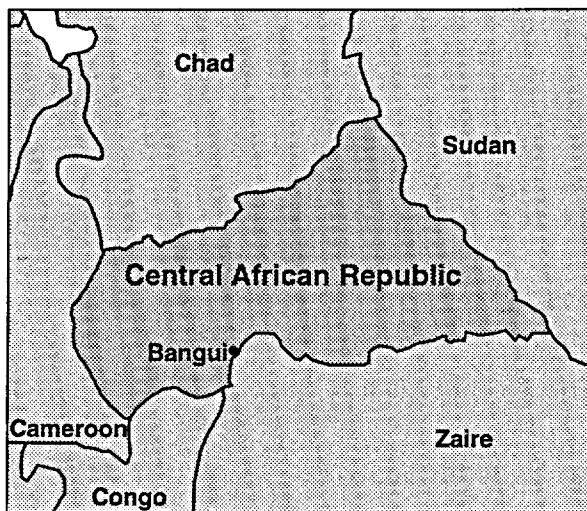
Area
622,980 km²

Population
3.14 million (July 1994 est.)

Population growth
2.62% (1990-95)

Major languages
French (official), Sangho, Arabic, Hunsu and Swahili

Major religions
Animist (60%), Christian (35%), Muslim (5%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Ange-Félix Patassé
Prime Minister Gabriel Edouard Koyambounou

Minister of Foreign Affairs
Simon Bedaya-Ngaro

Democratic institutions
National Assembly (unicameral)

UN Human Development Index
The Central African Republic ranks 149th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Pierre Giguère
The Canadian Embassy to the Central African Republic
c/o The Canadian Embassy
P.O. Box 572
Yaounde, Cameroon

Phone (011-237) 23 02 03
Fax (011-237) 22 10 90

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.26 billion US (1993)

GDP growth rate
-0.4% (1985-93)

GDP per capita
\$337 US (1993)

Major exports
Diamonds, cotton, coffee, bark, tobacco

Major imports
Foodstuffs, textiles, oil, machinery, vehicles

Major exports to Canada
\$0.41 million (1994), including fruit preparations, vegetable products

Major imports from Canada
\$0.13 million (1994), including machinery, electrical equipment, furniture

Canadian bilateral assistance
\$300,000 (1993-94)

CHAD

Capital: N'Djamena

GEODATA

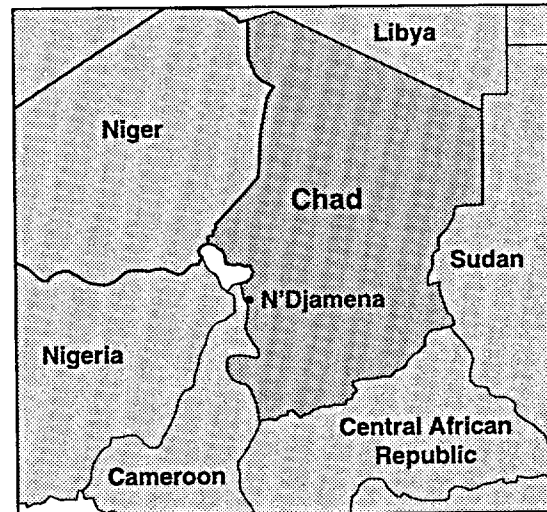
Area
1,284,000 km²

Population
5.47 million (1994 est.)

Population growth
2.7% (1990-95)

Major languages
French and Arabic (both official), Sara, Sango

Major religions
Muslim (50%), Christian (39%), animist (11%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Idriss Déby
Prime Minister Djimasta Koibla

Minister of Foreign Affairs
Ahmat Abderamane Haggar

Democatic institutions
Transitional high council

UN Human Development Index
Chad ranks 162nd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Pierre Giguère
The Canadian Embassy to Chad
c/o The Canadian Embassy
P.O Box 572
Yaounde, Cameroon

Phone (011-237) 23 02 03
Fax (011-237) 22 10 90

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.248 billion US (1993)

GDP growth rate
3% (1985-93)

GDP per capita
\$220 US (1993)

Main exports
Cotton, oil, uranium

Main imports
Industrial and transport equipment, oil, foodstuffs

Main exports to Canada
\$62,000 \$ (1994), including electrical equipment, ceramics

Main imports from Canada
\$43,000 (1994), including machinery, tools, printed matter

Canadian bilateral assistance
\$630,000 (1993-94)

COMOROS

Capital: Moroni

GEODATA

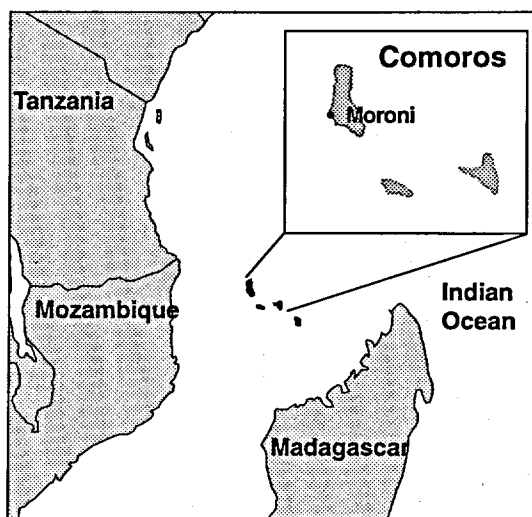
Area
2,170 km²

Population
630,000 (1994)

Population growth
3.5% (1994 est.)

Major languages
Arabic and French (both official), Comoran

Major religions
Muslim (86%), Roman Catholic (14%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leader
President Said Mahomed Djohar

Prime Minister Caabi El-Yachrouti (interim)

Minister of Foreign Affairs
Mohamed Abdoul Wahab

Democratic institutions
Federal assembly (unicameral)

UN Human Development Index
Comoros ranks 139th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Verona Edelstein
The Canadian Embassy to the Comoros
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 1022
Dar es Salaam, Tanzania

Phone (011-255-51) 46011

Fax (011-255-51) 46005

ECONOMIC DATA

GDP
\$296 million US (1993)

GDP growth rate
2% (1991)

GDP per capita
\$522 US (1994)

Main exports
Vanilla, cloves, perfume essences, copra

Main imports
Rice and foodstuffs, cement, oil, consumer goods

Exports to Canada
\$600,000 (1994)

Imports from Canada
\$18,000 (1994)

Canadian bilateral assistance
\$100,000 (1993-94)

CONGO

Capital: Brazzaville

GEODATA

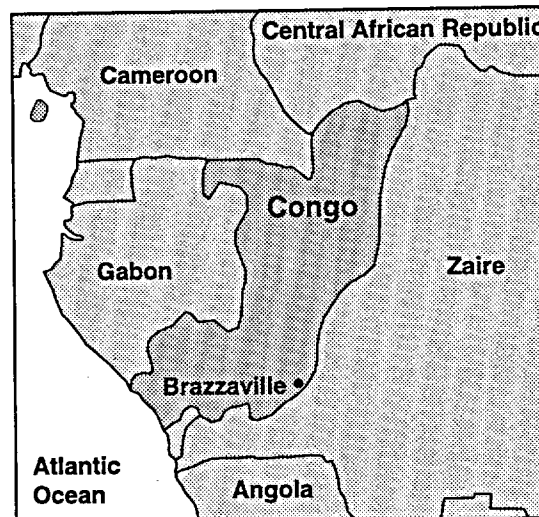
Area
342,000 km²

Population
2.5 million (1992)

Population growth
2.4% (1994 est.)

Major languages
French (official), African languages including Lingala and Kikongo

Major religions
Christian (50%), animist (48%), Muslim (2%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Pascal Lissouba
Prime Minister Jacques Joachim Yhombi-Opango

Minister of Foreign Affairs
Benjamin Bounkoulou

Democratic institutions
Senate and House of Representatives

UN Human Development Index
Congo ranks 122nd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Louise Charron Fortin
The Canadian Embassy to the Congo
c/o The Canadian Embassy
P.O. Box. 4037
Libreville, Gabon

Phone (011-241) 74 34 64
Fax (011-241) 74 34 66

ECONOMIC DATA

GDP
\$3.3 billion US (1993)

GDP growth
1.3% (1985-93)

GDP per capita
1,347 \$ US (1993)

Major exports
Oil, wood, coffee, cocoa, sugar, diamonds and potash

Major imports
Foodstuffs, consumer and manufactured goods

Major exports to Canada
\$0.14 million (1994), including wood, vegetable products

Major imports from Canada
\$0.33 million (1994), including vehicles, machinery, rubber, aluminium, plastics, chemical products, tobacco, animal products

Canadian bilateral assistance
\$200,000 (1993-94)

CÔTE D'IVOIRE

Capital: Yamoussoukro

GEODATA

Area

322,460 km²

Population

14.3 million (1994 est.)

Population growth

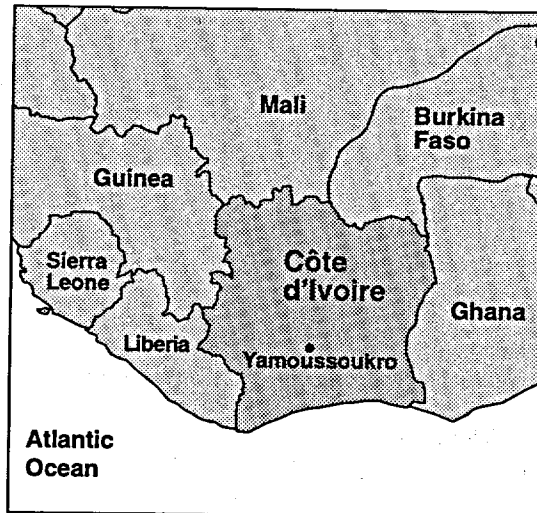
3.5% (1990-95)

Major languages

French (official), African languages

Major religions

Animist (63%), Muslim (25%), Christian (12%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Leaders

President Henri Konan Bédié

Prime Minister Daniel Kablan Duncan

Minister of Foreign Affairs

Essy Amara

Democratic institutions

National Assembly (unicameral)

UN Human Development Index

Côte d'Ivoire ranks 145th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Suzanne Laporte

The Canadian Embassy

Trade Center Building

23, avenue Nogues

Le Plateau

Abidjan, Côte d'Ivoire

Phone (011-225) 21 20 09

Fax (011-225) 21 77 28

ECONOMIC DATA

GDP

\$8.4 billion US (1993)

GDP growth rate

-1.1% (1993)

GDP per capita

\$500 US (1994 est.)

Major exports

Coffee, cocoa, bananas, pineapples, palm oil, cotton, lumber

Major imports

Consumer and manufactured goods, machinery, transportation equipment

Major exports to Canada

\$40.7 million (1994), including cocoa, vegetable products, wood

Major imports from Canada

\$8.1 million (1994), including vehicles, paper and paperboard, electrical machinery and equipment, vegetable products, tools, textiles

Canadian bilateral assistance

\$6.17 million (1993-94)

DJIBOUTI

Capital: Djibouti

GEODATA

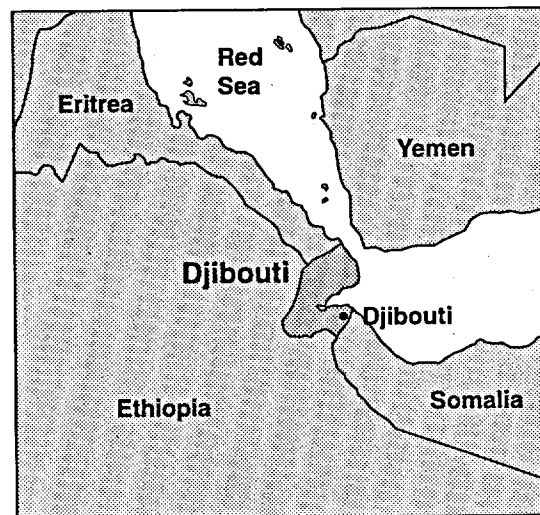
Area
23,200 km²

Population
496,000 (1994)

Population growth
3.01% (1990-95)

Major languages
French and Arabic (both official), Somalian and Afar

Major religions
Muslim (94%), Christian (6%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Hassan Gouled Aptidon
Prime Minister Hamadou Barkat Gourad

Minister of Foreign Affairs
Mohamed Moussa Chehem

Democratic institutions
National Assembly

UN Human Development Index
Djibouti ranks 154th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador David M. Stockwell
The Canadian Embassy to Djibouti
c/o The Canadian Embassy
P.O. Box 1130
Addis Ababa, Ethiopia

Phone (011-251-1) 71 30 22
Fax (011-251-1) 71 30 33

ECONOMIC DATA

GDP
\$500 million US (1993)

GDP growth rate
2% (1993)

GDP per capita
\$1,200 US (1993 est.)

Major exports
Hides, coffee (transit)

Major imports
Foodstuffs, transportation equipment, oil and chemical products

Major exports to Canada
Nil (1994)

Major imports from Canada
\$415,000 (1994) in clothing

Canadian bilateral assistance
\$200,000 (1993-94)

DOMINICA

Capital: Roseau

GEODATA

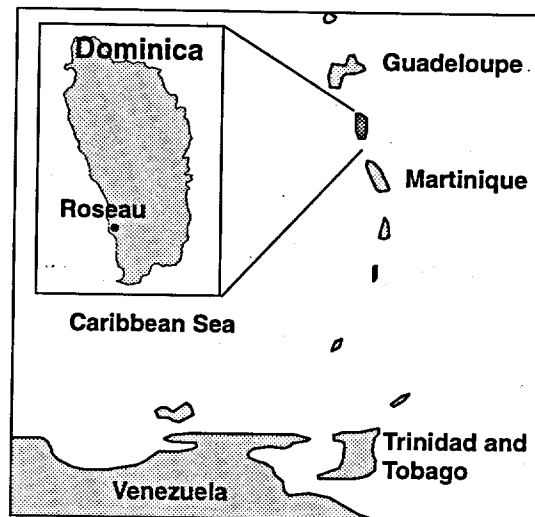
Area
750 km²

Population
73,000 (1994 est.)

Population growth
1.6% (1994 est.)

Major languages
English (official), French patois

Major religions
Roman Catholic



POLITICAL DATA

Type of Government
Parliamentary republic

Leaders
President Crispin Sorhaindo
Prime Minister Edison C. James

Minister of External Affairs
Edison C. James

Democratic Institutions
Unicameral house, multiparty

UN Human Development Index
Dominica ranks 69th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Colleen Swords, High Commissioner
The Canadian High Commission to Dominica
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 404
Bridgetown, Barbados

Phone (809) 429-3550
Fax (809) 429-3780

ECONOMIC DATA

GDP
\$196 million US (1993 est.)

GDP growth rate
1% (1994 est.)

GDP per capita
\$2,722 US (1993 est.)

Main Exports
Bananas, coconuts, citrus

Main Imports
Machinery, basic manufactured goods, foodstuffs

Main Exports to Canada
\$0.4 million (1994), including plastic office & school supplies, stamping tools, tomato sauces and ketchup, elevator parts

Main Imports from Canada
\$1.7 million (1994), including electrical apparatus, cardboard containers, telephones & telephone equipment, car tires

Canadian bilateral assistance
\$2.03 million (1993-94)

EGYPT

Capital: Cairo

GEODATA

Area

1,001,449 km²

Population

57.85 million (1994)

Population growth

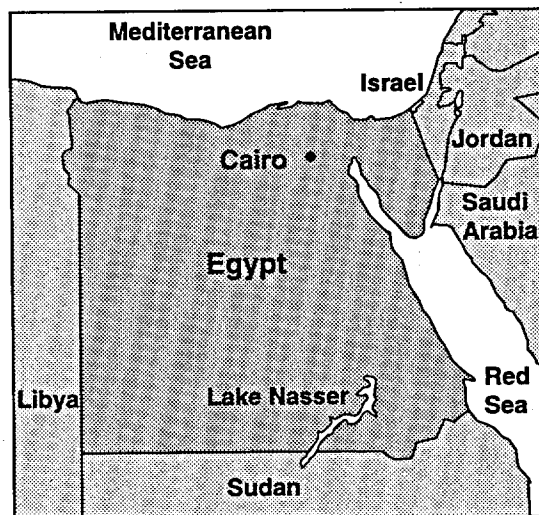
2.1% (1994)

Major language

Arabic

Major religions

Sunni Muslim (94%), Coptic (6%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Leaders

President Hosni Mubarak

Prime Minister Atef Sedki

Minister of Foreign Affairs

Amre Mahmoud Moussa

Democratic institutions

Unicameral, People's Assembly

UN Human Development Index

Egypt ranks 107th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Michael D. Bell

The Canadian Embassy

6 Mohamed Fahmi El Sayed Street

Cairo, Egypt

Phone (011-20-2) 354-3110

Fax (011-20-2) 356-3548

ECONOMIC DATA

GDP

\$47.77 billion US (1994 est.)

GDP growth rate

1.9% (1994 est.)

GDP per capita

\$795 US (1994 est.)

Main exports

Petroleum, cotton, cotton yarn, textiles, fertilizers and food products

Main imports

Wheat, lumber, paper, coal and auto parts

Main exports to Canada

\$15.01 million (1994), including cotton, clothing, furniture

Main imports from Canada

\$94.66 million (1994), including paper and cardboard, machinery, fertilizers, optical products

Canadian bilateral assistance

\$29.77 million (1993-94)

EQUATORIAL GUINEA

Capital: Malabo

GEODATA

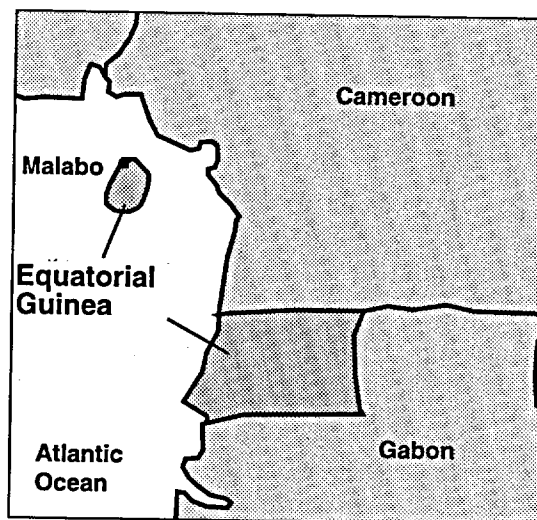
Area
28,050 km²

Population
389,009 (1994)

Population growth
2.6% (1990-95)

Major languages
Spanish (official), Fang, Bubi, Creole and French

Major religions
Roman Catholic (50%), animist (50%)



POLITICAL DATA

Type of government
Presidential republic

Leaders
President Toedoro Obiang Nguema Mbasogo
Prime Minister Sylvestre Siale Bileka

Minister of Foreign Affairs
Miguel Oyono Ndong

Democratic institutions
House of Representatives (unicameral)

UN Human Development Index
Equatorial Guinea ranks 142nd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Louise Charron Fortin
The Canadian Embassy to Equatorial Guinea
c/o The Canadian Embassy
P.O. Box 4037
Libreville, Gabon

Phone (011-241) 74 34 64
Fax (011-241) 74 34 66

ECONOMIC DATA

GDP
\$170 million US (1993)

GDP growth rate
3.8% (1985-93)

GDP per capita
\$448 US (1993)

Major exports
Wood, cocoa, coffee, oil

Major imports
Foodstuffs, petroleum products, clothing

Exports to Canada
Nil (1994)¹

Imports from Canada
Nil (1994)

Canadian bilateral assistance
\$100,000 (1993-94)

FRANCE

Capital: Paris

GEODATA

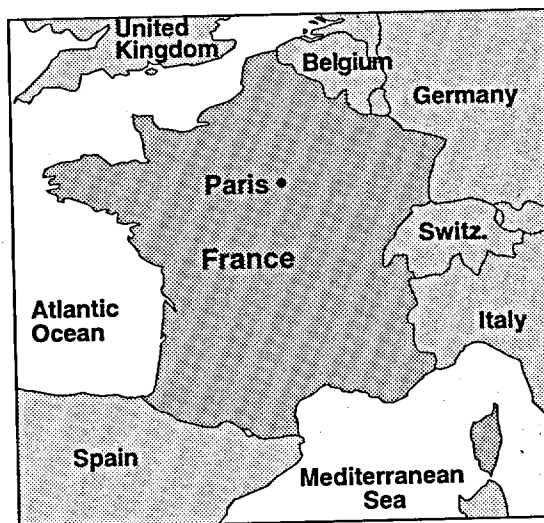
Area
547,030 km²

Population
57.2 million (1994)

Population growth
0.47% (1994 est.)

Major language
French

Major Religions
Roman Catholic (90%), Protestant (2%), Judaic (1%),
Muslim (1%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Jacques Chirac
Prime Minister Alain Juppé

Foreign Affairs Minister
Hervé de Charette

Democratic institutions
Bicameral parliament (Senate, National Assembly)

UN Human Development Index
France ranks 8th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Benoît Bouchard
The Canadian Embassy
35, avenue Montaigne
75008 Paris, France

Phone (011-33-1) 44 43 29 00
Fax (011-33-1) 44 43 29 99

ECONOMIC DATA

GDP
\$1,800 billion US (1994)

GDP growth rate
2% (1994 est.)

GDP per capita
\$18,200 US (1993)

Major exports
Machinery and transport equipment, other manufactured
goods and chemical products

Major imports
Machinery and transport equipment, steel and other metals

Major exports to Canada
\$2.6 billion (1994), including electronic equipment and
avionics

Major imports from Canada
\$1.3 billion (1994), including forestry products and
avionics

GABON

Capital: Libreville

GEODATA

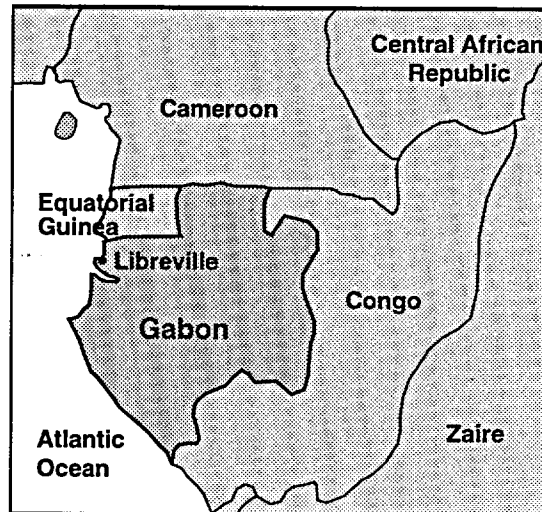
Area
267,670 km²

Population
1.14 million (1994 est.)

Population growth
3.31% (1990-95)

Major languages
French (official), Bantu (north), Fang (south) and dialects

Major religions
Christian (75%), Muslim (1%), animist



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Omar Bongo
Prime Minister Paulin Obame Nguema

Minister of Foreign Affairs
Casimir Oyé Mba

Democratic institutions
National Assembly (unicameral)

UN Human Development Index
Gabon ranks 114th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Louise Charron Fortin
The Canadian Embassy
P.O. Box. 4037
Libreville, Gabon

Phone (011-241) 74 34 64
Fax (011-241) 74 34 66

ECONOMIC DATA

GDP
\$5 billion US (1993)

GDP growth rate
1% (1985-93)

GDP per capita
\$4,269 US (1993)

Major exports
Oil, manganese, wood, uranium

Major imports
Machinery and equipment, foodstuffs, metallic and metallurgical products, transport equipment

Major exports to Canada
\$0.36 million (1994), including flowers, coffee, tea, clothing

Major imports from Canada
\$2.13 million (1994), including vehicles, train equipment, machinery

Canadian bilateral assistance
\$3.93 million (1993-94)

GUINEA

Capital: Conakry

GEODATA

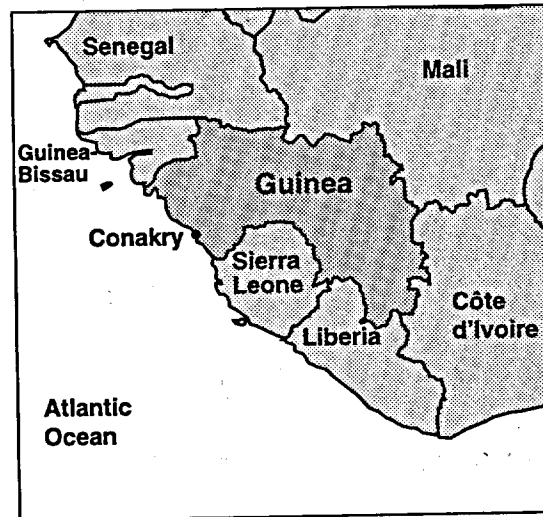
Area
245,860 km²

Population
6.5 million (1994)

Population growth
3% (1990-95)

Major languages
French (official), tribal languages

Major religions
Muslim (85%), Christian (8%), animist (7%)



POLITICAL DATA

Type of government
Presidential republic

Leader
President Lansana Conté

Minister of Foreign Affairs
Kozo Zoumanigui

Democratic institutions
Unicameral assembly

UN Human Development Index
Guinea ranks 168th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Denis Briand
The Canadian Embassy
P.O. Box 99
Conakry, Guinea

Phone (011-224) 41 23 95
Fax (011-224) 41 42 36

ECONOMIC DATA

GDP
\$3.5 billion US (1993)

GDP growth rate
4.2% (1985-93)

GDP per capita
\$556 US (1993)

Major exports
Aluminium, bauxite, diamonds, coffee, pineapples, palm hearts

Major imports
Petroleum products, metals, machinery, transport equipment, foodstuffs and textiles

Major exports to Canada
\$20 million (1994), including minerals, ores, slag, ashes

Major imports from Canada
\$2.5 million (1994), including cast iron and steel works, organic chemical products, aerial navigation instruments

Canadian bilateral assistance
\$11.89 millions (1993-94)

GUINEA-BISSAU

Capital: Bissau

GEODATA

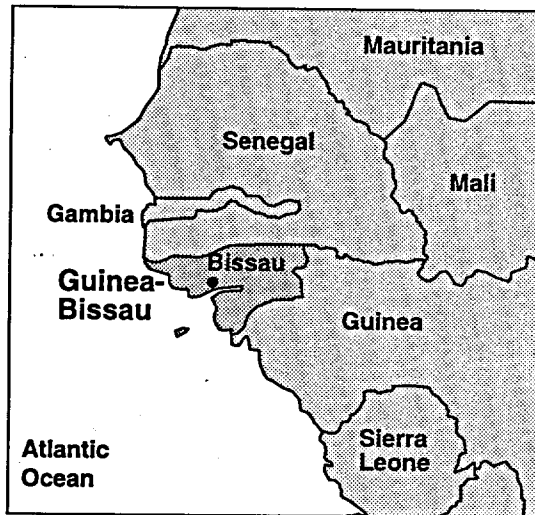
Area
36,120 km²

Population
1.05 million (1994)

Population growth
2.1% (1990-95)

Major languages
French, Portuguese (official), Creole

Major religions
Animist (65%), Muslim (30%), Christian (5%)



POLITICAL DATA

Type of government
Presidential republic

Leaders
President Joao Bernardo Vieira

Prime Minister Manuel Saturnino Da Costa

Minister of Foreign Affairs
Ansumane Mane

Democratic institutions
National Assembly (unicameral)

UN Human Development Index
Guinea-Bissau ranks 163rd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Wilfrid-Guy Licari
The Canadian Embassy to Guinea-Bissau
c/o The Canadian Embassy
P.O. Box 3373
Dakar, Senegal

Phone (011-221) 23 92 90
Fax (011-221) 23 87 49

ECONOMIC DATA

GDP
\$169 million (US)

GDP growth rate
3.7% (1985-93)

GDP per capita
\$164 US (1993)

Major exports
Cashews, fish, wood

Major imports
Foodstuffs, transport equipment, petroleum products

Major exports to Canada
\$1,000 (1994), including vegetable products

Major imports from Canada
\$5,000 (1994), including printed documents, toys and sporting goods

Canadian bilateral assistance
\$300,000 (1993-94)

HAITI

Capital: Port-au-Prince

GEODATA

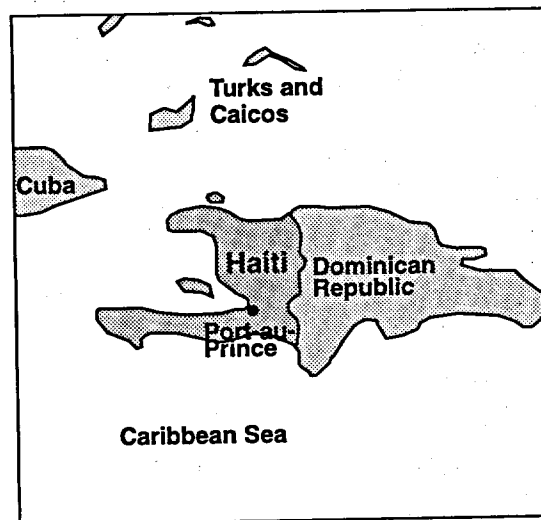
Area
27,750 km²

Population
6.9 million (1994)

Population growth
0.4 % (1994)

Major languages
French (official), Creole

Major religions
Catholic (80%), Protestant (16%), voodoo



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Jean-Bertrand Aristide
Prime Minister Claudette Werleigh

Democratic institutions
Bicameral national assembly

UN Human Development Index
Haiti ranks 148th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Francis M. Filleul
The Canadian Embassy
P.O. Box 826
Port-au-Prince, Haiti

Phone (011-509) 57-5720
Fax (011-509) 57-5801

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.7 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
-10.6% (1994 est.)

GDP per capita
\$240 US (1994 est.)

Main exports
Manufactured goods, coffee

Main imports
Machinery, foodstuffs and beverages, oil, chemical products

Main exports to Canada
\$400,000 (1994), including cotton sacks, leather and fruits

Main imports from Canada
\$6 millions (1994), including fish, milk and flour

Canadian bilateral assistance
\$19.06 million (1993-94)

LAOS

Capital: Vientiane

GEODATA

Area
236,800 km²

Population
4.74 million (1994)

Population growth
2.85% (1994 est.)

Major languages
Lao (official), French and English

Major religions
Buddhist (57.8%), tribal religions (33.6%),
Christian (1.8%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Nouhak Phoumsavanh

Minister of Foreign Affairs
Somsavat Lengsavat

Democratic institutions
The People's Supreme Assembly

UN Human Development Index
Laos ranks 138th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Manfred G. Von Nostitz
The Canadian Embassy to Laos
c/o The Canadian Embassy
P.O. Box 2090
Bangkok 10500, Thailand

Phone (011-66-2) 237 4125
Fax (011-66-2) 236 6463

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.3 billion US (1993)

GDP growth rate
7% (1992 est.)

GDP per capita
\$290 US (1993)

Main exports
Wood, electricity, coffee, tin

Main imports
Cereals, foodstuff, petroleum products, general and
agricultural machinery, transport equipment

Main exports to Canada
\$987,000 (1994), including coffee, tea, spices, clothing

Main imports from Canada
\$45,000 (1994), including pharmaceutical products

Canadian bilateral assistance
\$0.8 million (1993-94)

LEBANON

Capital: Beirut

GEODATA

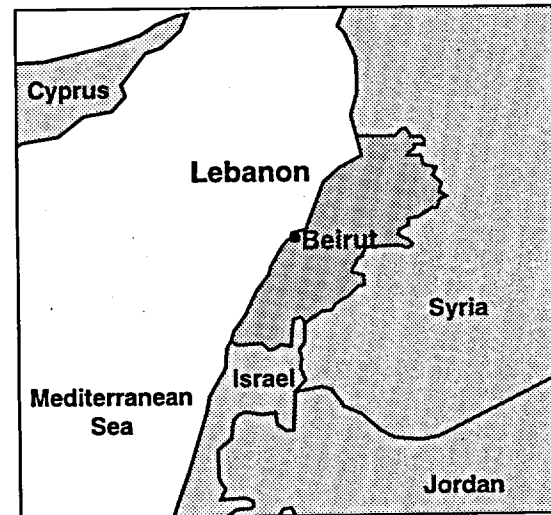
Area
10,400 km²

Population
2.9 million (1994)

Population growth
1.8% (1994)

Major languages
Arabic (official), French, Armenian and English

Major religions
Shiite Muslim (32%), Sunni Muslim (21%), Druze Muslim (7%), Maronite Christian (24%), others (16%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Elias Hraoui

Prime Minister Rafic Harari

Minister of Foreign Affairs
Fares Boueiz

Democratic institutions
National Assembly (unicameral)

UN Human Development Index
Lebanon ranks 101st among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Daniel Marchand
The Canadian Embassy
P.O.Box 60163
Jalel DIB, Lebanon

Phone (011-961-1) 521-163
Fax (011-961-1) 521-167

ECONOMIC DATA

GDP
\$8 billion (1994 est.)

GDP growth rate
8.5% (1994)

GDP per capita
\$1,400 US (1994 est.)

Major exports
Agricultural products, chemicals and textiles, precious and semi-precious stones, jewelry

Major imports
Consumer goods, production goods and equipment

Major exports to Canada
\$3.7 million (1994), including fruits and vegetables, clothing, olive oil and furniture

Major imports from Canada
\$29.8 million (1994), including aluminium, wheat, automobile engines, wood and pharmaceutical products

Canadian bilateral assistance
\$2.2 million (1993-94)

LUXEMBOURG

Capital: Luxembourg

GEODATA

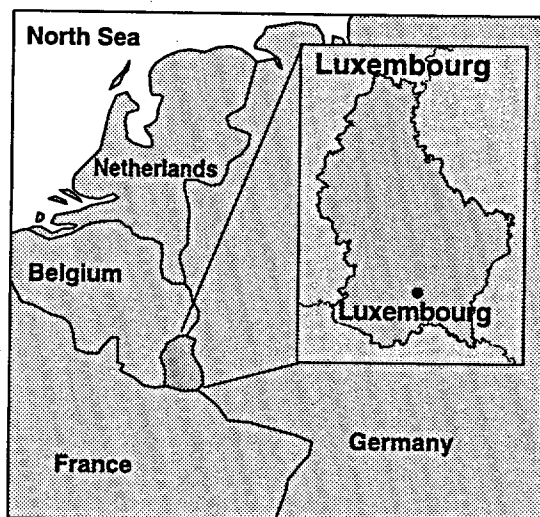
Area
2,586 km²

Population
375,000 (1994)

Population growth
0.8% (1994 est.)

Major languages
Letzeburgish, French, German

Major religion
Roman Catholic (97%)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Leaders
Grand Duke Jean de Luxembourg
Prime Minister Jean-Jacques Juncker

Minister of Foreign Affairs
Jacques F. Poos

Democratic institutions
House of Deputies (unicameral)

UN Human Development Index
Luxembourg ranks 27th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Jean-Paul Hubert
The Canadian Embassy to Luxembourg
c/o The Canadian Embassy
2, avenue de Tervuren
1040 Brussels, Belgium

Phone (011-32-2) 741-0611
Fax (011-32-2) 741-0613

ECONOMIC DATA

GDP
\$8.7 billion US (1993)

GDP growth rate
1% (1993)

GDP per capita
\$28,360 US (1993)

Major exports
Steel, chemicals, rubber products, glass, aluminium

Major imports
Commodities

Major exports to Canada
\$20.5 million (1994), including machinery parts (rubber and plastic), textiles, steel sheeting and valves

Major imports from Canada
\$4.4 million (1994), including books, magazines and journals, nickel, metals, airplane parts and machinery

MADAGASCAR

Capital: Antananarivo

GEODATA

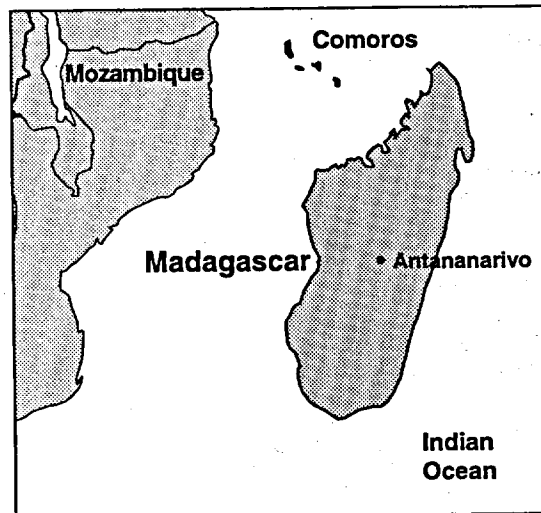
Area
587,040 km²

Population
13.4 million (1994 est.)

Population growth
3.19% (1994 est.)

Major languages
French and Malagasy (both official)

Major religions
Animist (52%), Christian (41%), Muslim (7%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Albert Zafy
Prime Minister Emmanuel Rakatvahiny

Minister of Foreign Affairs
Jack Sylla

Democratic institutions
National Assembly (unicameral)

UN Human Development Index
Madagascar ranks 135th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Verona Edelstein
The Canadian Embassy to Madagascar
c/o The Canadian Embassy
P.O. Box 1022
Dar es Salaam, Tanzania

Phone (011-255-51) 46011
Fax (011-255-51) 46005

ECONOMIC DATA

GDP
10.4 billion (1993 est.)

GDP growth rate
0.2% (1994)

GDP per capita
\$220 US (1994)

Main exports
Coffee, vanilla, cloves, sugar, petroleum products

Main imports
Range of goods

Main exports to Canada
\$10.4 million (1994), including coffee, tea, spices

Main imports from Canada
\$350,000 (1994), including machinery, aerial navigation instruments

Canadian bilateral assistance
\$900,000 (1993-94)

MALI

Capital: Bamako

GEODATA

Area

1,240,000 km²

Population

9.1 million (1994 est.)

Population growth

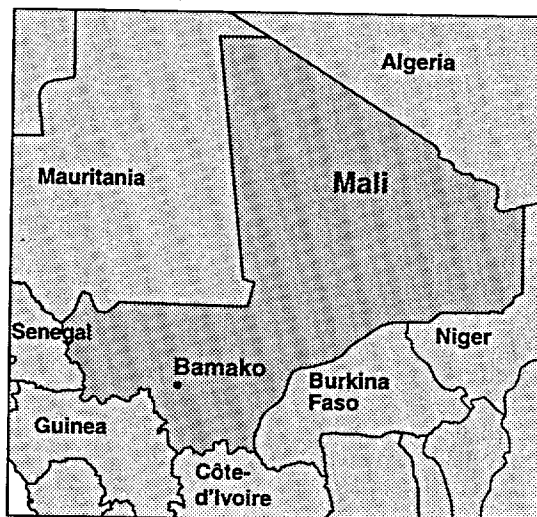
2.78% (1994 est.)

Major languages

French (official), Bambara (80% of Malians)

Major religions

Muslim (90%), animist (9%), Christian (1%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Leaders

President Alpha Oumar Konaré

Prime Minister Ibrahim Boubacar Keita

Foreign Affairs Minister

Dioncouda Traoré

Democratic institutions

National Assembly (unicameral)

UN Human Development Index

Mali ranks 172nd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Susan McCoy

The Canadian Embassy

P.O. Box 198

Bamako, Mali

Phone (011-223) 22 22 36

Fax (011-223) 22 43 62

ECONOMIC DATA

GDP

\$2.75 billion US (1993)

GDP growth rate

-1.6% (1985-93)

GDP per capita

\$300 US (1993)

Major exports

Livestock, peanuts, dried fish, cotton, hides

Major imports

Textiles, vehicles

Major exports to Canada

\$2.8 million (1994), including cotton, electrical equipment, machinery, textiles

Major imports from Canada

\$3.1 million (1994), including machinery, pharmaceutical products, vegetable products, printed materials, railway equipment

Canadian bilateral assistance

\$28.79 million (1993-94)

MAURITANIA

Capital: Nouakchott

GEODATA

Area

1,030,700 km²

Population

2.3 millions

Population growth

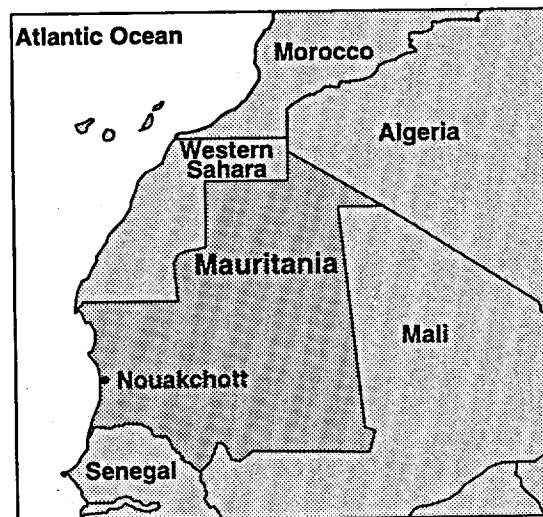
2.5% (1990-95)

Major languages

Arabic (official), French, Poular, Soninké, Ouolof

Major religion

Muslim (99%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Leaders

President Maaouya Ould Sid Ahmed Taya

Prime Minister Sidi Mohamed Ould Boubacar

Minister of Foreign Affairs

Mohamed Salem Oued Lekhal

Democratic institutions

National Assembly, Senate

UN Human Development Index

Mauritania ranks 150th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Wilfrid-Guy Licari

The Canadian Embassy to Mauritania

c/o The Canadian Embassy

P.O. Box 3373

Dakar, Senegal

Phone (011-221) 23 92 90

Fax (011-221) 23 87 49

ECONOMIC DATA

GDP

\$1.09 billion US (1993)

GDP growth rate

2.6% (1985-93)

GDP per capita

\$527 US (1993)

Major exports

Steel, fish, gypsum

Major imports

Foodstuffs, consumer goods, oil

Major exports to Canada

\$0.39 million (1994), including machinery, optical equipment, electrical equipment

Major imports from Canada

\$4.97 million (1994), including cast iron and steel works, machinery

Canadian bilateral assistance

\$800,000 (1993-94)

MAURITIUS

Capital: Port Louis

GEODATA

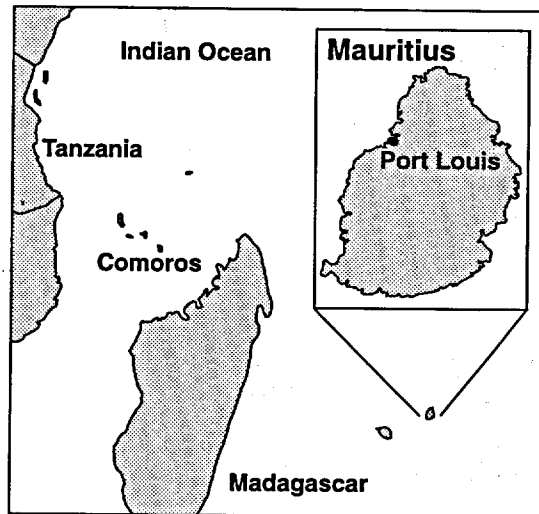
Area
1,860 km²

Population
1.12 million (1994)

Population growth
0.92% (1994)

Major languages
English (official), Creole, French, Hindi, Urdu

Major religions
Hindu (52%), Christian (28.3%), Muslim (16.6%),
other (3.1%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Cassam Uteem

Prime Minister Sir Anerood Jugnauth

Foreign Minister
Ramduthsingh Jadoo

Democratic institutions
Unicameral legislature, multiparty

UN Human Development Index
Mauritius ranks 60th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Arthur Perron, High Commissioner
The Canadian High Commission to Mauritius
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 26006, Arcadia
Pretoria 0007, South Africa

Phone (011-27-12) 342-6923
Fax (011-27-12) 342-3837

ECONOMIC DATA

GDP
\$8.6 million US (1993)

GDP growth rate
5% (1994)

GDP per capita
\$7,800 US (1991)

Main exports
Textiles, sugar, light manufactures

Main imports
Manufactured goods, capital equipment, foodstuffs,
petroleum products, chemicals

Main exports to Canada
\$11.39 million (1994), including clothing

Main imports from Canada
\$2.33 million (1994), including foodstuffs and books

Canadian bilateral assistance
\$370,000 (1993-94)

MOLDOVA

Capital: Kishinev

GEODATA

Area

33,700 km²

Population

4.48 million (1995)

Population growth

0.38% (1994 est.)

Major languages

Moldovan (official), Russian, Gagauz

Major religions

Christian (98.5%), Judaic (1.5%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Leaders

President Mircea Snegur

Prime Minister Andrei Sangheli

Minister of Foreign Affairs

N/A

Democratic institutions

National Assembly (unicameral)

UN Human Development Index

Moldova ranks 81st among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Gilles Duguay

The Canadian Embassy to Moldova

c/o The Canadian Embassy

P.O. Box 2966, Post Office No. 22

Bucharest, Romania

Phone (011-40-1) 312-8345

Fax (011-40-1) 312-9680

ECONOMIC DATA

GDP

\$11.9 billion US (1994 est.)

GDP growth rate

-30% (1994)

GDP per capita

\$2,670 (1994)

Main exports

Agricultural products, wines, tobacco, textiles, chemical products

Main imports

Petroleum products, coal, steel

Main exports to Canada

\$2.1 million (1994), including iron and steel, vegetable products, clothing

Main imports from Canada

\$200,000 (1994), including pharmaceutical products

MONACO

Capital: Monaco

GEODATA

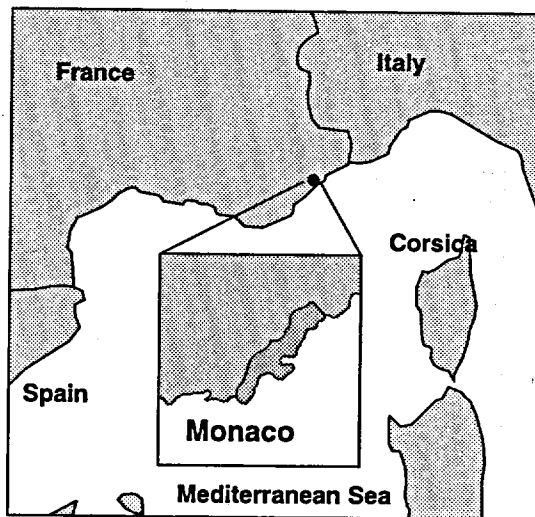
Area
1.95 km²

Population
31,278 (1994 est.)

Population growth
0.81% (1994 est.)

Major languages
French (official), English, Italian, Monegasque

Major religions
Roman Catholic (95%)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Leaders
Prince Rainier III
Minister of State Paul Dijoud

Democratic institutions
National Council

UN Human Development Index
N/A

CANADIAN REPRESENTATIVE

John J. Noble, Consul General
c/o The Canadian Embassy
35, avenue Montaigne
75008 Paris, France

Phone (011-33-1) 44 43 29 00
Fax (011-33-1) 44 43 29 99

ECONOMIC DATA

GDP
\$475 million US (1994)

GDP growth rate
N/A

GDP per capita
\$22,500 US

Major exports and imports
Complete customs union with France, which in turn manages all customs tariffs for Monaco. Participates in the EU by virtue of its customs union with France.

MOROCCO

Capital: Rabat

GEODATA

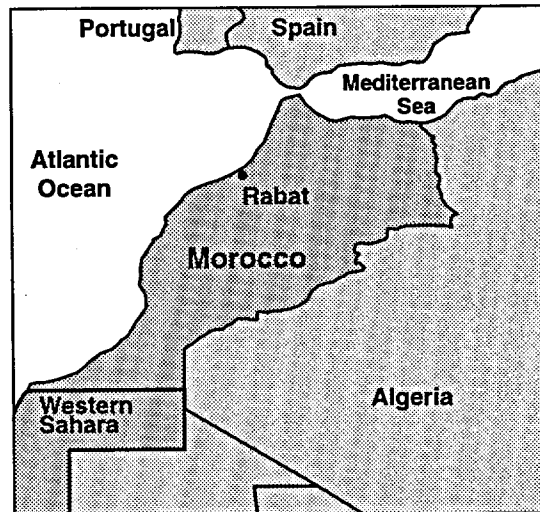
Area
446,500 km²

Population
28.60 million (1994 est.)

Population growth
2.1% (1990-95)

Major languages
Arabic (official), French

Major religions
Muslim (98.7%), Christian (1.1%), Judaic (0.2%)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Leaders
King Hassan II
Prime Minister Abdellatif Filali

Foreign Affairs Minister
Abdellatif Filali

Democratic institutions
House of Representatives (unicameral)

UN Human Development Index
Morocco ranks 117th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Jean-Guy St. Martin
The Canadian Embassy
13 bis, rue Jaafar As-Sadik
Rabat-Agdal, Morocco

Phone (011-212-7) 67 28 80
Fax (011-212-7) 67 21 87

ECONOMIC DATA

GDP
\$28.1 billion US (1994)

GDP growth rate
3.3% (1985-93)

GDP per capita
\$1,060 US (1993)

Major exports
Phosphate, foodstuffs, partly manufactured goods

Major imports
Machinery and equipment, basic products, consumer goods, oil

Major exports to Canada
\$49.9 million (1994), including vegetable products, salt, sulphur, electrical equipment, textiles

Major imports from Canada
\$73.35 million (1994), including salt, sulphur, electrical equipment, aluminium, wood, oilseeds

Canadian bilateral assistance
\$11.78 million (1993-94)

NIGER

Capital: Niamey

GEODATA

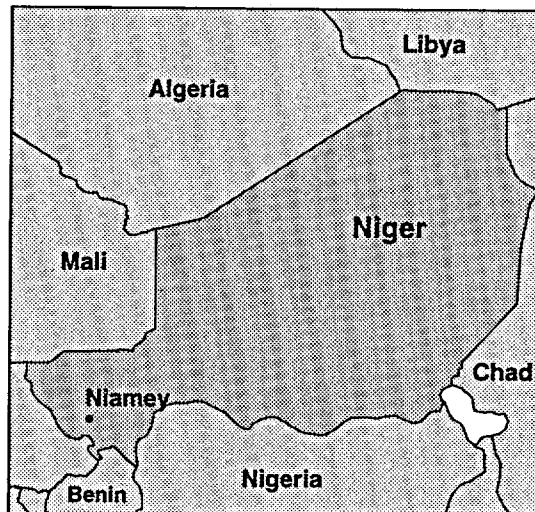
Area
1,267,000 km²

Population
8.97 million (1994 est.)

Population growth
3.4% (1990-95)

Major languages
French (official), Hausa, Djerma

Major religions
Muslim (80%), animist and Christian



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Mahamane Ousmane
Prime Minister Hama Amadou

Minister of Foreign Affairs
Bazoum Mohamed

Democratic institutions
National Assembly

UN Human Development Index
Niger ranks 174th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Suzanne Laporte
The Canadian Embassy
Immeuble Sonara II
Avenue du Premier Pont
Niamey, Niger

Phone (011-227) 73 36 86
Fax (011-227) 73 50 64

ECONOMIC DATA

GDP
\$2.31 billion US (1993)

GDP growth rate
1% (1985-93)

GDP per capita
\$270 US (1993)

Major exports
Uranium, livestock, vegetables

Major imports
Commodities

Major exports to Canada
\$5.98 million (1994), including inorganic chemical products, machinery

Major imports from Canada
\$0.83 million (1994), including electrical equipment, vegetable products, iron and steel

Canadian bilateral assistance
\$6.93 millions (1993-94)

ROMANIA

Capital: Bucharest

GEODATA

Area
237,500 km²

Population
22.76 million (1994)

Population growth
0.6% (1994 est.)

Major languages
Romanian, Hungarian, German, French

Major religions
Romanian orthodox (85%), Roman Catholic (6%),
Uniates (3%), Protestant (6%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Ion Iliescu

Prime Minister Nicolae Vacaroiu

Minister of Foreign Affairs
Theodor Melescanu

Democratic institutions
Bicameral Parliament

UN Human Development Index
Romania ranks 98th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador William M. M. Fairweather
The Canadian Embassy
36 Nicolae Iorga
71118 Bucharest, Romania

Phone (011-41-1) 312-8345
Fax (011-40-1) 312-9680

ECONOMIC DATA

GDP
\$23.78 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
12% (1994 est.)

GDP per capita
\$1,012 US (1994)

Main imports
Machinery, mineral fuels, oils, metals

Main exports
Mineral fuels, machinery, agricultural products

Main exports to Canada
\$41.3 million (1994), including clothing, machinery,
machine parts, textiles

Main imports from Canada
\$43.8 million (1994), including raw hides and skins,
pharmaceutical products, barley, nuclear reactor parts,
foodstuffs

RWANDA

Capital: Kigali

GEODATA

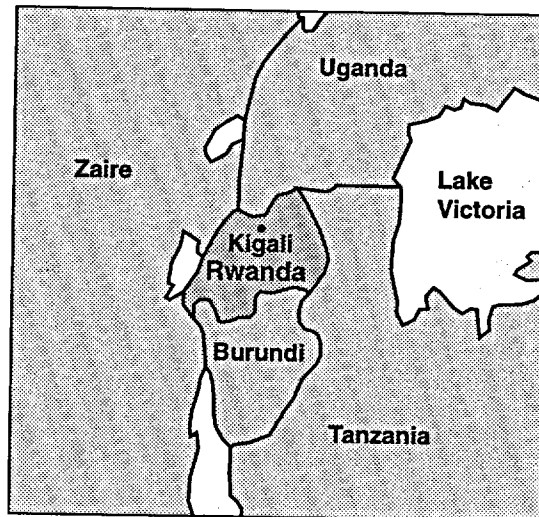
Area
26,000 km²

Population
8.37 million (1994 est.)

Population growth
2.6% (1990-95)

Major languages
Kinyarwanda, French (official), Kiswahili

Major religions
Roman Catholic (65%), animist (25%), Protestant (9%),
Muslim (1%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Pasteur Bizimungu
Prime Minister Pierre Rwigema

Minister of Foreign Affairs
Anastase Gasana

Democratic institutions
National Assembly

UN Human Development Index
Rwanda ranks 156th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Bernard Dussault
The Canadian Embassy to Rwanda
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 30481
Nairobi, Kenya

Phone (011-254-2) 21 48 04
Fax (011-254-2) 22 69 87

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.5 billion US (1993)

GDP growth rate
0.7% (1985-93)

GDP per capita
\$214 US (1993)

Major exports
Coffee, tea, tin ore

Major imports
Machinery and equipment, steel, foodstuffs, textiles,
construction materials

Major exports to Canada
\$88,000 (1994), including vegetable products, electrical
equipment, steel, iron

Major imports from Canada
\$3.16 million (1994), including chemical products,
animal/vegetable fat, cloth

Canadian bilateral assistance
\$12.61 million (1993-1994) Since February 1993,
bilateral program has been deactivated

ST. LUCIA

Capital: Castries

GEODATA

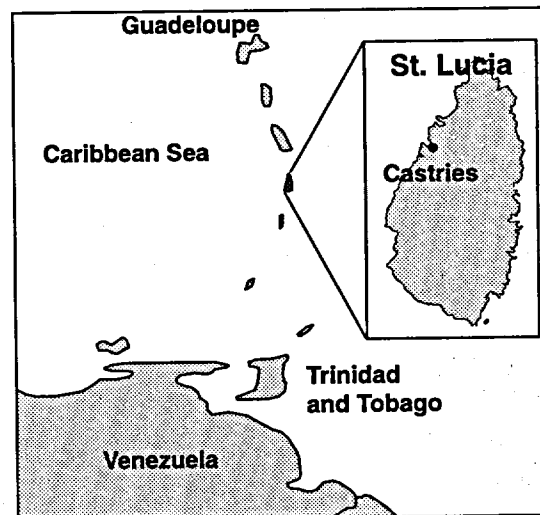
Area
616 km²

Population
142,900 (1994)

Population growth
1.7% (1994)

Major languages
English (official), Creole

Major religions
Roman Catholic (90%), Protestant (7%), Anglican (3%)



POLITICAL DATA

Type of government
Parliamentary democracy

Leader
Prime Minister John G. M. Compton

Foreign Affairs Minister
George Mallet

Democratic institutions
Bicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index
St. Lucia ranks 84th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Colleen Swords, High Commissioner
The Canadian High Commission to St. Lucia
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 404
Bridgetown, Barbados

Phone (809) 429-3550
Fax (809) 429-3780

ECONOMIC DATA

GDP
\$413 million US (1993)

GDP growth rate
2.8% (1994)

GDP per capita
\$3,582 US (1994)

Main exports
Clothing, cocoa, vegetables, bananas and other fruits

Main imports
Manufactured goods, machinery and transportation equipment, foodstuffs, live stock

Main exports to Canada
\$0.4 million (1994), including clothing, fresh fruits (guavas, mangoes and mangosteens)

Main imports from Canada
\$10.1 million (1994), including cast-iron profiles, paper and paper products, gravel aggregate, metal mountings (for construction)

Canadian bilateral assistance
\$8.23 million (1993-94)

SAO TOME AND PRINCIPE

Capital: Sao Tome

GEODATA

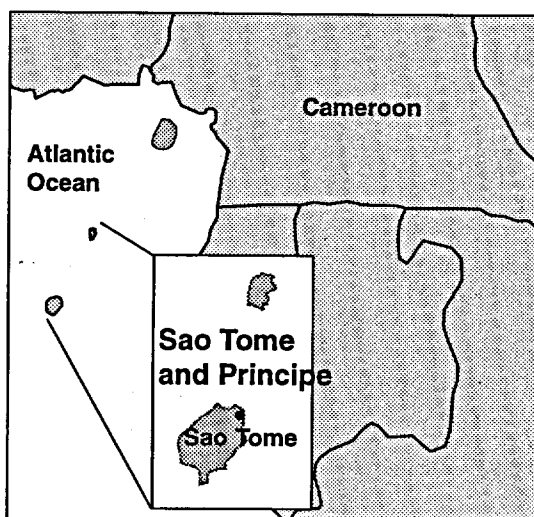
Area
963 km²

Population
136,780 (1994 est.)

Population growth
2.2% (1990-95)

Major languages
Portuguese, Creole, Ngola, French

Major religion
Roman Catholic



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Miguel Trovoada
Prime Minister Carlos Da Graca

Minister of Foreign Affairs
Guilherme Posser da Costa

Democratic institutions
National Assembly (unicameral)

UN Human Development Index
Sao Tome and Principe ranks 133rd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Louise Charron Fortin
The Canadian Embassy to Sao Tome and Principe
c/o The Canadian Embassy
P.O. Box 4037
Libreville, Gabon

Phone (011-241) 74 34 64
Fax (011-241) 74 34 66

ECONOMIC DATA

GDP
\$41 million US (1993)

GDP growth rate
1.6% (1985-93)

GDP per capita
\$350 US (1993)

Main exports
Cocoa, copra, coffee

Main imports
Range of commodities

Main exports to Canada
\$3.7 million (1994), including textiles, electrical equipment, printed matter

Main imports from Canada
\$34,000 (1994), including paper and cardboard

Canadian bilateral assistance
\$100,000 (1993-94)

SENEGAL

Capital: Dakar

GEODATA

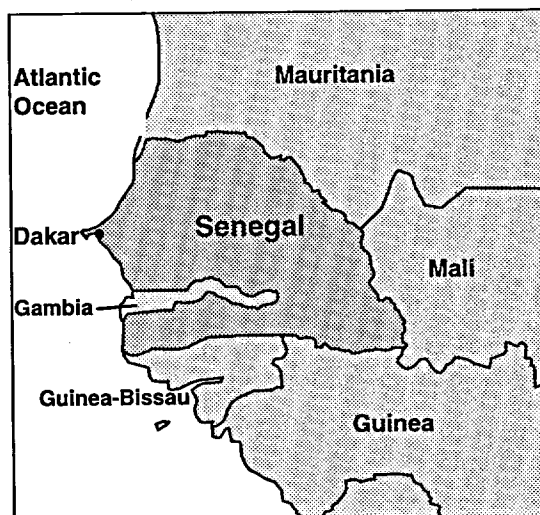
Area
196,190 km²

Population
8.31 million (1992)

Population growth
2.5% (1990-95)

Major languages
French (official), Wolof, Pulaar, Diola, Mandingo

Major religions
Muslim (92%), animist (6%), Roman Catholic (2%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Abdou Diouf

Prime Minister Habib Thiam

Minister of Foreign Affairs
Mustafa Niasse

Democratic institutions
National Assembly (unicameral)

UN Human Development Index
Senegal ranks 152nd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Wilfrid-Guy Licari
The Canadian Embassy
45, avenue de la République
Dakar, Senegal

Phone (011-221) 23 92 90
Fax (011-221) 23 87 49

ECONOMIC DATA

GDP
\$5.87 billion US (1993)

GDP growth rate
2.7% (1985-93)

GDP per capita
\$730 US (1993)

Main exports
Manufactured goods, fish, peanuts, petroleum products, phosphate

Main imports
Range of commodities

Main exports to Canada
\$180,000 (1994), including animal products, optical equipment, textiles

Main imports from Canada
\$7 million (1994), including salt, sulphur, cement, vegetable products, machinery, steel, iron, electrical equipment

Canadian bilateral assistance
\$23.73 million (1993-94)

SEYCHELLES

Capital: Victoria

GEODATA

Area

455 km²

Population

72,000 (1994)

Population growth

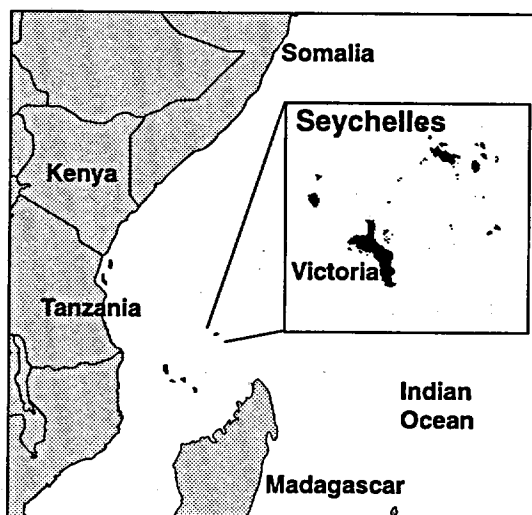
0.84% (1994)

Major languages

English and French (both official), Creole

Major religion

Roman Catholic



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Leader

President France-Albert René

Foreign Minister

Danielle de St. Jorre

Democratic institutions

National Assembly

UN Human Development Index

Seychelles ranks 62nd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Verona Edelstein, High Commissioner
Canadian High Commission to Seychelles
c/o The Canadian High Commission
P.O. Box 1022
Dar es Salaam, Tanzania

Phone (011-255-51) 46000

Fax (011-255-51) 46000

ECONOMIC DATA

GDP

\$496 million US (1994)

GDP growth rate

-3.0% (1994)

GDP per capita

\$6,879 US (1994)

Main exports

Seafood, cinnamon, coconut oil

Main imports

Foodstuffs, beverages, tobacco

Main exports to Canada

\$74,000 (1994), including cinnamon and horses

Main imports from Canada

\$137,000 (1994), including technical instruments and machinery

Canadian bilateral assistance

\$120,000 (1993-94)

SWITZERLAND

Capital: Bern

GEODATA

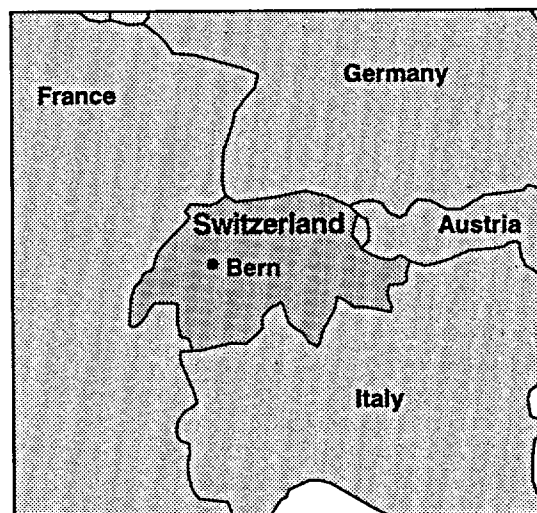
Area
41,300 km²

Population
7 million (1994)

Population growth
Not available

Major languages
German, French, Italian, Romansch

Major religions
Catholic (47.6%), Protestant (44.3%), other (8.1%)



POLITICAL DATA

Type of government
Confederation

Leader
President Kaspar Villiger

Minister of Foreign Affairs
Flavio Cotti

Democratic institutions
Bicameral parliament

UN Human Development Index
Switzerland ranks 13th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Réjean Frenette
The Canadian Embassy
Kirchenfeldstrasse 88
3005 Bern, Switzerland

Phone (011-41-31) 352 63 81
Fax (011-41-31) 352 73 15

ECONOMIC DATA

GDP
\$357.1 billion (1994)

GDP growth rate
2.1% (1994)

GDP per capita
\$50,733 (1994)

Major exports
Machinery, precision instruments, metals, foodstuff, clothing, and textiles.

Major imports
Agricultural products, machinery and transportation equipment, chemicals

Major exports to Canada
\$764 million (1994), including machinery, electrical apparatus and materials, pharmaceutical products, organic chemical products

Major imports from Canada
\$894 million (1994), including aircraft, wood, pearls, precious stones and metals

TOGO

Capital: Lome

GEODATA

Area

56,790 km²

Population

4.26 million (1994 est.)

Population growth

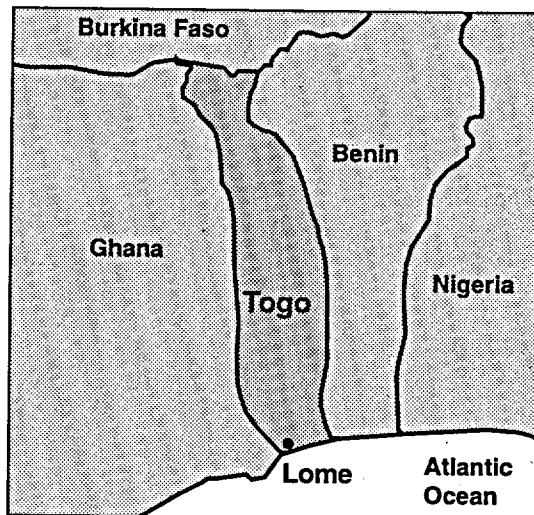
3.2% (1990-95)

Major languages

French (official), Ewe, Mina, Kabye, Dagomba

Major religions

Animist (70%), Christian (20%), Muslim (10%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Leaders

President Gnassingbé Eyadéma

Prime Minister Edem Kodjo

Minister of Foreign Affairs

Yandja Yentchabre

Democratic institutions

National Assembly

UN Human Development Index

Togo ranks 140th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador John Schram

The Canadian Embassy to Togo

c/o The Canadian High Commission

P.O. Box 1639

Accra, Ghana

Phone (011-233-21) 77 37 91

Fax (011-233-21) 77 37 92

ECONOMIC DATA

GDP

\$1.32 billion US (1993)

GDP growth rate

0.1% (1985-93)

GDP per capita

\$330 US (1993)

Major exports

Phosphate, cotton, cocoa, coffee

Main imports

Foodstuffs, combustible and energizing equipment

Main exports to Canada

\$32.6 million (1994), including salt, sulphur, cement, textiles

Main imports from Canada

\$1.8 million (1994), including vegetable products, toys and sports equipment

Canadian bilateral assistance

\$800,000 (1993-94)

TUNISIA

Capital: Tunis

GEODATA

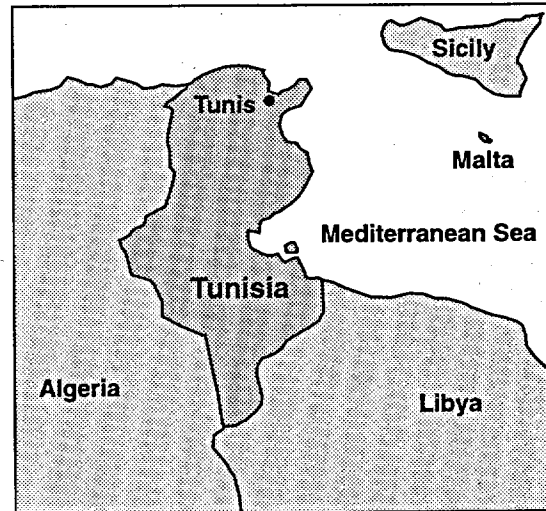
Area
163,610 km²

Population
8.73 million (1994 est.)

Population growth
1.9% (1990-95)

Major languages
Arabic (official), French

Major religions
Muslim (98%), Christian (1%), Judaic (1%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Zine el-Abidine Ben Ali
Prime Minister Hamed Karoui

Minister of Foreign Affairs
Habib Ben Yahia

Democratic institutions
Chamber of Deputies (unicameral)

UN Human Development Index
Tunisia ranks 75th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Michel Roy
The Canadian Embassy
3, rue du Sénégal
Place d'Afrique
Tunis, Tunisia

Phone (011-216-1) 798-004
Fax (011-216-1) 792-371

ECONOMIC DATA

GDP
\$15.33 billion US (1993)

GDP growth rate
4.4% (1985-93)

GDP per capita
\$1,800 US (1994 est.)

Main exports
Hydrocarbons, textiles, phosphate, olive oil

Main imports
Raw materials, semi-finished products, energy-related products, consumer goods

Main exports to Canada
\$28.56 million (1994), including vegetable products, textiles, clothing, electrical equipment

Main imports from Canada
\$2.84 million (1994), including salt, sulphur, cement, electrical equipment, paper products, vegetable products

Canadian bilateral assistance
\$430,000 (1993-94)

VANUATU

Capital: Port-Vila

GEODATA

Area

12,190 km²

Population

164,100 (1994 est.)

Population growth

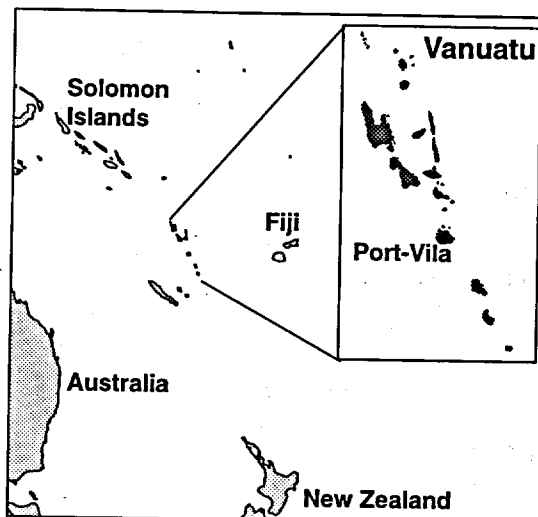
2.8% (1994 est.)

Major languages

English and French (both official),
pidgin (Bislama)

Major religions

Presbyterian (37%), Anglican (15%), other Protestant (10%),
Roman Catholic (15%), indigenous beliefs (7.6%),
other (15.7%)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Leaders

President Jean-Marie Leye Lenelcau

Prime Minister Maxime Carlot Korman

Minister of Foreign Affairs

Maxime Carlot Korman

Democratic institutions

Unicameral parliament, multiparty

UN Human Development Index

Vanuatu ranks 106th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Brian Schumacher, High Commissioner

The Canadian High Commission to Vanuatu

c/o The Canadian High Commission

Commonwealth Avenue

Canberra ACT 2600, Australia

Phone (011-61-6) 273-3844

Fax (011-61-6) 273-3285

ECONOMIC DATA

GDP

\$267.79 million (1993)

GDP growth rate

9.3% (1989-1990)

GDP per capita

\$1,678 (1993)

Main exports

Copra, cocoa, meat, fish, timber

Main imports

Machinery, vehicles, foodstuffs and beverages,
manufactured goods, raw materials, fuels, chemicals

Exports to Canada

\$2,000 (1994)

Imports from Canada

\$97,000 (1994)

VIETNAM

Capital: Hanoi

GEODATA

Area
331,041 km²

Population
72.34 million (1994)

Population Growth
2.6% (1994)

Major languages
Vietnamese (official), French, English, Khmer

Major religions
Buddhist (67%), Catholic (8%)



POLITICAL DATA

Type of government
Socialist republic

Leaders
President Le Duc Anh

Prime Minister Vo Van Kiet

Minister of Foreign Affairs
Nguyen Manh Cam

Democratic institutions
National Assembly (unicameral)

UN Human Development Index
Vietnam ranks 120th among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador Christine Desloges
The Canadian Embassy
31 Hong Vuong Street
Hanoi, Vietnam

Phone (011-84-4) 23 55 00
Fax (011-84-4) 23 53 51

ECONOMIC DATA

GDP
\$16.89 billion US (1994 est.)

GDP growth rate
8.8% (1994 est.)

GDP per capita
\$235 US (1994 est.)

Main exports
Crude oil, agricultural and forestry products, fish and fish by-products, rice

Main imports
Crude oil, machinery, steel, fertilizer

Main exports to Canada
\$34.39 million (1994), including coffee, tea, spices, fish, articles of apparel and clothing accessories

Main imports from Canada
\$23.97 million (1994), including cereals, machinery, optical equipment, pharmaceutical products

Canadian bilateral assistance
\$11.44 million (1993-94)

ZAIRE

Capital: Kinshasa

GEODATA

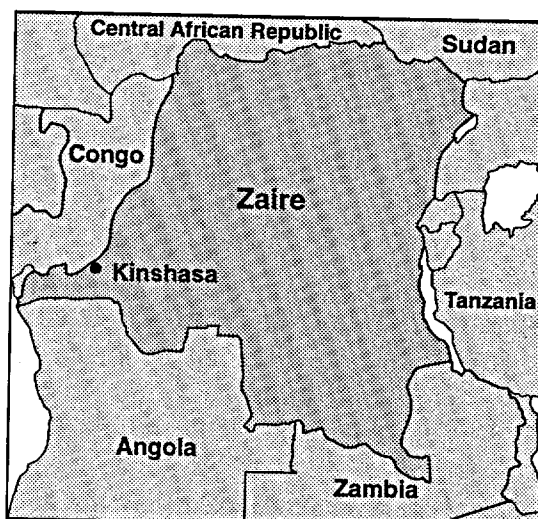
Area
2,345,410 km²

Population
42.7 million (1994 est.)

Population growth
3.2% (1990-95)

Major languages
French (official), Lingala, Swahili, Kingwana, Kikongo, Tshiluba

Major religions
Roman Catholic (50%), Protestant (20%), Kimbanguist (30%)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Leaders
President Mobutu Sese Seko
Prime Minister Joseph Kengo Wa Dondo

Minister of Foreign Affairs
Lunda Balulu

Democratic institutions
High Council of the Republic (transitional parliament)

UN Human Development Index
Zaire ranks 143rd among 174 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Denis Grégoire de Blois
Head of Canadian Office
c/o The Embassy of the United States
310, avenue des Aviateurs
Kinshasa, Zaire

Phone (011-243-12) 21 532
Fax (011-243-88) 43 805

ECONOMIC DATA

GDP
\$8.1 billion US (1993 est.)

GDP growth rate
2.5% (1985-93)

GDP per capita
\$240 US (1993)

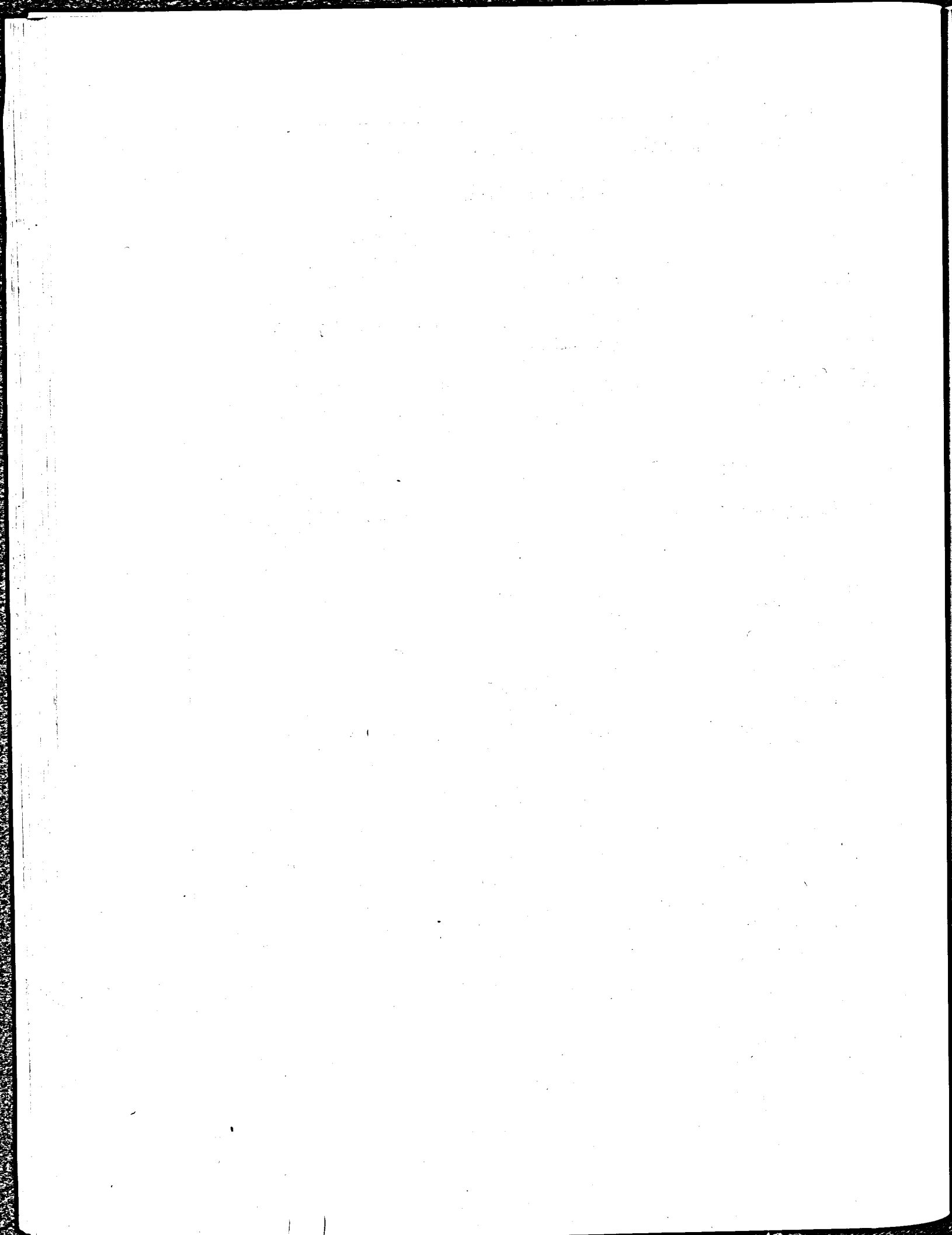
Main exports
Copper, coffee, diamonds, cobalt, oil

Main imports
Consumer goods, mining and transportation equipment

Main exports to Canada
\$22.69 million (1994), including precious and semi-precious stones, vegetable products

Main import from Canada
\$6.96 million (1994), including fabrics, vegetable products, paper products and plastics

Canadian bilateral assistance
\$2.51 million (1993-94)



Main Events Since the Mauritius Summit

- | | |
|--------------------------|---|
| Oct. 16-18, 1993 | PORT LOUIS (Mauritius): Mauritius Summit |
| Jan. 17-21, 1994 | VICTORIA, Seychelles: Conference of Ministers of Youth and Sports (CONFEJES) meeting of ministers |
| March 20, 1994 | OTTAWA (Canada): International Day of the Francophonie |
| April 24-26, 1994 | OTTAWA (Canada): Visit by Jean-Louis Roy, Secretary-General of the Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACCT) |
| June 7-10, 1994 | BRUSSELS (Belgium): CONFEJES meeting |
| June 27, 1994 | YAOUNDE (Cameron): Conference of National Education Ministers (CONFEMEN) meeting of ministers |
| June 28, 1994 | OTTAWA (Canada): Visit by the Minister of State for Benin |
| July 5-18, 1994 | PARIS (France): Francophone Games |
| July 12-22, 1994 | NEW BRUNSWICK (Canada): World Acadian Congress |
| Oct. 14, 1994 | PARIS (France): Meetings of CONFEJES and the International Committee of the Francophone Games |
| Oct. 17-21, 1994 | OTTAWA (Canada): Visit by Nicéphore Soglo, President of Benin |
| Oct. 24-26, 1994 | PARIS (France): International Non-Governmental Organization Forum |
| Nov. 14-15, 1994 | NAMUR (Belgium): Conference of TV5 Ministers |
| Dec. 8-10, 1994 | OUAGADOUGOU (Burkina Faso): Ministerial Conference of the Francophonie |

1995

- Jan. 23-28, 1995 COTONOU (Benin): CONFEJES meeting of ministers
- March 16-17, 1995 OTTAWA (Canada): Visit by the Secretary-General of CONFEJES
- March 20, 1995 OTTAWA (Canada): International Day of the Francophonie and 25th anniversary of the ACCT
- March 30, 1995 PARIS (France): Special Ministerial Conference on Francophone Institutions
- June 12-16, 1995 OTTAWA (Canada): Visit of Emile Derlin Zinsou, President of the Permanent Committee of the Francophonie
- June 9-12, 1995 QUEBEC CITY (Canada): 21st Annual Meeting of the International Association of French-Speaking Parliamentarians (AIPLF)
- Sept. 10-11, 1995 OTTAWA (Canada): Visit by Margie Sudre, Secretary of State responsible for the Francophonie in the Government of France
- Sept. 19-22, 1995 OTTAWA (Canada): Francophone conflict prevention meeting
- Oct. 14-16, 1995 QUEBEC CITY (Canada): Ministerial Conference of the United Nations Food and Agriculture Organization
- Oct. 30-Nov.1, 1995 CAIRO (Egypt): Conference of Justice Ministers of the Francophonie
- Nov. 10-11, 1995 COTONOU (Benin): Conference of Ministers of Higher Education and Research
- Nov. 29-30, 1995 COTONOU (Benin): Third Ministerial Conference of the Francophonie
- Dec. 2-4, 1995 COTONOU (Benin): Sixth Francophone Summit

Mauritius Declaration

In recent years the international scene has experienced severe upheavals resulting in the end of the confrontation between East and West.

This situation gives reason for hope, in view of the expectations it generates for a new world order. It has facilitated the resolution of serious regional conflicts, particularly in Cambodia; it has advanced the dismantling of apartheid in South Africa; and it has made possible the historic mutual recognition of Israel and the PLO.

Despite democratic progress in the world, this situation is the cause of serious concern and continues to pose serious threats both for international security and for the domestic security of states, as a result of the renaissance of extreme nationalist movements, political and religious fanaticism and armed confrontations, as well as greater risks of nuclear proliferation.

On the economic front, despite the existence of a few growth areas, the world is experiencing a widespread crisis with painful social consequences for general populations, a worrying increase in unemployment, greater inequalities and the growth of poverty.

In the countries of the South and specifically in Africa, the crisis is more dramatic still, as the result of the ongoing decline in commodity prices and the requirement to reconcile rigorous structural adjustment plans with the unavoidable need to deal with people's needs.

We, the heads of state, government and delegation of countries using French as a common language,

MEETING in Mauritius to reaffirm our sense of community and reinforce our commitment to work together to create a better future for our citizens and the international community,

NOTING that in the new international context, multilateralism is an indispensable tool for the attempt to resolve the problems faced by the international community,

SALUTE the historic role played by the United Nations and the peacekeeping role of its forces, and repeat our full support for the Secretary-General of the United Nations in implementing his Agenda for Peace and his Agenda for Development, based on respect for sovereignty, independence, territorial integrity and non-interference in the domestic affairs of States,

- AFFIRM** in light of this renewed interest in multilateralism, the need to have the voice of the Francophonie heard in the major international debates, and to contribute to respect for cultural, linguistic, historical, economic and social diversity as a factor enriching humanity,
- POINT OUT** that the Francophonie is a space for discussion, co-operation and partnership, with the greatest respect for its diversity. Its unity is based on a community of values and language devoted to promoting peace, justice, security, community, democracy and respect for human rights and fundamental freedoms, which are universal and inalienable,
- SUPPORT** the courageous efforts of many countries of the South seeking to put in place a fair economic system that releases energies and promotes initiatives,
- CALL ON** the international community to provide greater support for the efforts of the countries of the South, by facilitating establishment of a suitable economic framework,
- SUPPORT** the regional integration process, which is a response to the limited size of national markets,
- UNDERTAKE** to increase our co-operative action in the areas of intervention defined by the Summits,
- RESOLVE** to strengthen Francophone co-operation at the international level,
- CONDEMN** terrorism in all its forms,
- PROCLAIM** our determination to combat all forms of discrimination, exclusion and intolerance based on such factors as race, gender, language and religion,
- DECLARE** our determination to pursue the establishment of the constitutional state and to support the democratic development of political and civil society, both of which are essential to sustainable development.

Notes

Notes

Notes